Revue politique militante Oct.74 Vol.4 #2 $0.50

mobilisation



Histoire du mouvement etudiant (1964—1972)

Le mouvement etudiant actuel et la lutte des classes au Quebec

Lutte et organisation des professeurs dans un CEGEP

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst. Montréal,
tél.: 522-1373

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**,
40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Quebec.

Courrier de la deuxième classe—Enregistrement no. 3390

SOMMAIRE

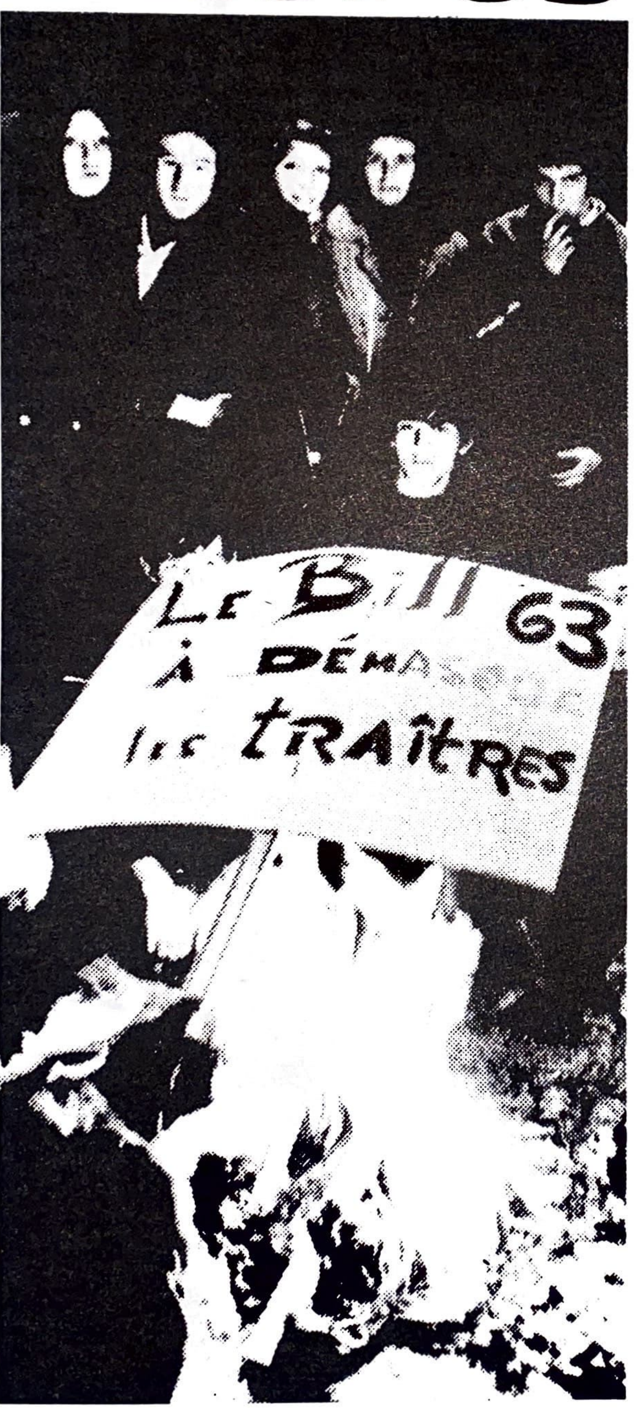
- Le mouvement étudiant au Québec: 1964-1972
- Plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant
- Deux ans de travail avec des professeurs de Cegep à Montréal
- Bibliographie sur l'école et le milieu étudiant
- Lettre

NOTE SPECIALE DU COMITE DE REDACTION

Nous vous avions prévenu dans le dernier numéro que nous vous informerions de notre bilan et de l'orientation que vous voulons imprimer à *Mobilisation* pour l'année qui s'en vient. Or la discussion sur ce sujet a crystallisé deux positions au sein du comité de rédaction, ce qui donne lieu à un débat de fonds quant à l'avenir de la publication. Nous avions pensé plus vous éclairer en vous livrant dans ce numéro les positions des tendances en présence, ce qui n'a pu être fait, à cause des délais trop courts. Toutefois, nous espérons être en mesure de le faire le mois prochain, par la publication des textes exprimant les diverses tendances. Pour le moment, la publication de la revue est assumée par la Librairie progressiste et le CRIQ. Toutefois, le débat autour de l'orientation de la revue implique plusieurs autres groupes, et ce sont les positions de tous ces groupes en présence dont nous vous ferons part dans le prochain numéro. Nous espérons alors pouvoir éclaircir les lecteurs militants de l'ensemble de notre processus politique, de nos accords et nos divergences sur la revue et l'orientation du mouvement socialiste au Québec.

Le comité de rédaction.

AVANT-PROPOS



Le mouvement de la jeunesse constitue une force formidable pour le révolution. A toutes les étapes et dans tous les pays, les jeunes, dans les usines ou dans les écoles, sont souvent le moteur principal de la lutte pour la libération et le socialisme. Résoudre le problème de l'organisation de la jeunesse constitue donc pour le mouvement révolutionnaire une des tâches les plus stratégiques, et c'est pourquoi nous y avons consacré ce théme de *Mobilisation.*

Au Québec, où une bonne partie des jeunes sont scolarisés, surtout depuis la "révolution tranquille", le mouvement de la jeunesse s'est surtout manifesté sous la forme d'un mouvement étudiant. Durant les dernières années, les jeunes se sont révoltés par milliers, contestant l'ordre imposé par l'Etat bourgeois dans cet appareil de répression et d'inculcation idéologique que constitue le système d'enseignement. De plus, les étudiants sont intervenus à plusieurs reprises aux côtés du mouvement ouvrier et populaire, ou pour soutenir les luttes des peuples dans le monde.

Durant les années 1964-1972, les luttes étudiantes se sont étendues partout, impliquant presque tout le système d'enseignement. A ce moment, le mouvement étudiant se caractérisait par son caractère spontané et activiste. Les militants révolutionnaires de cette époque, (qui constituent d'ailleurs la plupart des cadres du mouvement militant d'aujourd'hui) dirigèrent des luttes de masse d'une grande envergure, sans toutefois avoir la force nécessaire pour assurer à ces luttes la continuité et le cadre politique suffusant pour les mener à terme. Confrontés au formidable appareil de répression et de récupération idéologique de la bourgeoisie, le mouvement étudiant connut des sommets très hauts, mais sa retombée fut aussi très rapide.C'est de cette époque que nous avons voulu traiter dans le premier texte que nous présentons, qui se veut une synthèse historique du mouvement de la jeunesse de ces années.

Ce qui manquait au mouvement de la jeunesse de cette époque, c'était une direction politique, une stratégie consciente et claire pour lier le mouvement de masse étudiant aux autres composantes du camp populaire, pour unifier politiquement les luttes du peuple en un vaste courant révolutionnaire. Cette direction se bâtit à travers les luttes. A partir du bilan des années 1964-72 des nouveaux cadres révolutionnaires assurèrent la relève au sein du mouvement de la jeunesse. Cette fois-ci, une des caractéristiques du mouvement étudiant et des militants marxistes-léninistes qui l'animent, c'est justement cette volonté et cette conscience que le mouvement de la jeunesse, même s'il possède une dynamique et des caractérisitiques qui lui sont propres, doit pour se développer se lier aux autres forces populaires. Cette liaison ne peut s'effectuer spontanément. C'est aux militants révolutionnaires de l'assumer, et c'est ce qu'ils nous proposent dans leur *"Plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant"*. Ce texte constitue une synthèse politique du travail effectué depuis deux ans dans divers milieux d'enseignement. Il dégage des perspectives pour le mouvement étudiant qui constituent selon nous parmi les efforts les plus sérieux de clarification sur le sujet. Autant pour les militants au sein du mouvement de jeunesse que pour les cadres engagés dans l'organisation des autres forces populaires, il nous livre des acquis politiques d'une grande importance pour notre travail militant.

Nous avons pensé conpléter ce tableau par une enquête réalisée auprès d'un groupe de professeurs, impliqués dans un travail d'organisation dans un Cégep de la région de Montréal. Les professeurs ont souvent été un facteur-clé dans le mouvement étudiant auquel ils lui sont intimement liés. Mais leur luttes et leurs organisations possèdent elles-aussi une dynamique interne qui leur sont propres. En nous expliquant leur cheminement depuis deux ans, ces professeurs-militants nous permettent de comprendre la réalité plus globale des luttes au sein des appareils scolaires.

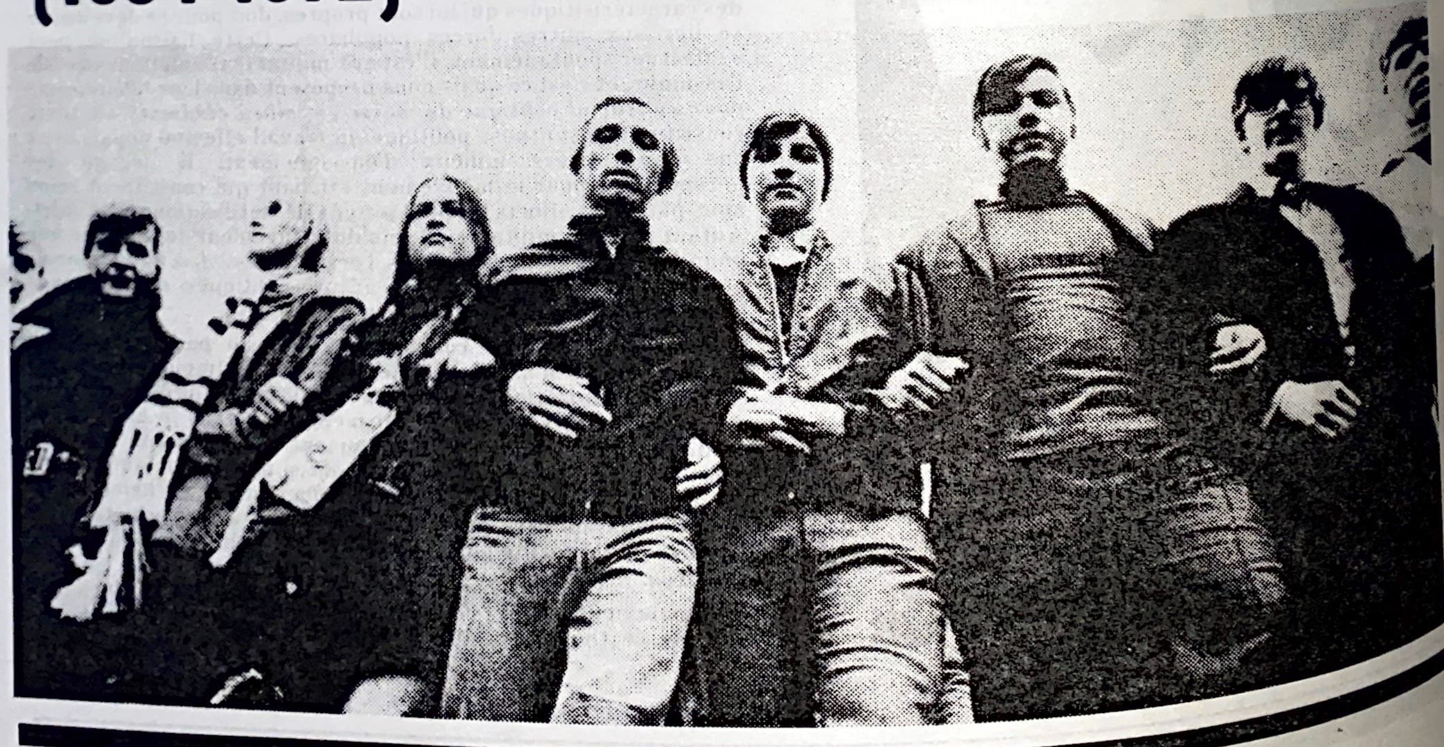
Finalement, nous incluons une courte bibliographie qui termine ce thème de Mobilisation.

Le comité de rédaction.

le mouvement étudiant au québec (1964-1972)

Dans toutes les sociétés de notre époque, la jeunesse constitue la force la plus active, la plus dynamique du peuple. Ouverte aux changements, la jeunesse demande des comptes à la société; Elle rejette le défaitisme et le fatadisme. Prompte à la révolte, la jeunesse n'accepte pas le mode de vie que lui proposent les classes dominantes, parce que ce mode de vie est en contradiction avec leurs aspirations généreuses et collectivistes. Les jeunes prennent de plus en plus conscience de la décadence de la société bourgeoise. Ils se révoltent et ils ont raison de se révolter.

L'avenir appartient aux jeunes. Cette vérité, la bourgeoisie et le prolétariat du monde l'ont comprise; que la jeunesse se range du côté du prolétariat ou de la bourgeoisie est une question fondamentale pour la révolution. La jeunesse est l'enjeu d'une lutte acharnée entre la bourgeoisie et le prolétariat. La question de savoir qui de l'idéologie prolétarienne ou de l'idéologie bourgeoise l'emportera dans la jeunesse est une question décisive pour la révolution.



Introduction

LA CRISE

Pour comprendre le développement du mouvement de jeunesse du début des années '60 à aujourd'hui, il est important de remonter un peu en arrière: à l'époque de la "grande noirceur", à l'époque de la dictature impitoyable que les résudus du colonialisme britannque et que l'impérialisme américain en pleine expansion faisaient peser sur le peuple québécois.

Un des principaux instruments de cette dictature avant la 2e guerre demeurait encore l'église catholique; en effet, après avoir résisté à l'industrialisation au début du siècle, (retour à la terre, revanche des berceaux) elle s'adapta rapidement au développement du capitalisme et vit confirmer encore une fois son rôle historique d'instrument d'oppression au service des classes dominantes.

Dans les années '30, alors que les capitalistes plongèrent les masses dans une profonde misère, alors que la révolte grondait, les communistes tentèrent d'organiser et d'éduquer le peuple. En effet, le jeune Parti Communiste du Canada qui depuis quelques années avait entrepris un travail d'organisation syndicale dans la classe ouvrière, voyait clairement le rôle dirigeant du prolétariat et ses éléments les plus dévoués dans l'organisation du peuple tout entier pour changer la situation; dans cette période de chômage et de gande misère, les communistes mirent sur pied des comités de chômeurs dans de nombreux quartiers ouvriers et populaires tout en menant une vaste campagne de propagande qui visait à expliquer les racines de la crise du capitalisme et qui appelait à la solidarité internaionale des classes laborieuses face à la montée du fascisme et aux dangers d'une guerre mondiale. De nombreux jeunes ouvriers et chômeurs furent sensibles à ces appels et s'organisèrent dans les syndicats industriels qui menèrent à la fondation du *congress of Industrial Organisations* (CIO) (1), ils s'organisèrent également dans les comités de chômeurs. La jeunesse intellectuelle ne resta pas insensible aux appels internationalistes du PCC et un grand nombre d'entre eux, (proportionnellement aux autres pays capitalistes), s'enrôlèrent dans les célèbres brigades internationales pour aller combattre le fascisme en Espagne en 1936, dont Norman Bethune. De nombreux jeunes, parmi les éléments les plus dynamiques et les plus généraux de notre peuple y laissèrent leur vie.

Face à cette tentative d'émancipation du prolétariat et des masses en général, la réaction de la bourgeoisie ne tarda pas. En plus des intimidations et harassements de toutes sortes contre les communistes, les classes dirigeantes entamèrent une vaste campagne de propagande anti-communiste dans les masses et plus spécifiquement dirigée vers la jeunesse qui devenait de plus en plus sensible aux misères du peuple et ouverts à des changements sociaux.

C'est ainsi que les classes dirigeantes, s'appuyant sur un de ses appareils idéologiques les plus dévoués, chargèrent l'Eglise de contre-attaquer. Les soldats du Christ ne se firent pas prier longtemps; c'est ainsi que financée et soutenue par l'état provincial, l'Ecole Sociale Populaire (2) prit de l'expansion et contribua à la mise sur pied de l'Action Catholique (JOC, JEC, JRC).

Dans la jeunesse ouvrière, cette propagande pris diverses formes, allant des cours sur le "syndicalisme" aux cours de préparation au mariage. Il ne s'agissait donc plus de dénoncer le syndicalisme, mais de le corrompre, d'y infiltrer la collaboration, la soumission aux boss. Mais cette lutte acharnée de la jeunesse ouvrière ne se limitait pas seulement aux jeunes ouvriers. Il lui fallut également "préserver" la jeunesse intellectuelle de l'influence du communisme. Déjà, depuis longtemps l'appareil scolaire (surtout au niveau collégial et universitaire) était devenu le fief de la petite bourgeoisie traditionnelle locale; notre élite s'y reproduisait en y écartant soigneusement l'accès à l'immense majorité du peuple; notre élite (avocat, médecin, curés, etc.) était reproduite dans des conditions d'obscurantisme digne du moyen-âge. La jeunesse étudiante était emprisonnée dans ces casernes d'endoctrinement que constituaient les trop célèbres collèges classiques et écrasée par une discipline militaire où le moindre signe de contestation ou d'émancipation était fortement réprimé. Les jeunes intellectuels étaient maintenus isolés du peuple, par la terreur et par le mépris des masses qu'on leur inculquait de force. Donc, à une époque où l'analphabétisme était sciemment entretenu dans les masses, la classe ouvrière se voyait non seulement privée d'un soutien de certaines couches intellectuelles, mais voyait cette jeunesse se retourner contre elle. En effet, non content d'abrutir la jeunesse, la bourgeoisie par l'intermédiaire de ses curés "rouges" de la JEC (Jeunesse étudiante catholique) introduisait dans la jeunesse certains "préoccupations sociales" marquées par le chauvinisme, le corporatisme, l'anti-communisme, voire même le fascisme. Durant la période de la crise, la JEC (3) alla même jusqu'a organiser à l'Université de Montréal des bandes fascistes qui descendaient de la montagne pour aller briser les vitres des locaux des comités de chômeurs mis sur pied par le Parti Communiste.

LA CONSCRIPTION

Le déclenchement de la IIième guerre mondiale provoqua dans la jeunesse québécoise une juste révolte qui connut son apogée dans la crise de la conscription et lors de l'émeute de Québec en 1942. Non pas que la jeunesse ne voulait pas combattre le fascisme, au contraire dès 1941 plus de 500,000 québécois s'étaient enrôlés et ce, malgré nos petits nazis locaux et les louanges de chanoine Groulx envers Mussolini. Mais spontanément, la jeunesse et plus spécialement la jeunesse ouvrière et paysanne sentait qu'avec l'enrôlement obligatoire, la bourgeoisie instaurait un régime par lequel ce serait encore le peuple qui ferait les frais de cette boucherie impérialiste, au profit des capitalistes qui profiterait de cet "effort de guerre" pour réaliser une accumulation sans précédent au Québec. Si un fraction de l'élite chauvine et même fascisante se servira de ces justes révoltes, ce sera dû, en partie, à l'incapacité du Parti Communiste à mener un explication juste sur la guerre. L'application mécaniste des directives de la IIIième

1. Voir a cet effet *Le mouvement ouvrier americain*, Editions Mobilisation

2. Fondé dans les années '20 pour combattre l'influence de *l'Université Ouvrière* animé par Albert St-Martin, un des fondateur du P.C.

3. Animé par André Laurendeau et Gerard Pelletier.

Internationale concernant le Front international anti-fasciste avait conduit le PC depuis la fin des années '30 à des erreurs dont il ne se relèvera jamais. (4)

La guerre, si elle entraîne la jeunesse ouvrière et paysanne dans le combat mondial contre le fascisme (cette forme de la dictature de la bourgeoisie la plus sauvage et la plus sanguinaire), le capitalisme, grassement subventionné par l'Etat, en profite pour mettre en place les conditions de son développement tout en consolidant sa dictature et en étouffant (par la loi des mesures de guerre!!!) toute révolte ou grève.

L'APRES GUERRE

C'est ainsi qu'après la guerre, les conditions sont en place pour un développement industriel considérable ainsi qu'une exploitation effreinée de nos richesses naturelles controlées par le capital américain (et dans une moindre mesure par le capital anglo-canadien). Pas seulement au Québec, mais à l'échelle mondiale, l'impérialisme américain devient l'impérialisme dominant ne tarde pas à s'affronter aux mouvements de libération des peuples du tiers monde (en Chine et en Corée) et à entrer dans une "guerre froide" avec les pays socialistes. Aux USA et au Canada les Parti Communistes sont interdits. Appuyé par une vaste campagne mensongère, cette répression vise surtout à réprimer, dans une période d'expansion économique, les mouvements de masse et à isoler les éléments les plus conscients et les plus dynamiques du prolétariat. C'est ainsi que les éléments les plus progressistes du mouvement syndical, dont un bon nombre de communistes, seront expulsés du CIO par les éléments les plus opportunistes du mouvement ouvrier qui n'hésiteront à "vendre" les syndicalistes combatifs au FBI ou à Duplessis au Québec. Un bon nombre de ces opportunistes dirigent encore nos syndicats.

Mais cette campagne réprimait également les véléités de "liberté de penser" d'une certain fraction petite-bourgeoise de la jeunesse intellectuelle, principalement issue des mouvements d'Action catholique. Cette fraction de la petite bourgeoisie se voyait déjà attribuer un nouveau rôle avec le développement du capitalisme. Cette jeunesse libérale, regroupée autour de *Cité Libre*, se feront les défenseurs du libéralisme économique pour attaquer l'obscurantisme, le chauvinisme, l'anti-syndicalisme et le de l'Etat, la liberté d'information; ils réclameront une séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'interventon plus grande de l'Etat, l' liberté d'information; ils réclameront une réforme de l'éducation pour mieux adapter l'enseignement aux besoins d'une société capitaliste moderne, etc... En somme, ce courant de pensée qui s'appuie sur le mouvement syndical catholique, sur les mouvements de jeunesse issus de la JEC et de la JOC, sur les associations et sur les journaux universitaires, se présente comme les nouveaux agents de l'idéologie bourgeoise au sein du peuple et plus particulièrement de la jeunesse intellectuelle. *Cité Libre* et tout le courant libéral, opérera au sein de l'idéologie dominante cette révolution qui avait accompagné toutes les révolutions bourgeoises du XIXième siècle. La différence qu'ici, le capitalisme s'était développé par une pénétration impérialiste qui jusqu'à ce jour n'avait guère compté sur l'intervention économique de la petite et de la moyenne bourgeoisie locale, sinon pour opérer à son compte quelques appareils de domination idéologique (comme l'Eglise et l'école) ou encore la reproduction de la force de travail (médecins), tout en maintenant un appareil d'Etat provincial qui laissait les capitalistes exploiter le peuple et ses richesses en paix.

Il serait toutefois illusoire de penser que ce mouvement de libéralisme s'est développé uniquement par le bon vouloir de quelques intellectuels. Il a pu apparaître et se développer surtout à cause de la montée des luttes des masses et plus spécifiquement des masses ouvrières. C'est ainsi que les grandes grèves de l'amiante de 1949 et la grève du textile en 1946 et 1952 confirme cette rupture entre la réaction et le libéralisme au sein des classes dirigeantes et ouvre un brèche dans l'hégémonie réactionnaire du régime Duplessis. Les mouvements de jeunesse catholique (JEC et JOC) seront très actifs dans le support aux grévistes et organisent des collectes aux portes des églises; les journaux universitaires feront un large écho à ces luttes. A cause de ce support certains services "profanes" mis sur pied par la JEC et la JOC et qui fonctionnaient grâce à de généreuses subventions de l'Etat se voient couper les fonds. Un de ces "services", la *Corporation des Escholiers Griffonneurs* (sorte d'association de journaux étudiants) se voit ainsi couper les vivres et en profite pour prendre ses distances de la JEC et changer de nom pour devenir la *Presse Etudiante Nationale* en 1959. Durant toute cette période des années '50, les associations universitaires revendiquent de plus en plus ouvertement une réforme de l'éducation. Ces associations avaient été mise en place au début du siècle dans la plupart des universités et demeuraient voués à la défense des intérêts "professionnels" des étudiants tout en offrant un certain nombre de services à la communauté universitaire. Très corporatistes et souvent élitistes, ces associations n'étaient pas exemptes du courant libéral qui pénétrait la jeunesse. Ainsi l'AGEL (Association des étudiants de l'université Laval) en 1956 organise une manifestation devant le parlement pour inciter Duplessis à "prendre des mesures plus dynamiques dans le domaine de l'éducation". En 1958, 21,000 étudiants vont en grève pour "protester contre le refus de Duplessis d'engager le dialoque". L'hégémonie idéologique du clergé (fidèle allié du régime) sur les masses et plus particulièrement sur la jeunesse commence à s'effriter. A la faveur de ce courant de libéralisme, la jeunesse se lève lentement quoiqu'encore grandement dominée par les classes dirigeantes.

LA REVOLUTION TRANQUILLE

Comme nous l'avons vu, après la IIième guerre mondiale l'impérialisme américain devient l'impérialisme dominant. Les principaux facteurs qui marquèrent le développement de cette domination furent l'affaiblissement (sinon la destruction) des autres impérialismes (Allemagne, Japon, Angleterre, France, etc.) au cours de la guerre. Toutefois, au début des années '60 la reconstruction rapide du capitalisme dans ces pays les met en position de concurrence avec les USA, notamment dans le pillage effreiné des ressources naturelles des pays du Tiers-monde. Cette concurrence inter-impérialiste entraîne les USA à consolider certains "bastions", d'autant plus que les luttes de libération des peuples d'Asie, dAfrique et d'Amérique Latine (Vietnam, Cuba, etc.) commence à ébranler son hégémonie. Le Canada et plus particulièrement le Québec apparaitra donc comme un de ces fiefs à consolider.

4. Un prochain article à paraître dans *Mobilisation* traitera de cette question.

Toutefois les contradictions sociales au Québec s'aiguisent à la fin des années '50: les grèves deviennent de plus en plus dures, le peuple et une fraction importante de la petite bourgeoisie et même de la moyenne bourgeoisie québécoise deviennent de plus en plus mécontents. Pour l'impérialisme, la consolidation de son hégémonie au Québec exige une transformation de l'appareil d'Etat provincial. Comme l'impérialisme ne peut intervenir directement dans cette transformation, il devra s'allier une ou des fractions des classes dominantes locales. L'impérialisme américain s'appuiera donc sur le mécontentement et les aspirations de la Moyenne Bourgeoisie québécoise (MBQ) alliée à la Petite Bourgeoisie Urbaine Technocratique (PBUT) pour débarquer le régime Duplessis et entamer cette transformation de l'appareil d'Etat provincial. Ce "Front uni bourgeois" rallié au sein du Parti Libéral prendra le pouvoir en 1960. Si on peut déjà discerner des divergences et une lutte pour l'hégémonie entre ces 2 fractions au pouvoir en ce concerne l'intervention de l'Etat dans la consolidation de l'*infrastructure économique*, ils s'entendront toutefois assez bien en ce qui concerne la transformation et le développement de la *superstructure* (éducation, santé, culture, lois du travail, fonction publique).

en ce qui concerne l'école, rappelons brièvement les mesures qui seront entreprises:

- formation de la Commission Royale d'enquête sur l'éducation en '61 et création du Ministère de l'éducation en '64
- régionalisation au niveau secondaire (création de polyvalentes)
- libre accès financier à l'éducation (système prêts-bourses)
-création des CEGEP ("démocratisation" de l'enseignement post-secondaire)

"participation" des parents a l'éducation (élections scolaires)

financement de l'enseignement universitaire (maintien de l'indépendance des universités)

Cette réforme de l'éducation s'imposa pour répondre aux exigences du développement de l'impérialisme au Québec, stade monopoliste du capitalisme; en effet, a ce stade, le capitalisme exige une main d'oeuvre a la fois spécialisé et mobile. D'autre part, le peuple qui venait tout juste de sortir de la "grande noirceur" duplessiste revendiquait de plus en plus le droit à l'éducation. Et ce sont ces justes revendications du peuple que la MBq et la PBUT tenteront de canaliser vers la promotion de leurs intérêts propres tout en garantissant à l'impérialisme qu'il y trouvera son compte.

C'est en faisant les nouveaux porteurs des "espoirs" de "tout le peuple" dans son fameux slogan "maître chez nous" que le Parti Libéral prendra le pouvoir et entrainera dans la lignée une très large fraction du mouvement de jeunesse qui avait contribué avec le mouvement de masse des années '50 à renverser le régime de l'Union Nationale.

La forme d'organisation du mouvement de jeunesse qui dominera tout au cours de la Révolution Tranquille sera le syndicalisme étudiant dont la direction se concrétisera par la formation de l'UGEQ (Union générale des étudiants du Québec). C'est à l'intérieur de cette forme d'organisation que s'exprimeront les différentes orientations du mouvement de jeunesse de cette période (y compris les orientations du mouvement de jeunesse extérieur à l'appareil scolaire).

5. Pour une analyse de classe plus complete de cette periode voir *Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et la lutte de classe au Québec* et *Début d'un mouvement socialiste à Montréal*



Le syndicalisme etudiant

Les origines du syndicalisme étudiant

Comme nous l'avons vu, dans les universités, il existait déjà des AGE (Association Générale des étudiants) bien avant la Révolution Tranquille (l'Association Générale des étudiants de l'Univeristé de Montréal—AGEUM—sera mise sur pied dès 1922). Strictement vouées à la défense corporatiste "professionnels" des étudiants universitaires, les dirigeants de ces AGE n'étaient souvant même pas élu au suffrage universel, mais co-optés par les anciens; à la direction, on retrouvait également la présences du recteur, sans oublier l'inneffable aumônier. Remplies d'un esprit de collaboration et de soumission aux autorités, ces AGE étaient presqu'entièrement préoccupées par l'organisation des loisirs étudiants dont les célèbres carnavals. Ce ne sera qu'à la fin des années '50, comme nous l'avons vu, qu'apparaitra dans la jeunesse intellectuelle un courant libéral, représentant majoritairement les intérêts d'une nouvelle fraction de la petite bourgeoisie (PBUT) qui s'opposera farouchement à la petite bourgeoisie traditionnelle, notamment dans le domaine de l'éducation.

Les éléments de cette PBUT seront très actifs dans les appareils de presse et surtout dans les journaux étudiants. Ce sera d'ailleurs par l'intermédiaire de la PEN en août '62 que seront posées les conditions de mise en place du *syndicalisme étudiant* avec l'opération AGE qui visait à la mise sur pied d'AGE dans toutes les maisons d'enseignement post-secondaire au Québec dont principalement les collèges classiques.

A l'été '64, se tiendra le Congrès de la jeunesse qui regroupera plus de 500 délégués de 39 associations de jeunesse. La nouvelle tendance en milieu étudiant qui s'exprimera dans la mise en place du syndicalisme étudiant, dominera totalement ce Congrès. C'est ainsi que parallèlement à la fondation de l'UGEQ qui aura lieu quelques mois plus tard, c'est au cours de ce Congrès que seront fondés les Chantiers étudiants et l'Action Sociale Etudiante (ASE), les premiers organismes d'animation sociale dans la jeunesse.Ce sera en novembre '64 que sera fondée l'UGEQ.

L'essor du syndicalisme étudiant

• *première période* (1964-67)

Entre le Congrès de la PEN en '62 et la fondations de l'UGEQ il s'est écoulé 2 ans. En effet, les tenants du syndicalisme étudiant devront mener une lutte farouche au vieux corporatisme des AGE universitaire défendu par les représentants de la fraction traditionnelle de la petite bourgeoisie. Pour mener à bien son opération la fraction technocratique de la petite bourgeoisie devra imposer son hégémonie à l'ensemble du mouvement étudiant. Cette lutte passera entre autre par le retrait des AGE universitaire québécoise de la Fédération nationale des étudiants universitaires du CANADA (FNEUC) à cause de son corporatisme mais surtout parce que la fraction québécoise voulait principalement *intervenir au niveau provincial duquel relève l'éducation*. Et ce sera là l'essentiel du programme de l'équipe Landry qui sera porté à l'exécutif de l'UGEQ lors du premier Congrès; d'ailleurs ce programme avait déjà été formulé dŝ 1962 ALORS QUE Bernard Landry était président de l'AGEUM et Pierre Marois directeur du comité d'éducation (6). Il se résumait à peu de chose:

- les étudiants sont de "jeunes travaileurs intellectuels" et constituent comme "classe étudiante" une composante active et dynamique de la société qui doit être *reconnue* comme tel
- les étudiants comme "citoyens actifs de la nation" doivent donc, de par leur compétence, *participer* à l'administration de la nation (surtout dans le domaine de l'éducation) et occuper dans la société la place qui leur revient. (7)

Pour la mise en place d'un tel programme (!!!), il faudra donc aux syndicalistes étudiants démontrer les limites du corporatisme étudiant. Ce qui se fera dans la lutte pour les prêts-bourses, la lutte contre la répression au droit d'information dans les maisons d'enseignement, la lutte pour la participation à l'administration de l'éducation (co-gestion). Les limites du corporatisme ainsi tracé, la solution qui sera proposé sera la *reconnaissance par l'Etat*, c'est-à-dire être reconnu comme interlocuteur valable auprès du gouvernement, au même titre que les centrales syndicales. Ce sera d'ailleurs sur le modèle du syndicalisme d'affaire nord-américain que l'organisation de l'UGEQ sera calquée: L'UGEQ se présente dès le départ comme représentante "de l'ensemble des intérêts des étudiants". C'est donc à ce titre qu'elle sera reconnue par la fraction de la PBUT au pouvoir. C'est également à ce titre qu'elle apparaitra et se développera comme *organisme de pression* comme corps intermédiaire auprès du Ministère de l'éducation et de "l'opinion publique" en général. L'UGEQ constituera le fer de lance de la PBUT, dans la réforme de l'éducation contre la PBT, ses curés et ses organisations réactionnaires.(8) Il est important de souligner ici que si l'UGEQ dès sa fondation regroupe la grande majorité des étudiants du post-secondaire, cette adhésion se fait par l'intermédiaire des AGE. En effet, elle ne se fait pas sur une base volontaire mais sous le mode de la formule RAND, c'est-à-dire que *tous* les étudiants d'une institution où il y a une AGE sont membres de l'AGE et que l'ahdésion à l'UGEQ se fait par les AGE; ce sont les AGE qui sont membres de l'UGEQ. Seules les AGE les plus réactionnaires n'adhéreront pas à l'UGEQ. La belle unité du mouvement étudiant (dont plusieurs se rappellent avec nostalgie) n'était donc possible que dans la mesure où l'hégémonie des aspirations de la fraction de la PBUT en milieu étudiant coincidait avec celles du bloc au pouvoir. Lorsque la PBUT se verra évincée du pouvoir, cette hégémonie s'effritera dans la jeunesse.

sur le front de la lutte socio-politique

Toutefois, l'hégémonie de la PBUT au sein de la jeunesse ne s'exprimera pas seulement sur le front de la réforme scolaire. Le dynamisme de la jeunesse non seulement étudiante, mais également ouvrière, sera également canalisée par la fraction autonomiste de la PBUT (cette

6. Il est a signaler que tous ces messieurs sont actuellement au PQ.

7. Marois, Pierre, *Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant?*

8. C'est dans lce sens que l'on peut affirmer que l'UGEQ était un veritable appareil d'2tat aux mains de la PBUT.


2 septembre 1966: manifestation à Québec pour exiger une aide financière accrue aux étudiants.

fraction minoritaire de la PBUT qui rejette toute alliance avec la MBq) notamment lors de la création du RIN. Une infime minorité de cette fraction ira même jusqu'à prôner une alliance avec la classe ouvrière (Parti Pris). Ce sera cette fraction minoritaire de la PBUT au sein du mouvement de jeunesse qui amorcera une critique de la Révolution Tranquille en s'appuyant sur le mot d'ordre "Socialisme et Indépendance". Ce sera cette fraction (qui quoique minoritaire au sein de l'UGEQ, dirigera jusqu'en 68 l'action socio-politique de l'UGEQ) organisera un sit-in au consulat américain en '65 pour protester contre les conditions qui sont réservées aux noirs au USA. Ce sera également cette fraction qui organisera une manifestation imposante pour appuyer les grévistes de la Cie Lagrenade Shoes en mars '65. Ils organiseront également une manifestation à Québec lors de la grève à Coke en février '66, ainsi qu'à Lachute lors de la grève chez Ayers en octobre '66. Enfin, les éléments les plus radicaux de cette fraction donneront renaissance à la 2ième vague terroriste connue sous le nom ALQ (Armée de Libération du Québec) qui sera sans doute l'organisation terroriste la mieux organisée (politiquement évidemment...) et celle qui comptera le plus grand nombre d'adhérents.

Ce sera également cette fraction de la PBUT qui fera de *l'animation sociale* l'alternative organisationnelle d'intervention sociale mais également de mobilisation de la jeunesse. Cette fraction sera très active dans la mise sur pied du BAEQ (Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec)—vaste campagne d'animation sociale en Gaspésie. Cette fraction de la PBUT demeurait toutefois minoritaire dans le mouvement de jeunesse.

● *Deuxième Periode* ('68-'69)

Les contradictions inter-impérialistes s'avivant au milieu des années '60, il s'ensuit dès '66 une récession économique en Amérique du Nord et une recrudescence du chômage. Au Québec, l'alliance entre la MBq et la PBUT commence à craquer et les contradictions commencent à apparaître notamment en ce qui concerne l'intervention de l'Etat au niveau économique.(9) La MBq profite de la situation économique et du mécontentement du peuple pour expulser la PBUT du pouvoir, refaire une alliance avec la PBT au sein de l'Union Nationale qui sera portée au pouvoir en 1967 et enfin expulser la PBUT du sein même du Parti Libéral en 1967 (qui sera concrétisé avec le départ de Lévesque).

9. Notamment sur l'utilisation de la SGF, de la Caisse de dépôt, etc.

Nous avons vu comment l'UGEQ était devenu un appareil d'état aux mains de la PBUT dont le principal rôle consistait à expliquer et à faire valoir les intérêts de la PBUT autant auprès de la MBq, de la population en général, qu'auprès du mouvement étudiant. En '67, une grande partie des émergies de l'UGEQ était mobilisé dans les fameux comités gouvernementaux. L'UGEQ siégeait sur ces mêmes comités gouvernementaux "sur un pied d'égalité" avec les autres centrales syndicales; c'était là et ainsi que l'UGEQ établissait la liaison avec le mouvement ouvrier: en négociant avec les directions syndicales comment négocier avec l'Etat. Malgré ses 60,000 membres à ce moment là, les mots d'ordre de l'UGEQ en milieu étudiant resteront pour la plupart lettre morte. L'UGEQ demeurait une structure incapable de mobiliser les masses étudiantes lorsqu'il faudra mettre "plus de pression" dans les négociations avec le nouveau gouvernement d'Union Nationale dont la politique consistait à mettre la "pédale douce" à la Révolution Tranquille. La participation des étudiants aux "affaires" syndicales demeure extrêmement faible; le congrès de l'AGEUM en octobre '66 n'attirera que 40 étudiants.

C'est ainsi qu'au congrès d'avril '67 s'amorce une critique de la participation avec le gouvernement. Visiblement, la PBUT s'aperçoit qu'elle n'a plus grand chose à gagner dans cette collaboration et que d'autre part elle est incapable de mobiliser ses membres. Avec l'élection d'un nouvel exécutif on assiste donc à une nette radicalisation des revendications: il ne s'agit plus d'aller collaborer à la réforme scolaire, mais d'aller y arracher au gouvernement de l'Union Nationale des miettes. La fraction autonomiste de la PBUT y fera d'ailleurs une sérieuse percée en présentant un programme de 2ième voie du syndicalisme: *l'animation.* Cette animation du milieu étudiant vise à opérer une vaste campagne de sensibilisation du milieu étudiant afin de mobiliser les membres de l'UGEQ au besoin. Cette fraction déjà très active dans les journaux étudiants, se constituera en "avocat du diable" des AGE. Ainsi le Quartier Latin qui se proclamait le plus grand bi-hebdomadaire socialiste au monde, fera une virulente critique de l'absence de participation à l'AGEUM tout en insistant sur la nécessité de la démocratie à la base et en appuyant les officiers de l'AGE qui mettent de l'avant des programmes d'animation. Entretemps, les luttes étudiantes sortent du cadre de négociation avec le gouvernement. En septembre '67 en assiste à une manifestation réclamant une 2ième université à Montréal; en octobre '67 ce sera la grève générale dans les écoles normales à travers tout le Québec: en janvier '68 l'UGEQ



A ST-HYACINTHE: la manifestation contre la guerre du Vietnam mobilise près de 2,000 étudiants dont la majorité viennent des écoles secondaires Fadette et Casavant. Sur certains pancartes on peut lire: "Le peuple québécois doit résister à l'impérialisme américain.

organise une marche sur le parlement pour réclamer l'accessibilité générale à l'éducation; en février '68 ce sera la publication du manifeste l'*université fabrique des ronds de cuir*, première critique du rôle de l'école.

Ce sera toutefois au congrès '68 que l'UGEQ rompra définitivement avec son "collaborationisme" en portant à l'éxécutif (11) de farouches défenseurs de la 2ième voie sur la base du fameux slogan "participer c'est se faire fourrer". Le congrès remettra fortement en question l'école, en critiquant le cours magistral, les éxamens, la sélection (réclamant la promotion par matière): on réclamera une 2ième université à Montréal, française, laique, publique et gratuite et décentralisée. On réclamera la "co-gestion réelle par les étudiants, les professeurs, les administrateurs et les employés" à tous les niveaux. On adoptera également des propositions concernant le service civique obligatoire, la gratuité scolaire, le logement, l'assurance-maladie, la grève à Seven-Up, l'affaire Vallières-Gagnon, etc...

Cette fraction autonomiste de la PBUT accentue également sa percée sur le font socio-politique. Elle sera très active dans la mise sur pied des comités de citoyens (notamment par l'intermédiaire d'organismes comme le BAEQ, les Travailleurs étudiants du Québec—TEQ, la CJC, le PRSU, le CDS, le Conseil des Oeuvres, etc.) (12) Cette fraction autonomiste dont jusqu'ici les intérêts étaient représentés par le RIN sera également très active dans la mise en place du MSA, après le départ de Lévesque du Parti Libéral. Cette fraction de la PBUT aura une très grande influence dans le mouvement de jeunesse. L'attrait des "options" que présente cette fraction pour la jeunesse tient en grande partie à l'action et à l'orientation "pro-peuple" mises de l'avant.

Sur le front socio-politique

Entretemps, une nouvelle tendance se développait rapidement dans le mouvement de jeunesse. Principalement mise de l'avant par une infime fraction de la petite bourgeoisie nettement plus progressiste (PBP), cette tendance, non seulement reconnait la nécessité de rompre toute alliance avec la MBq et plutôt rechercher une alliance avec la classe ouvrière, mais elle reconnait surtout que *dans cette alliance c'est la classe ouvrière qui en détient la direction*. Cette tendance s'est surtout développée des revues *Parti Pris* et *Révolution Québécoise* pour enfin fusionner au sein du Mouvement de Libération Populaire (MLP) sur la base du célèbre manifeste de 64-65. Le manifeste identifiera clairement le rôle historique de direction de la classe ouvrière dans le mouvement de libération nationale et dans la construction du socialisme. Le manifeste reconnaitra également, en l'absence d'un tel parti, la nécessité de construire le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Le MLP développera surtout un travail de formation (conférence, cours sur l'économie, le socialisme, l'histoire des révolutions, etc...) et un travail de propagande (tract aux portes des usines, soutien aux grèves, publication de *Parti Pris* et de livres, etc...). Tous issus du mouvement de jeunesse et majoritairement du mouvement étudiant, le MLP constatera rapidement son isolement. En effet, de par l'absence de développement d'une tradition marxiste-léniniste et de la théorie révolutionnaire au Québec depuis la déchéance du PCC, étant encore fortement marqué par leur formation de classe, ces jeunes intellectuels ne surent pas analyser correctement *qui sont les amis et qui sont les ennemis du peuple;* ainsi, ils furent incapables de reconnaitre l'ennemi principal: l'impérialisme américain. Conséquemment ils furent incapables de *poser correctement les conditions de construction du parti* révolutionnaire du prolétariat et de se donner les tâches conséquentes. Ce sera justement sur cette dernière question, constatant son isolement, que le MLP éclatera en trois tendances.

• 1) *la 3ième vague terroriste* représentée par Vallières et Gagnon. Organisation clandestine par cellule; les tâches principales seront la propagande et l'agitation armée. Avec la publication de *Nègre blanc d'Amérique*, cette tendance aura de très grand effets dans le mouvement de jeunesse, premièrement en influançant les jeunes les plus progressistes et deuxièmement en diffusant largement une certaine conception de la libération nationale.

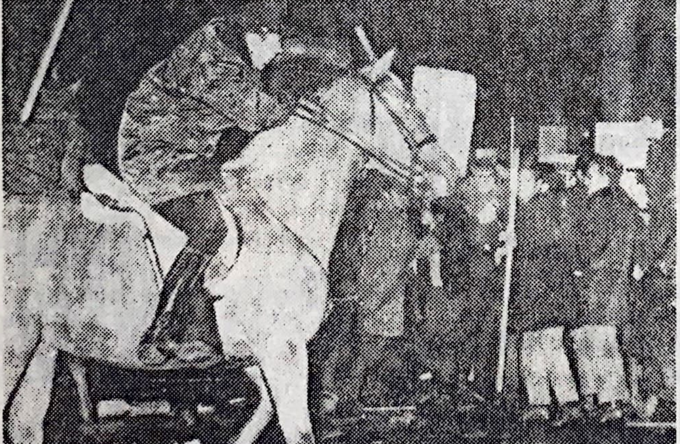
• 2) La tendance *"populiste radicale"* qui consistait à dire que les tâches des révolutionnaires pour la construction d'un "parti de travailleurs" consitait à aller militer là où il y le plus de monde le plus à gauche; cette tendance représentée par Andrée Ferretti ira former une aile gauche au RIN, ralliera une fraction importante du parti qui d'ailleurs portera Ferretti à la vice-présidence mais se retirera enfin du RIN pour fonder le FLP au printemps 68. Cette tendance populiste adoptera d'ailleurs la stratégie

11. Ce dernier exécutif sera composé de : Paul Bourbeau, L. Harel, Falardeau, Gendreau, Primeau, Sicotte, Claude Charron, Duceppe et Brunelle

12. Il y aura d'ailleurs une forte concurrence entre ces organismes: surtout lorsque la CJS engagera d'anciens félquistes.

vallièriste (13) peu de temps après son départ du MLP. Cette tendance aura une véritable audience de masse et sera la plus organisée des 3, c'est autour d'elle que se rassembleront organitionnelement parlant les autres tendances après 68.

• 3) *La tendance social-démocrate*, représentée par la direction du MLP (J. Racine, Maheu, J.M. Piotte) prônera l'adhésion au Parti Socialiste du Québec (PSQ) dirigé par Michel Chartrand sous prétexte que c'était le parti qui avait développé le plus de liaison avec le mouvement ouvrier. Cette position avait d'ailleurs été mise de l'avant par les inneffables trotskystes de la LSO, qui s'était depuis peu mise à noyauter les MLP (14). La direction du MLP tentera de négocier avec le PSQ le droit de tendance à l'intérieur du PSQ, négociation que les trots saboteront, la LSO se retrouvant à l'intérieur du PSQ la seule tendance organisée. Toujours est-il que la plupart des militants socialistes les plus disciplinés du MLP suivront les directives de la direction et rejoindront individuellement le PSQ. Le PSQ n'était alors qu'un parti moribond comptant très peu de membres et encore, pour ces derniers dont la plupart occupaient d'ailleurs des postes très élevés dans l'appareil syndical, le PSQ n'était qu'un cercle social. Les militants du MLP ne tardèrent pas à s'y retrouver les plus militants et en fin de compte à soutenir un appareil social-démocrate aussi isolé des masses que l'était le MLP, sans toutefois avoir aucune influence sur la direction. Devant cette situation, les plus militants, sous la direction de J. Racine formèrent à l'intérieur du parti les *Jeunes socialistes du Québec* (JSQ) sorte d'organisation dans l'organisation. Adoptant les principes du marxisme-léninisme, elle en expulsera les trots, et ne tardera à en venir en conflit avec la direction du PSQ qui les expulsera en 1967. Cette tendance se reconstituera à l'intérieur du *Comité Indépendance socialisme* (CIS). Jusqu'en '69 où elle fusionnera avec le FLP, ce petit noyau fonctionnant d'une manière très centralisé mènera une campagne de propagande et d'agitation très active (sinon activiste) autant dans le mouvement de jeunesse, dans certaines couches de l'appareil syndical qu'à l'intérieur mêm du RIN. Cette tendance sera également très active dans le mouvement d'occupation de '68.



17 novembre 1967: 2,000 manifestants protestent contre l'intervention américain au Vietnam en face du consulat américain à Montréal.

13. Voir à cet effet , l'article de P. Vallieres dans *Mobilisation* intitulé *Pour une stratégie révolutionnaire*, à paraître bientôt en réédition)

14. Voir Bachand, *Trois textes* pour des détails suaves.

La semaine syndicale de l'UGEQ

La semaine syndicale de l'UGEQ qui regroupera tous les militants (et non plus simplement les délégués) de l'UGEQ et de la PEN se voudra une "grande session d'animation" et de brassage d'idées. Animée principalement par la direction de l'UGEQ, les éléments de Sciences Sociales qui ont produit la brochure *L'université: fabrique de ronds de cuir* et divers animateurs sociaux, la semaine sera une confirmation de l'orientation utopiste que cette fractions de la PBUT voudra insuffler au mouvement de jeunesse. La semaine mettra notamment en lumière:

1) qu'on reconnait plus l'UGEQ comme "représentante" de l'ensemble des étudiants; la structure est rendue trop lourde et les courants chez les étudiants sont trop divergents:

2) qu'on refuse tout processus de négociation avec le gouvernement, conséquemment à 1) mais également parce qu'on estime que c'est innefficace;

3) qu'on identifie le problème de base comme étant celui du manque d'information des étudiants; donc on fixe comme moyen d'information: l'animation;

4) que le courant d'idée principal est celui qui met de l'avant: la libération individuelle, le "vouloir vivre collectif", le refus d'une société autoritaire, une dose d'anarchisme et un fort courant nationaliste;

5) que le thème "pouvoir Etudiant" popularisé en mai '68 en France et aux USA à Berkeley par le SDS, deviendra le thème dominant de la période.

Ce sera ce courant qui présidera au mouvement d'occupation des Cégeps en octobre '68, à la dissolution de l'UGEQ et finalement à la mise sur pied du Quartier Latin en septembre '69. Ce sera cette idéologie petite-bourgeoise utopiste et libertaire qui dominera tout au cours des occupations.

La vague d'occupations d'octobre '68

Il est important ici, de bien situer la conjoncture économique et politique qui constituera la toile de fond des occupations. Au niveau économique, on assiste à une recrudescence du chômage et des fermetures d'usines. Au niveau économique, l'Union Nationale applique de plus en plus sévèrement le freinage de la Révolution Tranquille en tentant par tous les moyens de réduire les dépenses de l'état, notamment dans le domaine de l'assistance sociale, de la santé et de l'éducation. Le mouvement syndical impuissant dvant la hausse du chômage radicalise ses positions (22) et se voit contraint de porter son action au niveau politique: la CSN ouvrira son "2ième front" en octobre '68 (en plein durant les occupations... ce qui mettra d'ailleurs Pépin en rage, la presse étant mobilisé sur le front étudiant). Le PQ vient d'avoir son premier congrès au cours de l'2T2.

Dans le domaine de l'éducation, à la douzaine de Cégep crées en '67-'68, une dizaine d'autres étaient venus se rajouter. La question des débouchés commencaient à se poser avec accuité, car au chômage, à l'absence d'une 2ième université à Montréal, venait se rajouter ce "boom" démographique caractéristique à cette génération née après la guerre. C'était donc toute l'idéologie dominante de la Révolution Tranquille qui commençait à s'écrouler; à

22. Voir à ce sujet *Début d'un mouvement socialiste à Montréal* tout spécialement le chapitre sur le mouvement syndical.

cette idée que "l'éducation, ça rapporte" on commençait à se demander: à qui? C'était toute la perspective d'accès aux plus hautes fonctions de l'échelle sociale qui se voyait compromise pour une large fraction des masses étudiantes. C'était la destination bourgeoise et petite-bourgeoise d'un très grand nombre d'étudiants qui était remis en question. C'était la "sombre" perspective d'une prolétarisation qui s'annonçait. La hausse des taux d'intérêts sur les prêts du gouvernement aux étudiants viendra jeter de l'huile sur le feu, pendant que les administrations locales manifesteront des attitudes paternalistes et répressives.

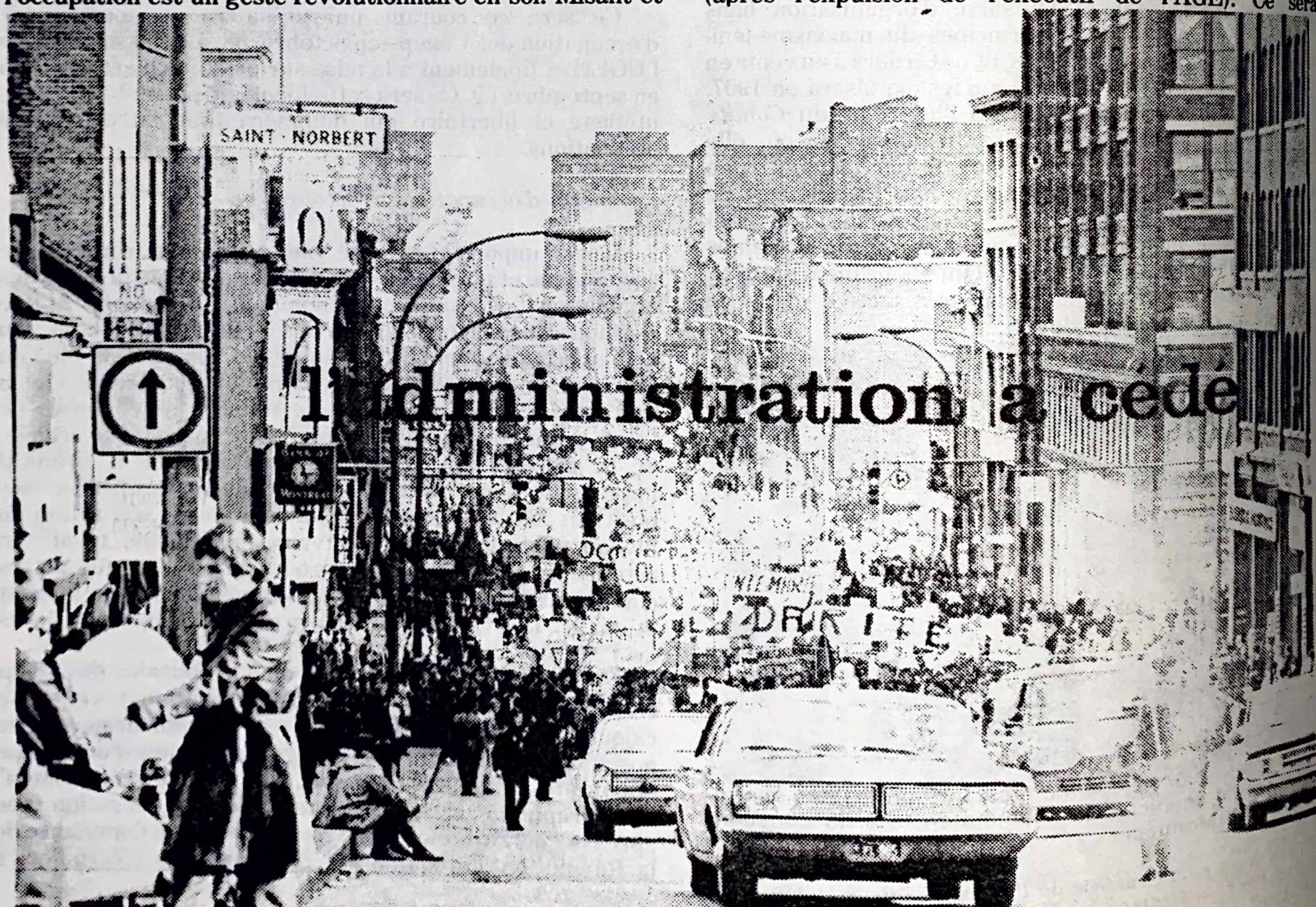
Les tendances

Avant de passer à la chronologie des événements, nous tenterons de situer les diverses tendances qui sont apparus dans le mouvement de jeunesse et qui tenteront d'influencer le mouvement des occupations.

1) La première tendance, issue des Cégep Maisonneuve, Lionel Groulx, fermement soutenue par l'exécutif de l'UGEQ et reprise par les exécutifs au Vieux-Montréal et à Edouard-Montpetit, sera dominante tout au cours des occupations. On prônera l'Ecole Nouvelle au service du peuple plutôt qu'au service de grosses compagnies. On refusera la négociation avec le Ministère. On concentrera ses énergies sur l'animation sociale afin de faire vivre aux étudiants "l'expérience de la liberté de l'autonomie et de l'auto-gestion". Pour cette tendance, le fait de vivre l'occupation est un geste révolutionnaire en soi. Misant et glorifiant la spontanéité des étudiants, les tenants de cette tendance ne poseront pas les bases ou les conditions d'une organisation étudiante pas plus, qu'ils ne donneront de directives ou de mots d'ordre tactiques.

2) Une seconde tendance refuse de débattre de choses aussi générales et tentera de négocier avec le Ministère des points précis: prêts-bourse, 2ième université à Montréal et débouchés. Cette tendance que l'on pourrait qualifier de "réformiste" s'inscrit dans la lignée de la Révolution Tranquille et sera très influente au secteur professionnel ainsi que dans quelques Cégep nettement plus bourgeois (Rosemont, Ahuntsic, Bois de Boulogne, Ste-Foy, etc...). Toutefois, ce courant sera minoritaire dans l'ensemble du mouvement des occupations et sera même lavé de certains endroits (comme l'exécutif du Ste-Marie).

3) Enfin, une dernière tendance extrêmement minoritaire, favorisa davantage les liens avec les travailleurs, les groupes populaires, etc... Cette tendance opposera au mot d'ordre "pouvoir Etudiant", le mot d'ordre "Pouvoir Populaire". Si cette tendance s'oppose à la direction de l'UGEQ (allant même jusqu'à occuper les locaux de l'UGEQ en pleine occupation des Cégep, avec des travailleurs et des chômeurs), plus souvent qu'autrement cette dernière tendance s'alliera aux "utopistes" et en constituera l'aile "radicale". Cette tendance sera surtout localisée à Edouard-Montpetit, au Vieux-Montreal et au Ste-Marie (après l'expulsion de l'exécutif de l'AGE). Ce sera



Le grande révolte d'octobre 1968 donna lieu à d'imposantes manifestations de masse

également cette tendance qui nolisera des autobus durant les occupations pour aller manifester à Sherbrooke en guise d'appui aux grévistes de la Domtar d'East Angus qui avaient occupé leur usine les armes à la main.

Toujours est-il, que le coup d'envoi sera donné par le Cégep Lionel Groulx de Ste-Thérèse et que le mouvement se généralisera vite à la région métropolitaine pour s'étendre à toute la province. En quelques jours, une quinzaine de Cégep sont occcupés en tout ou en partie par les étudiants. L'occupation sera impulsée tantôt par les exécutifs locaux (Lionel Groulx, Maisonneuve, Vieux-Montréal, Edouard-Montpetit, etc...), tantôt ce sera une "minorité agissante" qui appelera une assemblée générale et prendra l'exécutif au dépourvu (Ahuntsic, Rosemont, Québec, Saguenay et Lac St-Jean, etc...), tantôt ce ne sera possible qu'après une dure lutte contre l'exécutif local Ste-Marie, Bois de Boulogne). Quelques facultés universitaires appuiront les revendications étudiantes (moralement la plupart du temps) et certaines facultés vont même jusqu'à occuper (comme la faculté de philo de l'Université de Montréal). A l'Ecole des Beaux-Arts on assistera à l'occupation la plus militarisée et le plus déterminée à aller "jusqu'au bout": ce sera d'ailleurs la dernière place à cesser l'occupation. Le mouvement parviendra même jusqu'à sensibiliser quelques écoles secondaires; ainsi, le Mont Lasalle à Laval sera occupé pendant près d'une semaine. A ce dernier endroit, l'occupation était sous la direction des jeunesses rinistes de Point Viau, la section de gauche du RIN la plus radicale et qui s'était manifesté à plusieurs reprises au cours de manifestations.

Toutefois, sans négociations, dans objectifs précis, sans stratégie d'ensemble, et sans appuis du mouvement ouvrier, le mouvement ne pouvait faire autrement que d'aller en pourissant. Le ministre Cardinal (par l'intermédiaire de son conseiller spécial en "contestation", Bernard Landry, ancien président fondateur de l'UGEQ, haut fonctionnaire et futur candidat du PQ dans le comté de Joliette) menacera de fermer le Cégep et-ou de faire intervenir la police. Ces menaces auront d'autant plus de poids qu'un courant de réintégration commencait à s'agiter, ayant à sa tête les étudiants les plus conservateurs. L'UGEQ, incapable d'assurer une réelle direction de la lutte, convoquera une grande manifestation de 10,000 étudiants à Montréal, à la fin de laquelle Claude Charron (l'actuel député péquiste de St-Jacques) prononcera un discours des plus démagogiques invitant les étudiants à retourner en classe. Le mouvement d'occupation s'éteindra quelques jours plus tard.

Bilan des occupations: une rupture.

Le principal acquis de cette lutte aura été le vaste potentiel de mobilisation que représente la jeunesse étudiante. Autre important acquis du mouvement de jeunesse aura été la démonstration que *la jeunesse a raison de se révolter* et que dorénavant *elle est capable de se mobiliser*, si l'action s'accompagnait d'une bonne campagne d'information et de sensibilisation. Cependant, la nature de classe petite-bourgeoise de l'idéologie (utopisme, anarchisme, pas de direction centralisée, absence de stratégie), des revendications (plus de prêts-bourses pour les étudiants, des jobs et une autre université) et des actions (occupations isolées du mouvement ouvrier et populaire, happenings, manifestations sans perspectives, etc... ; mises de l'avant durant les occupations trace les limites d'une telle mobilisation qui ne s'accompagne pas d'une stratégie et d'une orientation de classe, ou du moins de masse. C'est à dire donc que seule une transformation radicale de la société permettra d'envisager la transformation en profondeur de l'école: et seule la classe ouvrière peut diriger ce changement, cette révolution. Ce sera le mérite des occupations d'avoir permis cette prise de conscience chez une large couche d'étudiants. Ce sera justement parce que les "leaders" de la tendance utopiste et libertaire n'auront pas su tirer ces leçons et les conséquences organisationnelles qui s'imposaient qu'ils glorifieront tant la spontanéité des étudiants tout en privilégiant l'action de "minorités agissantes".

Se fondant sur une critique juste, du moins en partie, du syndicalisme étudiant, que d'ailleurs bon nombre d'étudiants de la base avaient déjà formulé (superstructure inefficace, hiérarchie, bureaucratisme, etc...), les militants de la direction de l'UGEQ et les tenants du courant utopiste libertaire, n'auront pas su concilier la nécessité d'une organisation large et militante des étudiants avec la nécessité de bâtir une organisation capable de regrouper les éléments plus avancés et plus progressistes issus des luttes. C'est cette deuxième forme d'organisation, destinée à regrouper les éléments plus dynamiques, plus militants, qui entrainera plusieurs militants à se regrouper dans un autre cadre: le Mouvement Syndical Politique. Toutefois, les leaders de l'UGEQ s'opposeront à ce qu'un rapport très étroit existe entre les deux formes d'organisation et préféreront liquider l'UGEQ plutôt que de la voir transformée.

Ainsi donc, le mouvement d'occupation d'octobre '68 marque une rupture avec le mouvement étudiant tel qu'on le connaissait jusqu'à date: d'abord parce que le mouvement origine du niveau collégial, et non de l'université comme c'était traditionnellement le cas, et, de ce fait provient du secteur le moins contrôlé par l'UGEQ. On assiste donc à la mobilisation sans précédent de couches de plus en plus larges et de plus en plus jeunes du milieu étudiant.

Les acquis

Cette rupture d'avec le syndicalisme étudiant, à également mis en place des pratiques nouvelles qui demeureront. Ainsi la préférence pour les actions de masse plutôt que pour la négociation, marque bien la rupture politique qui s'est déjà produite quelques années plus tôt au sein du bloc au pouvoir et les incidences de cette rupture pour la petite bourgeoisie menacée de prolétarisation, ou, à tout le moins, de perdre le privilèges acquis lors de la Révolution Tranquille. Devant le durcissement de la bourgeoisie, donc du pouvoir politique, plus question de procéder par délégation, rencontres, résolutions de Congrès et comités paritaires pour obtenir ce qu'on veut: participer c'est se faire fourrer!" slogan qui sera populariser par la dernière équipe de l'UGEQ. On privilégie plutôt l'action directe et large, la politisation des étudiants et la création de rapports de force favorables aux masses étudiantes. Une autre important acquis de la période, sera l'instauration de mécanismes de démocratie directe et le fréquent recours à l'assemblée générale et la souveraineté de cette dernière; pour travailler et approfondir certaines questions ou certaines tâches fixées par l'Assemblée générale on mettra sur pied des comités. Toutefois, en ce qui concerne l'orientation générale et le programme minimale à mettre de l'avant (quelles revendications), la

stratégie à adopter (comment lutter et vaincre), l'organisation à se donner, ce sera la période qui va suivre qui tentera de faire ressortir les acquis et les leçons que les occupations n'avaient pu mettre en lumière. La période qui va suivre sera donc marquée par cette recherche et ce tâtonnement avec toutes les erreurs et les remous hérités de la période précédente.

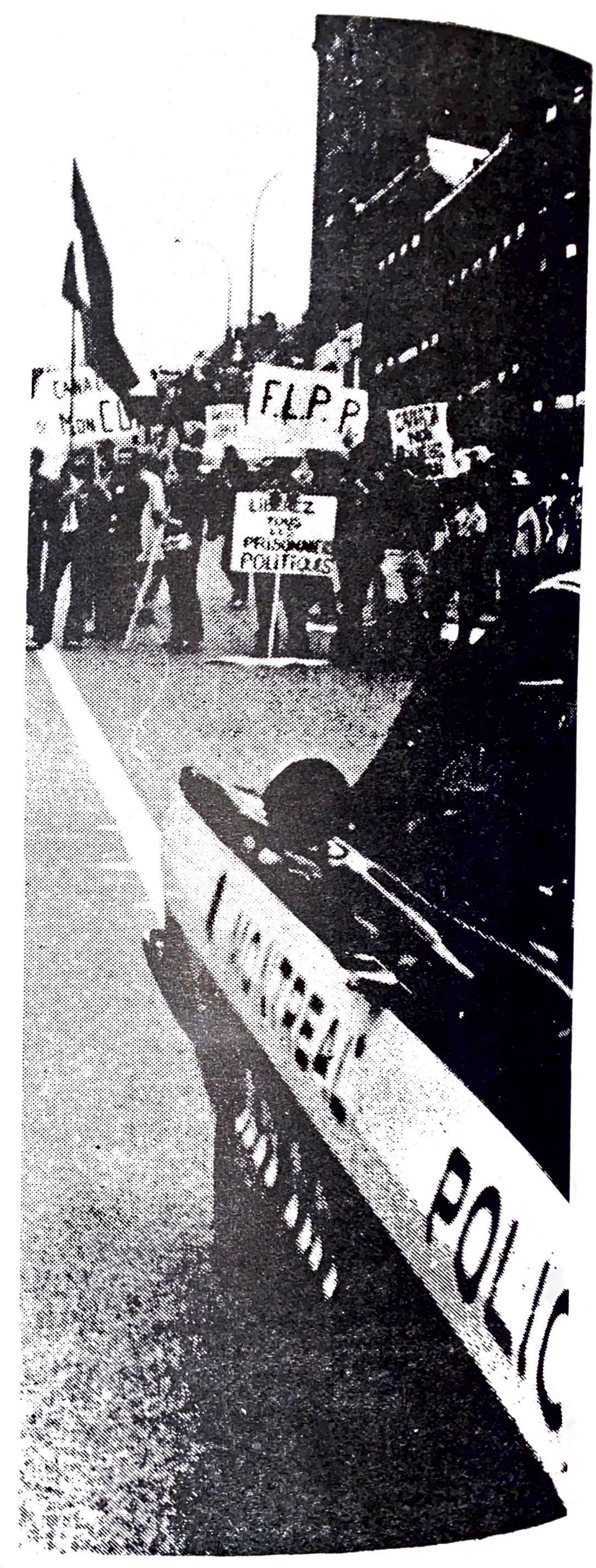
Sur le front socio-politique

A l'extérieur de l'école, le mouvement de jeunesse sera également marqué par un certain nombre de ruptures. La plus importante sera sans doute le départ de l'aile gauche du RIN, qui abandonnera l'idée de transformer le RIN en "parti des travailleurs". En effet, avec l'apparition du MSA puis du PQ, il devenait de plus en plus clair que la tendance principale au sein du RIN se dirigeait vers une alliance avec le PQ, que la fraction autonomiste de la PBUT n'avait plus à faire alliance avec la fraction plus progressiste de la petite bourgeoisie, qu'elle allait dorénavant développer un parti sur ses propres positions de classe en tentant de reconstituer une alliance avec la Moyenne Bourgeoisie (MBq).

La fraction progressiste se verra donc dans l'obligation de tenter de développer son alliance avec la classe ouvrière dans un autre cadre. On mettre alors sur pied le Front de Libération Populaire (FLP), qui au début s'appuiera sur l'ancien réseau de la gauche du RIN, mais que avec les nombreuses défections de ses poteaux de "gauche", devra ré-enligner l'organisation. On mettra donc de l'avant la formation de Comité Ouvrier sur le modèle de celui mis sur pied à St-Henri par les "animateurs" (agitateurs serait plus juste) progressistes de la CJC, peu de temps avant la formation du FLP.

Quant au programme et à l'orientation du FLP à ce moment, il se démarquait peu de celui du MLP sinon qu'il était, en plus, très marqué par l'influence de *"Nègres Blancs d'Amérique* de Pierre Vallières. Dans sa première phase, (avant l'opération McGill), le FLP concentrera ses énergies sur l'organisation de Comité Ouvrier et sur l'appui aux grèves. Le Comité Ouvrier de St-Henri se développera nettement plus que les autres tentatives; on mobilisera le quartier sur la lutte pour l'hôpital, on entreprendra des contacts dans les usines du quartier, on développera un comité d'usines, on mènera une campagne sur le chômage, etc... Les Comités Ouvriers se démarqueront des comités de citoyens en ce qu'ils pendront des positions clairement anti-capitalistes et nettement pro-classe ouvrière, tout en développant et en mobilisant les masses du quartier dans des luttes duquel il sera possible de tirer des leçons que les animateurs de la PBUT qui travaillaient dans les comités de citoyens prendront 2 ans à reconnaitre.(23).

23. Un bilan plus complet et plus systématique du FLP est actuellement en cours.



Le Front de Libération Populaire (FLP), secondé par le MSP, sera l'initiateur de la grande majorité des manifestations que le Québec connaitra en '69 et en '70.

Le mouvement radical

La période qui s'étant de la fin de l'année '68 à la crise d'octobre '70 sera caractérisée par un essor considérable de la révolte populaire. La récession et le chômage s'accentuant, la résistance des masses monte de plus en plus. Cette période sera marquée par de nombreuses flambées de révolte et de protestations qui se traduiront par une mobilisation et des manifestations qui atteindront une ampleur sans précédent. Le mouvement de la jeunesse et plus particulièrement le mouvement étudiant y joueront un grand rôle.

La conjoncture dans le mouvement de jeunesse

Nous avons vu (1) qu'avec l'expulsion de la PBUT du bloc au pouvoir des changements s'étaient opérés dans les formations politiques (avec la disparition du RIN et la formation du PQ), dans les appareils syndicaux (ouverture du 2ième front) ainsi que dans le mouvement de jeunesse (animation sociale, comités de citoyens, transformation de l'UGEQ, etc...). Nous avons également vu comment la fraction plus autonomiste de la petite-bourgeoisie avait insuflé un courant utopiste dans le mouvement de la jeunesse (l'animations sociale, le nationalisme, l'école nouvelle, le socialisme libertaire, etc...). Toutefois, avec les occupations, se dégagera de ce courant un partie du mouvement de jeunesse qui radicalisera les positions utopistes, tout en opérant une jonction avec une autre fraction de la petite bourgeoisie: la petite bourgeoisie progressiste, (PBP) issue du MLP, du RIN de gauche des JSq, du CIS et du FLP. Ce sera la fusion de ces deux courants, qui après les échecs répétés de la fraction autonomiste de la PBUT, tentera de donner au mouvement de jeunesse une direction et une orientation qui correspondent à ses aspirations de changement social.

L'opération Murray Hill

Cette jonction entre ces deux courants sera amorcée lors de la manifestation violente à Dorval pour protester contre le monopole de la compagnie Murray Hill sur le transport des voyageurs entre Dorval et la métropole. Cette manifestation organisée par le MLT, le FLP et le CIS sera un grand succès; ce succès sera principalement dû à la participation très active des étudiants (dont les organisateurs de la manifestation avait perçu lors des occupations le potentiel de mobilisation et d'appui aux luttes ouvrières) le tout, encadré par les chauffeurs de taxi. Toutefois, cette première forme de liaison sera sans suite, sinon sous forme de "contacts" irréguliers et de participation plus restreinte à d'autres luttes similaires (notamment des attaques de commandos contre les grands hôtels de la métropole). Il faut aussi se rappeler que la direction du MLT à l'époque était assumée en grande partie par les futurs membres de la cellule "Libération" du FLQ.

Toutefois, cette expérience démontra aux dirigeants du FLP et surtout du CIS les grandes capacités de mobilisation du mouvement de jeunesse dans la lutte de masse et même dans la lutte révolutionnaire. Ce furent donc des militants étudiants proches du CIS, issus de la faculté de philo de l'Université de Montréal, qui prirent la responsabilité de regrouper les éléments les plus actifs et les plus radicaux qui participèrent aux occupations et à la manifestation de Murray Hill. Ironiquement ce fut par l'intermédiaire des "séances d'animation" mis sur pied par l'UGEQ après les occupations que furent recrutés les premiers militants de ce qui allait devenir le Mouvement Syndical Politique (MSP).

Le Mouvement Syndical Politique (MSP)

Le regroupement d'étudiants au sein du MSP poursuivait deux objectifs:

- établir une équipe de propagande et d'agitation en vue de mobiliser les masses étudiantes pour l'opération McGill;
- créer un noyau d'étudiants progressistes prêts à s'attaquer à la transformation du mouvement étudiant (transformation de l'UGEQ en organisation politique).

La première rencontre du MSP où sera adopté le programme, réunira quelques 50 étudiants pour la plupart de la région de Montréal. Cette rencontre se tiendra 2 semaines avant le congrès de l'UGEQ au printemps "69.

Entretemps, l'UGEQ avait démontrée une fois de plus son incapacité à mobiliser et à diriger le mouvement étudiant, notamment lors de l'occupation du Centre d'informatique de Sir George Williams par des noirs qui désiraient ainsi protester contre le racisme d'un professeur. Alors que certains étudiants des Cégep francophones pariticiperont activement à l'occupation, l'UGEQ refusant de saisir cette occasion pour mobliser les masses étudiantes afin d'organiser une campagne d'appui, se contenta d'organiser une conférence de presse, où un membre de l'exécutif s'engueula avec les journalistes réactionnaires de la presse anglophone.

Le congrès de l'UGEQ

Ce sera donc deux tendances bien arrêtées qui s'affronteront au cours du congrès. La première, qui sera mise en minorité au cours du congrès sera représentée par l'exécutif de l'UGEQ et ceux qui apparaîtront comme leurs successeurs. La deuxième tendance qui se ralliera la majorité du congrès sera repésentée par le MSP. Les deux tendances s'opposeront surtout:

sur l'orientation des luttes étudiantes:

- pour la direction de l'UGEQ, l'école occupant une fonction stratégique dans la société, il fallait lutter pour changer la société par l'école; cette position sera développé dans le rapport moral de l'exécutif intitulé *"De la contestation à la résistance"*.
- pour le MSP, les luttes étudiantes devaient être orientées dans le sens d'une radicalisation des revendications afin d'entrainer le mouvement étudiant dans la lutte révolutionnaire "pour le socialisme et l'indépendance". A cet effet, le MSP mènera tout au cours du congrès une agitation et une propagande très active sur l'opération McGill.

sur l'organisation;

- la direction de l'UGEQ fera une proposition dans le sens de conserver la structure de l'UGEQ comme telle (une union

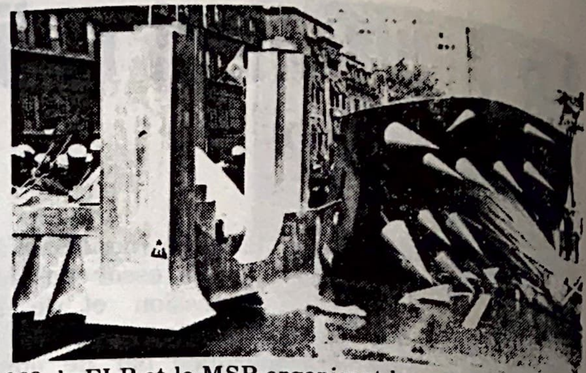
1. Voir à ce sujet *Début d'un mouvement socialiste à Montréal* dans *Mobilisation*, vol. 3, no. 1; nous suggérons fortement la nouvelle édition revue et augmentée.

d'AGE) en y faisant toutefois des changements mineurs, notamment en ce qui concerne la structure régionale. Pour la direction de l'UGEQ, on devait conserver la structure pour des raisons matérielles et mettre l'appareil au service des "minorités agissantes" dans chacun des milieux. Cette position sera apppuyée par les trots)
•pour le MSP, il fallait transformer radicalement l'UGEQ d'union d'AGE en mouvement politique regroupant sur une base volontaire les étudiants les plus militants et les plus dynamiques (sur le type du SDS américain), autour d'un programme minimal.

Il apparu rapidement évident que les candidats du MSP seraient portés à l'exécutif, jusqu'au moment où l'exécutif presenta son rapport financier. L'UGEQ accusait un déficit de $35,000. Pour le MSP, les conditions venaient de changer. La prise en charge de l'UGEQ dans de telles conditons comportaient plus de désavantages que d'avantages. D'autant plus, qu'ayant recueilli au cours du congrès un large appui, il n'était plus nécessaire de "prendre" l'UGEQ pour entamer une transformation du mouvement étudiant. Les candidats du MSP retirèrent donc leur candidature, laissant les dauphins de l'exécutif seul en lice, isolés, n'ayant pour seul opposition qu'un ou deux représentants de la LSO (les éternels candidats trotskystes!!!). Dans une confusion totale, l'exécutif décida donc de reporter l'élection à une rencontre ultérieure qui aura lieu durant l'été. Cette rencontre,à laquelle le MSP ne participera pas, et qui ne réunira que quelques représentants de quelques Cégep, décidera de dissoudre l'UGEQ.

L'opération McGill

Pour les organisateurs de l'opération, l'objectif recherché était de fusionner 3 forces (le mouvement étudiant, le mouvement syndical, le mouvement nationaliste) sous une direction révolutionnaire (le FLP et le CIS) dans une manifestation dirigée contre un des instruments de domination nationale au service du capitalisme au Québec: on choisit McGill. C'est également dans cette prespective qu'on adopta le mot d'ordre "McGill Français" plutôt que "McGill aux travailleurs". Les militants du FLP, du MSP et du CIS (qui fusionnera avec le FLP après l'opération McGill) organiseront une vaste campagne de propagande et d'agitation magnifiquement bien orchestrée. Une tournée des syndicats et des Cégep sera organisée. Des centaines de milliers de journaux, documents, dossiers, collants, affiches seront distribués. On mobilisera ainsi près de 15,000 personnes dans la plus grande manifestation que le Québec n'aura jamais connue depuis la 2ième guerre mondiale. Toutefois, l'arrestation quelques jours avant la manifestation de François Mario Bachand, l'un des principaux organisateurs de la manifestation, permettra ` à Raymond Lemieux, nationaliste de droite, de prendre la vedette et de détourner la manifestation dans un sens chauvin. Toutefois, derrière cette manoeuvre, ce sera toute l'ambiguité du mouvement révolutionnaire face à la question nationale qui commencera à démontrer ses faiblesses. En effet, cette ambiguité sur la question nationale (incapacité à situer l'oppression nationale par rapport à l'ennemi principal que constitue l'impérialisme américain) marquera fortement le développement du mouvement révolutionnaire ainsi que le mouvement radical au sein du mouvement de jeunesse tout au cours de cette période. Nous aurons l'occasion d'analyser plus loin les effets de ces campagnes de mobilisation de masse.



En juin 1969, le FLP et le MSP organisent la manifestation de la St-Jean Baptiste. Les manifestants détruisent le symbole de la soumission de notre peuple

L'été "chaud" de '69

Grissé par le succès, le FLP et le MSP entraineront leurs militants et une large fraction du mouvement du jeunesse dans des campagnes d'agitation et de propagande qui mobiliseront la majeure partie de leurs énergies. Mais cette fois, on organisera des opérations sur ses bases propres. Ainsi, le contre-défilé de la St-Jean le 24 juin s'attaquera au symbole du nationalisme chauvin et réduira en pièce la statue de notre "patron national". Il en sera de même de la manifestation anti-congrès lors du congrès à la chefferie de l'Union Nationale où les manifestants auront à affronter la brutale répression policière. Le FLP et surtout le MSP était devenu de vaste appareils d'agitation et de propagande: des machines à manifs. Le travail d'organisation était de plus en plus délaissé. Toutefois, ces tactiques et ces actions étaient conséquentes de la stratégie tracée par Pierre Vallières et publiée au cours de l'été (2). Cette stratégie qui était appuyé par une fraction du FLP définissait le rôle de l'avant-garde comme des "éveilleurs" de la conscience du peuple, limitant le rôle de l'avant-garde à celui d'agitateur et laissant les masses s'organiser selon leur spontanéité. Ainsi, on considérait qu'une "division du travail" devait s'opérer entre l'activité légale (agit-prop légale, manif, etc...) et l'activité illégale (agit-prop armée, bombes, etc...). La première tâche revenait aux branches ouvertes (FLP, MSP, Comité Vallières-Gagnon). Une première critique des effets de l'acitivisme s'amorça dans le MSP au milieu de l'été, lorsque l'on constata qu'aucun travail de réorganisation du mouvement étudiant n'avait été amorçé. De plus, les militants qui avaient été les instigateurs du MSP avaient soit quitter le Mouvement étudiant pour aller rejoindre le FLP ou encore s'étaient démobiliser, tannés de servir de "cheap labour" du FLP pour ses manifs. Le petit noyau qui restait tenta donc de s'atteler à la tâche de réorganiser le mouvement étudiant. Dans une première étape, on amorça une série de rencontres, de débats, de sessions d'études qui se poursuivi pendant plus d'un mois, à tous les jours et tous les soirs afin de préparer une rencontre plus large (un espèce de pré-congrès). Parallèlement, fut entrepris une vaste enquête dans presque tous les Cégep de la province pour contacter les éléments les plus actifs et les plus radicaux du milieu.

2. Pierre Vallières, *Pour une stratégie révolutionnaire*, dans *Mobilisation*, no. 2 (été '69): à paraître bientôt en réédition sous forme d'anthologie des principaux articles des cinq premiers numéros de *Mobilisation* ('69-'70)

Le congrès du MSP

Plus d'une centaine d'étudiants de la plupart des Cégep de la province participèrent à ce congrès, qui se tint à Québec. Les participants avaient été soigneusement sélectionnés et filtrés. Le congrès était conçu comme une étape préliminaire à la mise sur pied d'une organisation nationale. Il était conçu comme une vaste session de formation politique et technique de cadres pour la future organisation. Le congrès était divisé en 10 ateliers dont 5 politiques et 5 techniques. Les 5 ateliers techniques discutèrent comment contrer l'animation sociale, comment former une cellule (sous le modèle de celles du FLP), comment faire de la propagande, l'autodéfense, la sécurité, etc... Les ateliers politiques abordèrent la question nationale, la question des alliances, la liaison à la classe ouvrière, la critique de l'école ou l'école critique, etc... Tous les ateliers étaient animés par des membres du FLP et même par d'anciens membres du MLP. Malgré l'aspect positif de ce procédé (la formation), il fut impossible dans ce cadre d'entreprendre un débat sur les bases d'un programme commun, et d'établir conséquemment un plan d'organisation nationale. Le modèle d'organisation proposé à la fin du congrès fut celui de l'établissement de cellules autonomes, clandestines ou ouvertes selon les conditions de la répression locale, avec un comité de liaison nationale. On élit au poste de responsable à la liaison un anarchiste notoire issu de la lutte aux Beaux Arts. Il devait assurer la circulation des textes de débats et de l'information.

La rentrée de '69

Dès la rentrée, les cellules nouvellement formées furent mises à l'épreuve. En effet, le MSP s'était fait beaucoup de "crédit politique" par sa participation aux grosses manifs; il apparaisait donc comme une alternative pour bon nombre d'étudiants. Toutefois, la plupart des cellules locales, laissées à elles-mêmes, sans directives claires, plutôt que d'ouvrir leurs cadres et d'oser diriger le mouvement de masse, se replièrent sur elles-mêmes sous prétexte de sécurité (la répression était encore forte dans les Cégep). Toutefois, entretemps, le projet de programme du MSP avait été distribué à la plupart des militants (3). Ce programme indiquait l'orientation que la direction du MSP voilait donner au mouvement étudiant: radicaliser les luttes, pousser à bout les contradictions dans l'école, mettre à nu le caractère bourgeois et répressif de l'école, faire apparaitre un projet révolutionnaire qui démontrera la nécessité du socialisme. Ce programme ne sera jamais discuté dans les cadres du MSP. Le seul endroit, à notre connaissance où on tenta de l'appliquer, ce fut à l'UQAM. En effet, à l'UQAM, le MSP avait décidé de fonctionner ouvertement. L'UQAM venait tout juste d'être fondé. Les militants du MSP analysait l'UQAM depuis un mois lorsque l'entrée arriva. Le MSP prit comme position Boycottage de la participation aux instances supérieures de l'UQAM; participation aux comités de modules où le rapport de force est en faveur des étudiants. Le boycottage fut un total succès. Les militants du MSP furent très actifs également dans l'organisation des étudiants dans les modules où ils se trouvaient (5 modules). La cellule se réunissait fréquemment pour analyser l'intervention spécifique dans chaque module et pour envisager une intervention plus générale à l'université.

Pendant que le MSP demeurait désorganisé (sauf localement à quelques endroits), la tendance utopiste et nationaliste issue de la semaine syndicale de l'UGEQ en '68 avait elle aussi réorganisé ses flûtes: elle était maintenant installé au Quartier Latin, transformé en magazine national étudiant. Ils avaient obtenus les listes du MSP et avaient bâti leur réseau de distribution sur les militants du MSP (pour qui la vente su QL constituait d'ailleurs une source de financement).

En octobre '69 se produisit un événement qui démontra une fois de plus la capacité de mobilisation des étudiants radicaux. En effet, quelques heures après le déclenchement de la grève des policiers de Montréal, le MLT appela une manifestation à laquelle les étudiants répondirent avec empressement. La manifestation se terminera par l'incendie des garages de Murray Hill, des échanges de coups de feu et la mort d'un policier (un agent provocateur ironiquement déguisé en monde ordinaire).

Le Bill 63

La vague de protestation que provoquera l'adoption du Bill 63 confirmant le droit de tout parent au choix de la langue d'enseignement pour ses enfants marquera un summum dans la montée des luttes de masse sur la question nationale. En effet, plus de 30,000 personnes défileront dans les rues de Montréal et de Québec pour protester contre l'adoption de ce projet de loi qui aura pour effet de compromettre sérieusement la survie de la langue française au Québec. Cette lutte aura également pour effet de confirmer la direction de la petite bourgeoisie nationaliste dans la lutte nationale. Par conséquent elle démontrera aussi la faiblesse du mouvement révolutionnaire qui tout en étant le principal responsable de cette vaste mobilisation des masses, sera incapable d'en dégager une orientation et une direction révolutionnaire autonome.

Dès le départ, à la formation du Front pour un Québec Français (FQF), 2 lignes s'opposent sur la façon de mener la lutte. D'un part la gauche (FLP et MSP), les comités ouvriers, les comités de citoyens, les groupes étudiants et quelques dirigeants syndicaux; cette tendance optait pour une mobilisation massive, et le recours aux manifestations de rue. De l'autre, la SSJB et les notables nationalistes qui optaient pour le lobbying, les pressions politiques à huis clos et les conférences de presse.

Au cours de la première semaine, jusqu'à la manifestation de Québec, tenu le 31 octobre, la première tendance aura l'initiative. Les premiers débrayages se feront sous l'impulsion des militants étudiants du MSP, par la suite, les débrayages étudiants se répandront comme une trainée de poudre. La première manifestation se fera justement sous la direction de la gauche et de groupes étudiants. La seconde manifestation se fera principalement sous la directions du FLP, des comités ouvriers et le comité de citoyens de St-Jacques. Après quelques jours, on avait mis en place un comité de coordination parallèle au FQF qui contrôlait et coordonnait les actions à Montréal. De plus, le MSP-UQAM avait établi un comité de liaison national au Pavillon Lafontaine occupé pour la circonstance. L'Exécutif du FQF se plia à contre coeur à ces initiatives, mais préparait déjà la reprise en main du mouvement en s'occupant (avec la police de Québec) de l'encadrement de la manifestation qui devait se tenir à Québec à la fin de la semaine. Toutefois, dès le 30 octobre, avec la complicité de

3. Stan Gray, *Programme pour le mouvement etudiant*, dans *Mobilisation* no. 2 et 3 ('69); à paraitre bientôt en réédition.



Raymond Lemieux, de ses quelques compères de la LIS et des ineffables trots de Michel Mill (qui depuis le début de la lutte s'identifiaient à l'"l'équipe technique" de Raymond Lemieux en le suivant comme des chiens de poche), l'exécutif du FQF lors d'un rassemblement monstre au Centre Maisonneuve, repris le contrôle de la lutte et alla même jusqu'à refuser au porte parole du FLP de prendre la parole. La manifestation à Québec, outre les envolées oratoires d'un nationalisme à faire brailler, sera marquée par une sauvage répression policière à la fin de la manifestation contre des manifestants que les organisateurs du FQF avaient tout fait pour désarmer et livrer à la boucherie.

Ce sera toutefois dans la deuxième semaine que les rapports entre le comité de coordination et l'exécutif du FQF se gâteront. En effet le comité de coordination désirait poursuivre la lutte en appelant à une assemblée populaire pour organiser un référendum sur un contre-projet de loi. Toutefois, Michel Chartrand se désolidarisa de cette poursuite de la lutte et recommanda un recul stratégique. au moment même où il commençait à être question de débrayage dans les syndicats, ce qui aurait entrainer pour une première fois, le mouvement syndical dans une lutte ouvertement politique. Efrayé par l'amleur que prenait la lutte et la mobilisation, l'exécutif du FQF se rallia à Chartrand. Toutefois, ce fut le ralliement de la LIS qui sera déterminante. En effet, Raymond Lemieux (qui ne faisait pas partie du comité de coordination) jusqu'à ce moment passait pour le porte parole de l'aile radicale du FQF. La gauche n'ayant rien fait pour l'en empêcher (selon la même logique qui fut déployée à McGill et qui consistait pour la gauche à ne pas s'afficher et à laisser à d'autres le soin de diffuser "la ligne") se retrouva dans l'impossibilité de contrer cette démobilisaion. Après diverses tentatives de la

gauche, pour poursuivre la lutte et poursuivre la mobilisation notamment dans les quartiers ouvriers et aux portes des usines, avec l'aide des étudiants, la gauche reprendra sa "revanche" 2 semaines plus tard lors de la manifestations réclamant la libération de Vallières et Gagnon. *L'Opération Libération*, que le FLP et le MSP organisaient depuis quelques mois, mobilisera près de 3,000 sur le mot d'ordre "Libérez les prisonniers politiques" et "SOS FLQ'". La manifestation soigneusement organisée prendra l'anti-émeute au déporvu et les manifestants saccageront les vitrines des grandes banques de la rue St-Jacques, pour ensuite se disperser tout en évitant l'affrontement avec les policiers.

Sur la participation des étudiants

Il est important de rappeler encore quelle était la situation du mouvement étudiant à cette époque. Le MSP venait tout juste d'être fondé, deux mois auparavant. Il n'avait pas encore su se donner une orientation unitaire, encore marqué par l'anarchisme et les conceptions utopistes libertaires duquel il était issu. Ses cellules, laissées à elles-même, demeuraient encore fortement marquées par l'activisme et la "clandestinité" (justifié, il faut bien le dire, dans certains cas par l'ampleur de la répression dans certains Cégep). Les militants du MSP étaient donc partout "actifs", mais le MSP n'existait pas comme mouvement cohérent capable de proposer une orientation et une direction à l'ensemble du mouvement étudiant qui se soulevait (même si quelques militants tentèrent de mener une propagande autonome au cours de la première semaine).

Un autre facteur qui jouera un rôle important dans la désorientation du mouvement étudiant, et la prise en charge de son développement momentané par la petite bourgeoisie nationaliste, est attribuable à la "formation"des CALIS. Les CALIS, (Comité d'Action pour l'Intégration Scolaire), mis sur pied par quelques étudiants de l'université de Montréal sous l'initiative de Raymond Lemieux de la LIS (avec l'aide d'un étudiant qui s'averrera plus tard être un fanatique raciste et anti-sémite), se proposeront comme l'autre "organisation étudiante". Ce ne fut en fait qu'un fantôme qui disparaîtra quelques semaines après la lutte. Toutefois, par la publicité qu'ils recevront, les CALIS réussiront notamment avec l'appui du Quartier Latin, dont le réseau de distribution s'appuyait sur les militants du MSP, à semer une confusion telle dans le mouvement étudiant et surtout dans sa gauche, que les masses demeureront complètement désorientées. C'est ainsi, que malgré les efforts du MSP pour poursuivre la lutte de concert avec les autres organisations de la gauche afin de retirer la direction de la lutte des mains des nationalistes, les masses étudiantes retourneront en classe progressivement, totalement désarmées face à la répression qui les attendaient. De nombreux congédiements s'ensuivront surtout dans les écoles secondaires.

Le MSP ne se relèvera jamais de cet échec et ne pourra plus prétendre à la direction du mouvement étudiant.

Repli de la gauche...

Face à son incapacité de donner une orientation politique et stratégique claire à la lutte, malgré sa capacité de mobiliser et d'entrainer des dizaines de milliers de personnes (majoritairement des jeunes, mais également des ouvriers, notamment lors de la manif du 28 octobre), la gauche réalise ce que déjà l'opération McGill commençait à lui indiquer: c'est la gauche qui organise les actions de masses nationalistes, mais elle en remet la direction à la petite bourgeoisie nationaliste. La gauche a donc favorisé et contribué à la formation d'un front commun nationaliste radical, qui ne tardera pas à l'expulser aussitôt que les conditions seront réunis pour rejoindre la moyenne bourgeoisie nationaliste du PQ et y entrainer de larges couches des masses qui auront été mobilisés par la gauche.

Voici les leçons qu'en tire Stan Grey, un des dirigeants du FLP:

"Cela est un témoignage éloquent de la faiblesse de la gauche actuelle. Dans le passé, la gauche a trop axé ses efforts pour organiser des manifestation générales, et pas suffisament sur un travail de longue haleine à la base, dans les usines, syndicats et quartiers ouvriers. L'année dernière elle flottait de crise en crise, de bordel en bordel, sans construire une organisation de base structurée, sans faire une éducation socialiste poursuivie avec la population et sans développer une stratégie cohérent. Le FLP, par exemple, n'a pas une image publique comme mouvement socialiste—la population ne comprend pas— mais a surtout une identité de nationalistes extrémistes qui aiment la violence et organisent les émeutes"

Mobilisation, février '70

On dégage alors comme priorité et tâches immédiates pour la gauche:

• implantation dans le mouvement ouvrier, dans les usines, les syndicats et les quartiers; construction d'une base ouvrière; ce qui implique moins se "brancher" sur l'agitation générale;
• dans les actions nationalistes, développer sa propre position, critiquer les tendances petites-bourgeoises et intégrer la lutte des classes dans la lutte nationale;
• structurer le mouvement étudiant comme force radicale avec sa propre organisation et ligne politique révolutionnaire; l'article ajoutera également: "*Mais il ne faut pas laisser la direction des luttes populaires aux autres: nous devons lancer ces luttes et conduire le combat à l'intérieur des luttes existantes... Surtout, il faut développer, graduellement bien sûr, une conscience et une organisation autonome de la classe ouvrière;*".



Octobre 1969: 30,000 manifestants à Québec contre le bill 63

Toutefois, ce ne sera pas dans le cadre du FLP que ce programme sera mis en oeuvre. En effet, un débat qui larvait depuis plus d'un an s'amorcera au sein du FLP après l'échec du Bill 63. Ce débat se polarisera autour de deux tendances:

- la première tendance tirera les leçons des faiblesses du FLP dans une perspective léniniste de'organisation. Elle critiquera l'activisme qui a marqué le FLP, son populisme (le comité ouvrier St-Henri comme "modèle" d'organisation) et plus fondamentalement la conception spontanéiste du rôle de l'avant-garde dans son rapport aux masses.
- la deuxième tendance s'en tiendra aux conceptions spontanéistes et populistes du rôle de l'avant-garde. Elle se caractérisera par sa sympathie au FLQ.

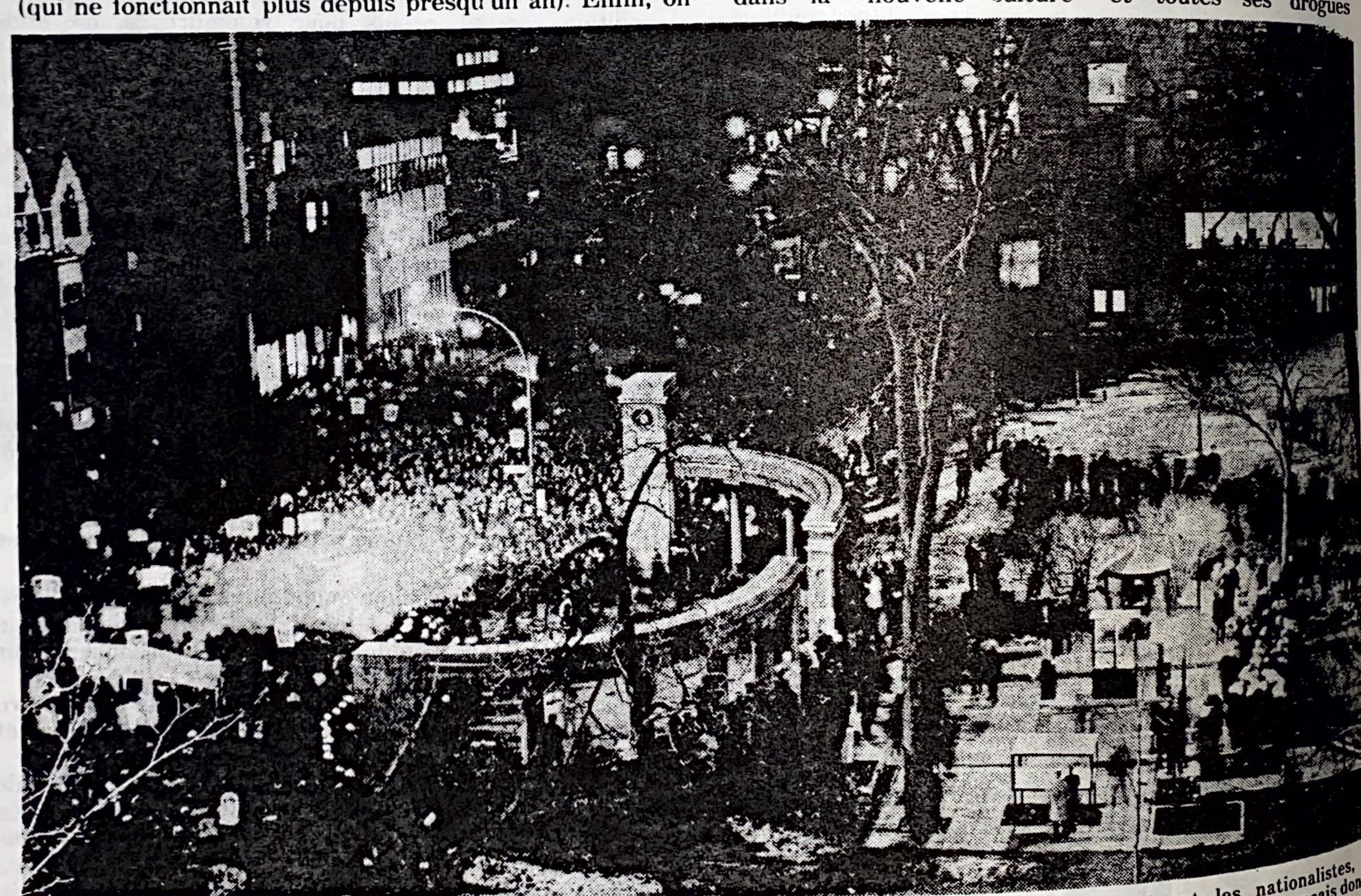
Cette seconde tendance se retirera du FLP et se "retranchera" au Comité Ouvrier de St-Henri, dans l'optique d'y développer une "base rouge".

La première tendance l'emportera donc et entreprendre une réorganisation du FLP; on tentera de consolider la seule cellule dans les syndicats (celle du Conseil Central de Montréal de la CSN); on entreprendra de recruter et de consolider les débris du MSP ainsi que le petit noyau SDS (syndicat du secondaire); on reprendra la publication de LA MASSE sur une base plus régulière, ainsi que MOBILISATION; on reprendra les assemblées mensuelles de tous les membres qui deviendra l'instance décisionnelle du FLP; on reformera un Bureau Politique (qui ne fonctionnait plus depuis presqu'un an). Enfin, on entreprendra la rédaction d'un manifeste qui devra constituer le programme du FLP.

Toutefois, tout au cours de cette réorganisation et des débats qui l'ont précédé, de nombreux militants quitteront les rangs (ou plutôt la tendance que représentait le FLP); certains rejoindront les comités de citoyens pour y renforcir le projet de formation du FRAP d'autres passeront à la "clandestinité".

La situation dans le mouvement étudiant.

Suite à la démobilisation et à la répression qui frappera dans les Cégep, de nombreux militants, isolés, et sans perspectives pour poursuivre le travail, quitteront l'école. Une minorité suivront leurs "ainés" dans la clandestinité ou du moins dans le support à ce que sera le FLQ-70; la majorité, toutefois rejoindra les rangs du mouvement "drop out" dont le principal porte parole sera le Quartier Latin. Ce dernier courant prendra une ampleur d'autant plus considérable qu'il s'appuiera sur les aspirations les plus saines dans la jeunesse: le désir d'un changement social, le rejet des valeurs traditionnelles de la société capitaliste, le collectivisme, la révolte devant les injustices, etc... Par contre, ces justes aspirations seront dirigées dans la désertion de la lutte organisée, dans le mépris des masses et de la classe ouvrières ("trop corrompue par les bienfaits de la société capitaliste), dans l'isolement d'éléments conscients de la jeunesse par l'établissement de commune, dans la "nouvelle culture" et toutes ses drogues



L'"*opération McGill*": 15,000 étudiants affrontent une des plus grosses campagnes de propagande de la presse bourgeoise

Malgré la récupération qu'effectuèrent les nationalistes, le mouvement de masse autour de l'Opération McGill français donna lieu à l'expression des sentiments anti-impérialistes et anti-colonialistes des étudiants

idéologiques et hallucinogènes. Ce courant sera dirigé par cette fraction utopiste de la petite bourgeoisie qui n'hésitera pas à se faire la propagandiste le plus efficace du PQ dans la jeunesse lors des élections provinciales de '70, en organisant l'*Opération Ca Urge*. Ce courant rejoindra plus tard les sociaux-démocrates des centrales syndicales pour développer le FRAP. (4)

Quant au MSP, considérablement affaibli, il tentera bien de réorganiser le mouvement. Il s'apercevra vite que d'avoir négligé l'unité de ses cellules autour d'un programme et d'une stratégie l'a non seulement rendu incapable de diriger le mouvement de masse, mais encore que ça conduit à la disparition pure et simple de la grande majorité des embryons de cellules qui tentaient péniblement de se mettre en place dans la plupart des Cégep avant le Bill 63. La tendance activiste et anarchiste devra momentanément battre en brèche. Toutefois, elle ne quittera pas le MSP, car il n'y aura pas de véritable débat (comme ce fut le cas au FLP) sur les leçons à tirer de cette démobilisation et de cette désafectation. Cette tendance tentera toutefois d'organiser une manifestation contre l'université Bishop dans les Cantons de l'Est avec la participation du MSP-Sherbrooke. La manifestation sera un échec total; le petit nombre de manifestants ainsi mobilisés éviteront de justesse le lynchage que les très orangistes anglophones de la région de Sherbrooke leur préparait; ironiquement, ce sera la police qui évitera le massacre des manifestants.

Par contre la majorité des militants opéreront un repli local. Ils seront très actifs dans la dénonciation de l'école: critique du contenu des cours, et intervention "radicale" dans les classes. Toutefois, l'organisation de masse ne progressera pas, pas plus que l'organisation des militants. On fonctionnera pas petites bandes qui mèneront une agitation et une propagande perpétuelle, rejetant toute participation ou représentativité de toute sorte, même si dans certains cas comme au module de philo à l'UQAM, ils siègeront au conseil de module. A ce dernier endroit d'ailleurs, les militants réussiront à pousser au bout la stratégie du MSP, en s'emparant du contrôle du conseil de module, en faisant congédier plus de la moitié des professeurs réactionnaires du département (ce qui arrangeait d'ailleurs les cartes de l'administration), en instaurant un programme critique (avec des cours sur Marx et Lénine), en s'alliant des professeurs progressistes de l'UQAM et même de l'extérieur (Piotte, Pichette, Lagadec, etc...), enfin en abolissant pratiquement toute sélection (abolition des notes, abolition des travaux, autoévaluation de groupe, etc...). Mais l'université de classe continuait à se porter très bien, même mieux.

Ailleurs, d'autres militants étudiants qui n'étaient pas du MSP, tenteront également de mobiliser les étudiants sur une critique de l'école, mais plustôt sur des positions ouvriéristes que nationalistes et activistes (comme le MSP): ce sera le cas notamment à Edouard Montpetit.

4. Voir *Début d'un mouvement socialiste*...op. cit.; il est à remarquer que l'année suivante le QLL sera pris en main par des éléments du dernier exécutif de l'UGEQ allié à certains étudiants radicaux; cette dernière équipe aprés avoir appuyé le FRAP aux élections municipales sera obligé de cesser la parution, l'équipe de '69-'70 ayant accumulé trop de dettes. D'ailleurs, certains membres de l'équipe de '69-'70 du QL, après l'avoir mis en faillite mèneront une campagne de sallisage contre la nouvelle équipe qu'ils accuseront d'être des "scabs"; certains de ces accusateurs sont actuellement rédacteurs à la nouvelle revue de la CSN *Le travail* (Roméo Bouchard et Jean Gladu).

Ce sera donc face à cet isolement local que les militants du MSP accepteront de rejoindre les rangs du FLP. Ils en composeront d'ailleurs la majorité. La critique de l'activisme du spontanéisme et de l'anarchisme n'ayant pas été menée à terme avant la fusion, les étudiants ne tarderont pas à prendre la direction du FLP, mettant en minorité la cellule du Conseil Central qui refusait d'assumer les positions du FLP sur la critique de la direction de Chartrand au Conseil Central, ce qui entrainera le départ des militants syndicaux du FLP. Ce seront également eux qui prôneront le plus farouchement le boycottage actif des élections provinciales, entrainant le départ du noyau du SDS (qui constituait au sein du mouvement étudiant l'aile moins anarchiste, malgré un certain nationalisme populiste, d'ailleurs allié au journal 'Choc"). La direction du FLP, incapable de mener à bien la réorganisation et de contrer ce fort courant gauchiste au sein du FLP, recommandera la dissolution du FLP après la manifestation du 1er juillet qui mobiliser 3 fois plus de policiers que de manifestants (environ 1,000), témoignant assez bien de la force qu'avait jadis représenté le FLP, et de ce qu'elle était devenue.

Un autre facteur, (en plus de sa position lors des élections) qui entrainera la disparition du FLP sera l'apparition du FRAP qui mobilisera la grande majorité des forces progressistes pour qui le FLP avait définitivement commis trop d'erreurs.

Bilan de la période

Il faudra pourtant attendre après la crise d'octobre pour que les leçons à tirer de cette période s'impose (durement d'ailleurs...) au sein du mouvement de jeunesse et plus particulièrement pour les militants de ce courant de la petite bourgeoisie radicale qui a été plus particulièrement responsable de cette grande vague d'agitation et de mobilisation qui a secoué le Québec des années '68-'69-'70.

Les leçons tirées eurent comme cible principale le *gauchisme* et plus particulièrement la nature de classe petite-bourgeoise de cette déviation historique. La critique du gauchisme portera plus particulièrement sur deux conceptions qui marquèrent plus spécialement le mouvement révolutionnaire de cette époque.

- *le populisme et le spntanéisme:* quoique de nature différentes, ces deux conceptions du rôle des militants révolutionnaires dans leurs rapports aux masses relèvent d'une même conception du monde petite-bourgeoise: en effet, selon cette conception, le rôle des révolutionnaires en est un "d'éveilleur" des masses endormies. Quand les masses seront "réveillées", elles n'hésiteront pas à faire la révolution, à se donner spontanément des formes d'organisations adéquates, et à renverser la dictature de la bourgeoisie pour la remplacer par un "pouvoir populaire". Les révolutionnaires, selon cette conception, doivent donc axer toutes leurs énergies sur l'agitation et la propagande: on propose aux masses des idées, des modèles; on les pousse à faire "quelque chose", à bouger, mais sans offrir de direction ou d'orientation.

Ces conceptions mèneront à :
- soit délaisser le patient travail d'organisation de masse, en proposant aux masses des formes de regroupement qui leur permet d'avancer selon les étapes et tirer les leçons de leurs erreurs,
- soit mettre sur pied des organisations de masse en se refusant à y assumer ou proposer quelque direction ou orientation que ce soit, refusant en quelque sorte de

soumettre une direction à la critique des masses, refusant de lier la direction révolutionnaire à la lutte des masses.

Ces deux styles de travail (qui d'ailleurs ne sont pas contradictoires) ont eu comme résultats:
1) de laisser les masses inorganisées, sans défense, dans préparation, sans direction pour affronter la répression ou encore les nationalistes ou les réformistes de tout poils;
2) d'isoler les éléments les plus dynamiques et les plus conscients issus des luttes, des larges masses et de leurs organisations de défense; ces éléments avancés ne sont alors plus en mesure de vérifier pratiquement la justesse de ce qu'ils avancent.

- *le terrorisme et l'activisme:* inutile de revenir ici sur le lien qui existe entre le populisme et le terrorisme, Lénine l'a assez bien décrit dans sa brochure *Le gauchisme: maladie infantile du communisme*. Ce que nous retiendrons ici, c'est comment, tout en glorifiant la spontanéité des masses on en vient en pratique à développer un style de travail de "conspirateurs". En effet, ne proposant aux masses que des idées plutôt que des tâches, on en vient à substituer la direction à assumer, par des actions "exemplaires", des grandes manifestations, des "modèles". On refuse le long travail d'explication qu'exige la direction, on refuse le patient travail de formation qui permet aux masses de se développer dans les luttes; on met "l'action" au dessus de tout, ça devient la seule activité révolutionnaire. On en vient à proposer aux masses des "actions" qui négligent l'enquête, l'étude et l'analyse concrète selon la méthode du matérialisme historique (qu'on se refuse d'ailleurs à étudier, sinon pour justifier ce qu'on fait). On en vient donc vite à ne s'organiser que pour l'action et avec ceux qui comprennent déjà, c'est-à-dire avec les seuls "vrais radicaux", laissant les masses inorganisées, qu'on ne contraint qu'à suivre. On entraine ainsi vite les masses dans des flambées de révolte et de soulèvements éphémères qui laissent les masses totalement dépourvues une fois la lutte passée. Les masses ne pouvant guère apprendre de ces luttes et en tirer les leçons (les révolutionnaires non plus d'ailleurs, incpables de vérifier la justesse de leurs acquis) délaissent vite les révolutionnaires. Ainsi, en n'assurant pas de permanence dans l'organisation des masses d'une lutte à l'autre, les masses en viennent vite à rendre aux révolutionnaires la monnaie de leurs pièces en les ignorant. Ainsi isolés, certains révolutionnaires en viennent alors à poser des gestes inconséquents et aventuristes qui attirent la répression et isolent davantage les révolutionnaires des masses.

On s'apercoit alors que ces deux conceptions du monde tout en glorifiant la spontanéité des masses, en pratique se traduisent par un mépris des masses. Par le style de travail qu'il développe, le gauchisme rejoint d'ailleurs le réformisem (élitisme, bureaucratisme, opportunisme, etc...). Le gauchisme n'est que l'envers de la médaille du réformisme. Ces deux conceptions du monde sont d'ailleurs typiques à la petite bourgeoisie qui désire s'appuyer sur le peuple uniquement dans le but de servir ses propres intérêts de classe.

Evaluation

Malgré les nombreuses et granves erreurs qu'il aura accumulé, le mouvement radical, de '69-'70 aura néanmoins joué un rôle considérable dans le développement d'un mouvement révolutionnaire au Québec dont l'influence s'est fortement fait sentir dans le mouvement de jeunesse. On a souvent tendance à oublier ce rôle, soit parce que nous étions parti prenante de ces erreurs, soit que nous nous opposions à ce mouvement, souvent sur des positions de droite.

Nous tenterons ici brièvement, de tirer les aspects positifs de cette période, tout en laissant le débat ouvert.
1) Le mouvement radical, pour la première fois depuis la guerre, a confronté les militants révolutionnaires et progressistes à la dure réalité de la lutte des classes et aux exigences des luttes de masse: il a fait sortir la "révolution" des revues de gauche et des débats élitistes.
2) Le mouvement radical, par sa propagande et son agitation a lié dans la lutte de masse la nécessité de mener la lutte pour le socialisme très étroitement lié à la lutte pour la libération nationale (même si l'ennemi était mal identifié).
3) Le mouvement radical a fait pénétré dans de larges couches de la jeunesse l'analyse marxiste de la réalité (même si souvent sa propre analyse était gravement défaillante).
4) Le mouvement radical, en menant la lutte contre l'utopisme et la "nouvelle culture" qui voulait restreindre la lutte étudiante dans les limites de l'école et a démontré le lien qui existe entre les luttes étudiantes et les luttes de masses. Dorénavant, les luttes étudiantes seront partie prenante de la lutte des masses.
5) Enfin, et c'est sans doute l'aspect le plus positif, le mouvement radical aura entrainé dans la lutte de nombreux éléments progressistes qui rejoindront les rangs du mouvement révolutionnaire et deviendront (par suite d'une forte autocritique des erreurs de la période précédente) de véritables cadres révolutionnaires au service du peuple.



Le mouvement des CAPs

Après la crise d'octobre, la bourgeoisie ayant asséné à la gauche, au mouvement socialiste et au mouvement populaire un dur coup, la conjoncture dans le mouvement de jeunesse change considérablement. En dehors de l'école, le mouvement de jeunesse se retrouve localisé, disloqué. Le seul lieu (du moins dans la région de Montréal) qui demeure accessible pour se regrouper, c'est le FRAP. En effet, après l'échec aux élections, les sociaux-démocrates syndicaux, quitteront le FRAP à pleine porte, laissant qux éléments les plus progressistes issus du mouvement de jeunesse de périodes précédentes le champ libre pour opérer une transformation en profondeur de ce mouvement. Avec le ralliement de certains militants "radicaux" qui s'étaient rallié avant la crise d'octobre (notamment dans Maisonneuve) mais également après (St-Jacques et St-Louis), certains CAP entreprendront une vaste campagne de formation et d'étude marxiste-léniniste. A travers différentes luttes au sein même du FRAP qui se soldera par leurs départs, ces CAP produiront deux documents d'une grande portée: *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois* et *La nécessité d'une organisation politique des travailleurs*. Ces documents traceront l'orientation qui sera dominante dans le mouvement socialiste jusqu'à tout récemment. Cette orientation identifiera l'impérialisme comme l'ennemi principal. Elle identifiera également la classe ouvrière comme la force dirigeante pour le renversement de l'impérialisme. De plus elle reconnaîtra comme la tâche centrale, la construction du parti de la classe ouvrière. Elle reconnaîtra également l'isolement des militants socialistes et fixera comme tâche prioritaire l'implantation. Dans une première phase on préconisera la formation dans les divers milieux (école, quartier, travail) la formation de groupes restreint plus axés sur la formation que sur l'intervention de masse. Ce ne sera qu'au printemps '73 que le secteur travail des Cap St-Jacques et Maisonneuve, renverseront la situation en fixant comme forme d'implantation privilégiée la formation de *Comités de travailleurs* (1); ce qui entrainera d'ailleurs la dissolution des CAPs, les secteurs scolaires et quartier, préférant rejoindre une autre tendance qui est apparu à l'été '72 autour de Charles Gagnon et de quelques éléments issus de divers CAPs de la région métropolitaine et qui prônera comme tâche prioritaire la mise sur pied d'un journal d'agitation et de propagande: *En Lutte*.

Que Se Passe-T-Il Dans Le Mouvement Etudiant de 70 à 72?

Précisons dès maintenant que nous limitons l'historique du mouvement étudiant à 1972 dans la mesure où d'autres articles du present numéro apporteront un point de vue critique sur le développement récent du mouvement étudiant, sa direction, ses luttes.

Constatons d'abord que le milieu étudiant est toujours agité par de nombreuses luttes. En effet l'action et la lutte de masse ne cesse pas comme nous le dimontre la série de luttes menées dans les cégeps et universités depuis "70".

Cependant le cadre de ces luttes est celui de *l'isolement* quasi total d'un cégep à l'autre, d'un campus à l'autre et même d'un département à l'autre. Ces luttes révèlent aussi de *multiples tendances idéologiques et organisationnelles*.

De ce que la "gauche" a pu tirer comme leçons du mouvement contestataire, activiste et nationaliste de 68-70, il semble se tracer une nette démarcation entre d'une part un travail idéologique et organisationnel dans le mouvement étudiant d'un point de vue plus en plus marxiste mais dont les stratégies d'intervention diffèrent; d'autre part un travail de réintroduction de l'idéologie syndicale, corporatiste et réformiste qui est apparue sur le tard.

Voyons un peu les composantes de ces deux pôles de démarcation. Sans être exhaustif on peut considérer que le pôle visant à développer le travail politique en milieu étudiant d'un point de vue de plus en plus marxiste n'est pas homogène et comporte, à l'époque, 4 tendances principales. Chacune de ces tendances se raffermira ou se liquidera progressivement.

Une première tendance: c'est celle prônées au sein de ce que l'on peut appelé le "mouvement des caps"* qui met de l'avant un travail de *formation politique* pour fournir les cadres du mouvement étudiant et pouvoir diriger ultérieurement les luttes du milieu. Par la suite on ajouta à ce travail de formation un *travail d'implantation dans le milieu local.* Ce deuxième aspect du travail implique des dénonciations du caractère capitaliste de l'école et de la société puis une position affirmé d'appui aux travailleurs. A quelques variantes près, ce type de conception politique s'est concrétisée au cap médecine et au cap service social à l'U de M, puis dans divers caps de cégeps dont celui du Vieux-Mtl à partir de "72". La plupart de ces caps font partie d'une organisation politique (caps St-Jacques et Maisonneuve) qui développe le travail politique sur d'autres aspects (travail en usine, en quartier,...).

Une deuxième tendance au sein de ce mouvement des caps" que l'on peut appelé "caps élargis" donne lieu à une toute autre conception du travail en milieu étudiant. On met de l'avant *les actions* et *le travail de masse, on mobilise et tente de développer l'organisation politique des étudiants progressistes.* Ce courant dénonce et lutte contre la domination de l'idéologie capitaliste dans l'école et apporte son soutien aux luttes ouvrières notamment en visant une implication consciente et élargie des étudiants progressistes. Ce courant semble s'être retrouvé au vieux-mtl en "71" lors de la grève contre la déclassification, au cégep Edouard-Montpetit à propos de l'Affaire Servant, à l'U de M et à l'UQUAM lors des grèves des employées de soutien et des professeurs.

Une troisième tendance entend elle aussi dénoncer l'école capitaliste mais *ne vise à développer la mobilisation et l'organisation des étudiants que sur la base du soutien aux luttes ouvrières.* Cette conception du travail en milieu étudiant est d'abord énoncée lors du soutien aux

1. Voir à cet effet: *Les comités de travailleurs*, Dossier *Mobilisation* no. 3.

* Il n'existe pas comme tel de "mouvement des caps" comportant plusieurs tendances en son sein, mais bien davantage diverses conceptions du travail politique qui se regroupent sous l'appellations de CAP (Comité d'Action Politique).

professeurs de l'UQUAM à l'automne "71" puis plus systématisée lors de la formation des Comités de Soutien à la lutte de Rémi Carrier à l'hiver "72".

A cette conception s'ajoute la perspective d'organiser les étudiants les plus politisés en *groupuscule politique homogène*. Ceci est à l'origine du MREQ.

Une quatrième tendance, qui apparait sporadiquement, prône une "*ligne dure et jusqu'au bout*", une ligne anarchiste qui veut subvertir l'école... *mobiliser mais non pas organiser*. On retrouve là certains "relents" du mouvement étudiant radical de 68-69 s'inscrivant dans la ligne du Quartier Latin. D'ailleurs cette orientation se retrouvera à Service-Campus, plus particulièrement autour de Volume 54 et 55. Cette orientation semble s'être manifestée principalement à l'U de M lors de la grève des employées de soutien et lors de la grève en Anthropologie en 72.

Ce premier pôle de travail politique en milieu étudiant est dominant. Malgré la diversité des orientations qu'il comporte, ce pôle idéologique lutte contre le corporatisme et le réformisme en milieu étudiant.

Cependant le second pôle idéologique qui vise à réintroduire l'idéologie réformiste et syndicale prend pied à l'hiver '72 autour du *Front Etudiant Québécois* puis sous une seconde forme autour du *FRAP*, mais n'ont ni l'initiative, ni la direction des luttes en milieu étudiant.

Suite à l'offensive répétée du MEQ dans les Cégep (bill 30, NRP) et universités (frais scolarité...), un mouvement de masse, un mouvement de mécontentement se développe en milieu étudiant. C'est sur la base de ce mouvement qu'on tente de réintroduire le corporatisme et le syndicalisme en milieu étudiant.

Pour cette orientation, il est clair que c'est l'ensemble des étudiants qui doivent avoir leur propre organisation. Cependant cette orientation se retrouve sous deux formes.

Une première (le FEQ) clairement réformiste tente de se manifester sur la question des 82 jours que le ministère de l'Education voulait imposer à la suite de la grève dans la fonction publique. Le FEQ développa l'argumentation de la neutralité et des intérêts étudiants pour refuser le rallongement de la session.

Ce même FEQ lança un mot d'ordre de grève générale pour manifester son opposition au NRP. Ce mot d'ordre resta lettre morte... car au sein du FEQ se manifestait deux points de vue: l'un qui ne veut parler que d'intérêts étudiants, un autre qui entend "politiser" les étudiants. Le FEQ meurt de ces oppositions.

Une deuxième forme est mise de l'avant par des militants du FRAP à l'UQAM lors de la grève des professeurs puis plus tard lors de la grève des frais de scolarité.

Le syndicat étudiant de type FRAP ne parle pas de l'intérêts étudiants mais parle d'étudiants et de travailleurs qui ont les mêmes intérêts à court terme. Social-démocrate dans la pensée politique, ce courant s'associe étroitement au mouvement radical des syndicats ouvriers.

On peut comprendre cette remontée de l'idéologie syndicale dans le mouvement de masse de par l'ampleur des politiques coércitives du gouvernement dans l'éducation. Par ailleurs nous sommes protés à croire que cela est aussi redevable à la nature même du travail politique développé en milieu étudiant. Voyons à travers les luttes les plus significatives, comment se sont manifestées les diverses tendances poltiques.

PERIODE '70-'71

1- Grève des employés de soutien de l'UQAM au printemps '71

Au cours de cette grève deux tendances s'affirment. Une première apporte son appui inconditionnel à la direction syndicale. Cette tendance est reliée au FRAP. Une deuxième tendance apporte son soutien à la lutte économique et tente de faire ressortir l'aspect politique, i.e. l'unité du mouvement des étudiants avec les travailleurs. Cette tendance est d'abord avancée par le cap de philo puis par la suite sera reprise par le cap de science politique.

2-Vieux-Mtl: Lutte contre la déclassification à l'hiver '70-'71

La lutte de soutien aux professeurs contre la déclassification comporte aussi deux tendances politiques. D'abord une tendance anarchiste-situationniste (issue de la direction du MSP, SDS) qui donna naissance au journal *La Claque*.

Leur objectif, bloquer l'école; leur forme de lutte, le spontanéisme et l'acitivisme. Cette tendance gardait toujours l'espoir de reconstruire le FLP et pour cela s'installe à l'exécutif de l'AGE (les goliards) pour s'assurer d'une base matérielle et appliquer la ligne spontanéiste de "foutre le bordel". Ceux-ci amorcent la lutte et s'en retirent.

Puis une deuxième tendance, celle du cap, est majoritaire dans la lutte. Que dit-on?

1) d'abord on y fait une critique de l'acitivisme:

2) on insiste pour dégager au cours de la lutte les conditions de la mise sur pied d'une organisation de masse. Par exemple, la lutte est dirigée par un comité provisoire qui prépare les assemblées, la négociation puis des mesures de boycottage de la réinscription obligatoire.

3) on veut déborder le cadre local de la lautte. Dans cette perspective, on entre en contact avec d'autres Cégeps en proposant que les étudiants et les professeurs des autres Cégeps s'allient pour appuyer le mouvement étudiant au Vieux-Montréal, pour appuyer une lutte contre la répression.

Quels sont les acquis principaux? D'abord on lie étroitement la répression dans l'école à la répression politique (nous sommes à quelques mois de la crise d'octobre); de nouveaux cadres étudiants ressortent de la lutte et vont élargir le cap; une tournée à travers le Québec pour faire connaître la situation au Vieux-Mtl sert de prétexte pour enquêter sur les possibilités de mise sur pied d'un réseau national de liaison.

Ce projet veut se concrétiser au Congrès d'été '71, lequel est animé par deux tendances. Une première, mise de l'avant par Rosement et appuyée par les Cégeps de province, entend créer une centrale syndicale étudiante qui plus tard prendra forme sous la dénomination de FEQ, en janvier '72. Ce qui est privilégié c'est l'aspect corporatiste des intérêts étudiants au détriment des acquis de la récente lutte qui proposait une vaste politisation des étudiants.

La seconde tendance, initiée par le Vieux-Mtl et appuyée activement par le Cégep Eduoard Mont-petit (qui sort de la lutte sur l'Affaire Servant) et les Cégeps de Montréal, entendait développer un réseau permanent de liaison pour faire circuler les expériences de luttes et les acquis politiques d'un Cégep à l'autre. Cependant la lutte contre le projet de Rosement a mobilisé les énergies et n'a pas permis d'aboutir sur des perspectives de travail commun.

3-L'Affaire Servant au Cégep Edouard Montpetit au printemps '71

Au printemps '71 des mobilisations massives des étudiants marquent leur protestation contre le renvoi du professeur Servant.Ce renvoi était un renvoi politique car il politisait trop ses cours de littérature. Aussi la mobilisation étudiante fut-elle politique. D'une part, on s'appuya sur ce conflit pour effectuer d'une manière encore plus serrée une critique du caractère capitaliste de l'école et de son enseignement (la critique est organisée dans les cours, en atelier de travail, en Assemblées générales...) puis pour remettre en question la loi 21 qui consacre le pouvoir d'un Conseil d'administration non-démocratique et formé du patronat de la Rive-Sud.

D'autre part, la lutte indique pour le cap de nouvelles perspectives d'organisation politique dont les traits essentiels sont de vouloir organiser les luttes de milieu, de fournir un travail d'explication politique auprès des étudiants et d'entreprendre un début de liaison avec les travailleurs et la population du quartier.

On peut donc mieux comprendre pourquoi le Cégep Edouard-Montpetit fut actif avec le Vieux-Mtl pour s'opposer à la création d'une centrale syndicale étudiante qui refuse de "politiser" les étudiants, qui ne parle qu'intérêts étudiants.

PERIODE '71-'72

1-Grève du Syndicat des PRofesseurs de l'UQAM

Une première tendance (FRAP) appuie inconditionnellement les professeurs en développant l'argumentation que les professeurs sont des travailleurs. On veut profiter de cette lutte pour organiser les étudiants dans leur module.

Une deuxième tendance (caps) se départage comme suit: il y a ceux (cap philosophie, cap science politique et des individus rattachés ultérieurement au groupe *Ecole*) qui formulent un appui critique aux professeurs, qui voient là un moment privilégié pour faire la critique de l'école, du rôle des professeurs puis organiser les étudiants sur une base plus permanente; il y a ceux (plus tard les éléments qui constitueront le MREQ) qui proposent qu'aucune intervention ne soit faite à l'UQAM et quil y ait plutôt un appui d'apporté à la grève des employés de soutien de l'U de M sous forme de piquetage.

C'est au cours de la lutte chez Rémi Carrier que vont se développer certaines contradictions entre le MREQ et les caps élargis de philo, science politique... au sujet de la conception du soutien aux luttes ouvrières.

2-Lutte chez Rémi Carrier—Soutien étudiant à l'hiver '72 [1]

D'abord notons que le FRAP n'appuiera pas cette lutte conséquemment à leur conception du soutien qui consiste en une vaste mobilisation sous la direction du mouvement syndical radical; conséquemment aussi aux divergences qui ont conduit à l'éclatement du FRAP autour de la question d'une direction ouvrière marxiste-léniniste.

Aussi avons-nous deux tendances qui s'affirment. Une première (MREQ) propose le soutien à la grève et conçoit le soutien comme restricitif et exclusif, i.e. que cela à leur avis doit être la seule et unique tâche d'organisation des militants en milieu étudiant; aspect restrictif dans la mesure où la propagande invite au soutien concret par le piquetage et le soutien financier.

Une deuxième tendance (caps) apporte un soutien non seulement à la lutte mais également à la direction politique de la lutte. Pour cette tendance, l'organisation du soutien aux luttes ouvrières posait la question de l'organisation étudiante qui devait à la fois développer le soutien aux luttes ouvrières et lier ce soutien à la lutte de dénonciation idéologique de l'école. A ce moment le débat autour de la nature de l'organisation étudiante à développer semble se poser en terme d'organiser les éléments d'avant-garde *ou* organiser les masses progressistes d'étudiants.

Quels sont les acquis de la lutte de soutien à Rémi Carrier? L'organisation de soutien meurt avec la fin de la lutte. Par suite des deux mouvements de soutien le MREQ s'élargit d'éléments actifs du milieu et ceci pose un problème qui re reproduira constamment par la suite i.e. qu'après chaque mouvement de lutte des éléments avancés surgissent et réclament un cadre organisationnel pour de développer. Le lieu qui leur était proposé était le cadre d'un groupuscule politique et il était normal qu'ils y adhèrent.

Par ailleurs cette situation de liquidation de l'organisation de lutte ou de soutien perpétue l'idée que le milieu étudiant n'est intéressant que pour le recrutement qu'il permet et ceci au détriment du développement d'un mouvement étudiant politique à organiser.

La nécessité de la permanence de l'organisation de masse ressort de plus en plus clairement suite à ces mouvements de lutte.

3-Grève des employés de soutien à l'U de M à l'automne '71

Une première tendance avait pour stratégie d'organiser l'appui de masse des étudiants et visait à la permanence des comités de soutien. Outre cette stratégie d'organisation elle insiste sur la nécessité de politiser le conflit parmi les étudiants.

Avec un certain recul cette tendance formule deux ordres de critique: l'un concernant son rapport aux masses, l'autre concernant son rapport au syndicat.

Cette tendance était tout entière pénétrée par la conception que l'on n'explique pas aux militants et encore moins aux étudiants les principaux éléments d'une stratégie poursuivie dans un conflit, mais seulement les tactiques. Dans le cas concerné, cela voulait dire pratiquement qu'il n'y eut jamais référence dans la propagande ou dans les discussions avec les militants, à la permanence de l'organisation, aux motifs à long terme du soutien étudiant aux luttes des travailleurs... Les seules discussions auxquelles participent les militants du Comité de soutien et dans une certaine mesure les étudiants en Assemblée générale, concernèrent le choix des tactiques (quel type de piquetage...)

D'autre part cette même tendance a remis en question son suivisme à l'égard des tactiques syndicales et une restriction économiste des formes de soutien.

Une deuxième tendance, la ligne dure, s'est constituée au cours de la lutte. Les éléments "directeurs" étaient en grande partie déjà regroupés autour de Service-Campus (le journal *Vol. 54*) et certains étaient issus d'un travail au sein du FRAP.

Cette tendance soutient que seule une minorité d'étudiants peuvent défendre les intérêts des travailleurs jusqu'au bout.

Cette tendance qui prend plus solidement pied au cours de la dernière semaine transforma le Comité de Soutien en un groupe de militants qui concentrent leur travail

exclusivement sur des actions restreintes. Par restreintes nous entendons qu'elles ne concernaient qu'un nombre infime d'étudiants bien préparés pour une action-srprise de type commando. Cette tendance entretient des liens étroits avec la direction syndicale et semble avoir une attitude suiviste à leur égard.

Au cours de cette dernière semaine un Front Interfacultaire (dirigé par les facultés professionnelles) se met sur pied. Il s'agit bien sur d'une direction corporatiste qui n'ose avouer son parti pris pour l'administration et à cet effet utilise un langage de pseudo neutralité, tout comme ce fut le cas pour le FEQ lors de la bataille autour des 82 jours.

A l'U de M c'est la désorganisation jusqu'à la lutte d'Anthropologie qui a lieu au printemps '72.

4-Grève en Anthropologie au printemps '72

Cette lutte se fait contre les abus de pouvoir d'un professeur et sous le thème de la sélection.

Plusieurs tendances idéologiques au contour mal défini se retrouvent à l'intérieur de cette lutte mais la direction semble revenir de fait aux anarchistes de même qu'à des éléments qui adhéreront au trotskysme. Les anarchistes se définissent comme étant des "insurgés permanents en voie d'organisation" et refusent bien sur de poser le problème de la permanence de l'organisation. Cette direction formule une critique de l'école dont l'un des aspects est de vouloir la subvertir de l'intérieur. Quant aux traits dominants de la lutte on peut dégager les aspects positifs et négatifs suivants:

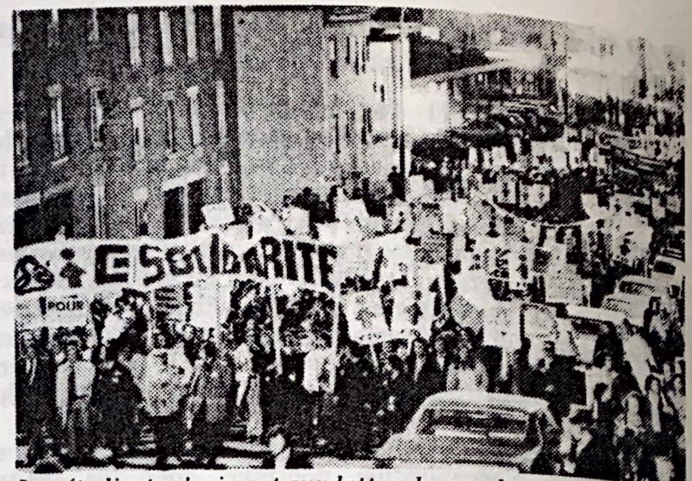
aspects positifs: Depuis '68, à l'U de M, cette lutte attaque pour la première fois un problème scolaire crucial soit celui de la sélection. Elle vise à poser le problème de la sélection mais n'y réussit qu'à moitié dans la mesure où le problème est confondu avec celui de l'arbitraire d'un professeur.

De plus elle développe la mobilisation des masses par l'élargissement de la lutte dans les autres départements non seulement pour soutenir le cas anthropologie mais pour viser une cible semblable . Par ailleurs elle est soucieuse de gains concrets et combine la lutte ouverte avec la négociation. Cependant une certaine faiblesse réside dans le peu de contrôle sur ce processus de la part des étudiants.

aspects négatifs: Au niveau idéologique il n'y a pas de leur part de prise en charge de la direction idéologique de



A l'automne '71, les étudiants de l'université de Montréal font la grève pour appuyer la lutte des employés de soutien de l'université



Les étudiants s'unissent aux luttes du peuple, comme lors de la manifestation d'appui aux grèvistes de La Presse, novembre 1971

l'élargissement de l'appui c'est-à-dire qu'on ne vise pas à unifier le contenu politique de la dénonciation de la sélection à travers les départements. Tout cela est laissé au hasard des forces de chaque département, aussi est-ce très inégal d'un lieu à un autre.

Au niveau organisationnel le principe de la spontanéité des masses de la ligne anarchiste conduit au refus de dégager de la lutte des éléments pour l'organisation étudiante. La ligne dure et anarchiste se retrouve étroitement liée dans cette volonté de prepétuer l'inorganisation du mouvement étudiant.

A propos des caps de formation et d'implantation

Il y a une tendance que l'on a pas vu à l'oeuvre dans toutes les luttes mentionnées et cela est fort significatif, c'est celle des caps de formation et d'implantation.

La raison en est qu'ils interviennent de manière locale et souvent fort limitée au cours des diverses luttes. Ce sont par exemple les caps de médecine, service social, cap du Vieux-Mtl depuis '72...

Nous allons nous limiter à établir un court bilan des aspects positifs et négatifs d'une telle orientation.

•*Aspects positifs:* L'organisation cap a permis, il va sans dire de rompre avec le spontanéisme, l'anarchisme et l'activisme qui a agité le mouvement étudiant en '68-'69 sous l'impulsion du MSP.

L'organisation cap a rompu aussi avec une base politique nationaliste pour consolider un mouvement marxiste de pensée qui était déjà en voie de développement au sein du FLP et du MSP. On entame un début critique marxiste de l'école.

L'organisation cap a entretenu sinon un lien organisationnel du moins un lien idéologique avec le mouvement ouvrier qui se politisait.

De plus elle entend aussi développer une direction marxiste-léniniste à l'intérieur des luttes.

Cependant de tels aspects positifs se sont mutés en leur contraire pour entretenir le localisme et l'étapisme en milieu étudiant. Nous énonçons quelques uns de ces aspects négatifs.

•*Aspects négatifs:* A l'avis des caps, l'étape préalable à l'organisation des masses c'est le regroupement des éléments avancés à l'organisation des masses c'est le regroupement des éléments avancés autour de la formation marxiste-léniniste. Tout intervention de masse des caps a

comme objectif la propagande marxiste et encore moins une quelconque direction de lutte.

Cette conception qui parle de la constitution des éléments de direction dans un premier temps puis de la constitution de l'organisation de masse sous leur direction dans un deuxième temps n'est pas dialectique dans la mesure où elle oublie de penser le lien entre les deux aspects (avant-garde et organisation de masse) à tous les moments du travail politique. En posant l'un préalable à l'autre elle oublie que la direction se consolide dans la lutte et que la lutte fait apparaître de nouveaux éléments de direction.

Ces organisations caps ne concourrent pas à renforcir le poids et l'unité des m-l pour qu'ils assument une direction plus juste des luttes en milieu étudiant parce que pour la plupart de ces caps ils demeurent fermés sur des activités locales, parce que pour la plupart ils sont sans réelles pratiques de lutte à partir desquelles peuvent être tirées des leçons pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Enfin, l'organisation cap rate-t-elle son premier objectif soit l'éducation politique tant des militants que des masses. D'une part elle entraine l'isolement des éléments avancés. On coupe leur travail de formation des luttes; puis on les coupe systématiquement du milieu. Leur formation est livresque et ils sont peu aguerris au travail d'agitation et d'organisation.

D'autre part les masses ne peuvent vérifier concrètement, dans la luute, la justesse d'une ligne politique qui ne s'affirme pas. Aussi, loin d'accroître leur conscience politique, à défaut de les organiser, elle laisse se constituer un vide politique où la tendance sponanée du milieu au corporatisme et au réformisme aura de la facilité à se développer par suite de cette inorganisation du mouvement étudiant sur des bases politiques progressistes.

EN GUISE DE CONCLUSION

Il va sans dire que ce telles critiques sont déjà parfaitement comprises et assimilées par les caps, du moins le croyons nous. La critique d'une telle orientation s'avérait nécessaire dans la mesure où le problème qu'elle pose est l'exact l'envers de celui que pose le développement des organisations de masse. (Le bilan du COPE en précisera la nature)... En effet il y a un mouvement continuel de balancier entre l'un des deux aspects du travail politique soit le développement d'une avant-garde révolutionnaire mais coupée de la lutte de masses soit le développement d'organisation de masse sans la consolidation d'une direction révolutionnaire. Jusqu'à maintenant ce fut la lutte pour le développement de l'un ou l'autre des aspects alors que les récentes luttes étudiantes rendent plus clair la nécessisté de constituer ces deux aspects et de les lier dialectiquement dans toute conjoncture.



... Quel a été le rôle de la jeunesse chinoise depuis le "4 Mai"? Celui d'une avant-garde en quelque sorte; chacun le reconnaît dans le pays, sauf les réactionnaires irréductibles. Mais qu'entend-on par jouer un rôle d'avant-garde? C'est prendre la tête, c'est marcher au premier rang de la révolution. Il existe, dans les rangs du peuple chinois en lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, un corps formé par les jeunes intellectuels et étudiants. C'est un corps assez considérable; bien que de nombreux jeunes gens aient déjà donné leur vie, il compte aujourd'hui un effectif de plusieurs millions. C'est une armée qui forme l'un des fronts, et c'est même un front important, dans la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme. Mais cette armée ne suffit pas et nous ne pourrons vaincre l'ennemi en comptant uniquement sur elle, car après tout, elle n'est pas la force principale. Quelle est donc la force principale? Ce sont les ouvriers et les paysans.

Mao

L'orientation du mouvement de la jeunesse, Oeuvres Choisies, T. II



PLATEFORME POUR UN TRAVAIL POLITIQUE EN MILIEU ETUDIANT



... les intellectuels et les jeunes étudiants. Ils ne forment ni une classe ni une couche sociale distincte. Néanmoins, dans la Chine d'aujourd'hui, leur origine familiale, leurs conditions de vie et la positon politique qu'ils adoptent permettent de classer la majorité d'entre eux dans la petite bourgeoisie. Au cours des dernières décennies, leur nombre s'est considérablement accru en Chine. A l'exception du groupe d'intellectuels qui s'est rapproché de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie et qui travaille pour eux contre le peuple la plupart des intellectuels et des étudiants subissent l'oppression de l'impérialisme, du féodalisme et de la grande bourgeoisie et sont menacés de se trouver sans travail ou de devoir interrompre leurs études. De ce fait, ils sont fort enclins à la révolution. Ils ont plus ou moins assimilé la science bourgeoise, possèdent un sens politique aigu et souvent ils jouent un rôle d'avant-garde et servent de pont dans l'étape actuelle de la révolution (...) En Chine, c'est d'abord parmi les intellectuels et les jeunes étudiants que les idées du marxisme-léninisme ont reçu une grande diffusion et trouvé une large audience.

Mao



Nous saluons l'heureuse initaitive de la revue Mobilisation *qui consacre **aujourd'hui un numéro entier au travail militant en** milieu étudiant. Cette initiative, croyons-nous, s'inscrit dans cette tâche essentielle qui consiste à clarifier toujours davantage l'orientation politique de groupes militants qui, en milieu étudiant tout particulièrement, se consacrent à un travail local sans toujours voir la nécessité d'unifier les points de vue selon le principe léniniste: se démarquer pour mieux s'unir. Certes, chez les militants étudiants, ce n'est pas la tendance à se démarquer qui manque[!] mais bien plutôt la volonté de mener un débat franc et ouvert qui vise à faire avancer le mouvement dans son ensemble. Ce débat ne concerne pas que les militants étudiants, bien au contraire. Les tâches des marxistes-léninistes au Québec—puisque c'est de ce point de vue que nous nous plaçons—ne peuvent être conçues sur une base sectorielle ignorant par là l'importante question des priorités et de la stratégie d'ensemble. On ne saurait isoler le débat sur le travail en milieu étudiant du débat actuel fondamental sur la stratégie et les tactiques pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, ni même de la lutte pour sauvegarder les principes mêmes du marxisme-léninisme contre les attaques des réformistes de tout acabit.*

Le texte qui suit constitue une sorte de dossier sur le travail en milieu étudiant, dossier qui présente une orientation précise pour ce travail en même temps que des expériences concrètes s'y référant. C'est donc dans le sens d'une contribution au débat en même temps qu'une présentation des termes dans lequel il se pose que nous avons conçu ce texte. Ce dossier repose sur deux sources assez clairement identifiables: d'une part des textes produits au sein même du certaines des organisations du mouvement étudiant au Québec [en particulier le COPE à l'UQAM] et, d'autre part, le point de vue de militants marxistes-léninistes oeuvrant au sein de ces organisations en rapport avec les enseignements du communisme international, les écrits de Lénine et Mao sur le mouvement de la jeunesse, mais aussi des écrits plus récents des dirigeants albanais, des étudiants ml. tunisiens, etc.

Il convient, avant d'aller plus loin de signaler les limites du texte que nous présentons. D'une part le tableau que nous présentons du mouvement étudiant est un tableau très partiel. On y parle surtout de la situation qui prévaut dans le milieu universitaire ou collégial. On y parle peu de la situation spécifique du niveau secondaire ou même du contexte des régions plus éloignées de Montréal. Si le texte ne tient pas beaucoup compte de ces aspects c'est surtout parce qu'ils sont méconnus dans l'état actuel d'un mouvement étudiant dévisé et replié sur des bases strictement locales. Les autres limites du texte tiennent au fait que les arguments sont encore assez généraux. Nous avons voulu insister sur un certain nombre de principes de base sur la nature du mouvement étudiant que nous voulons développer et les tâches que les marxistes-léninistes doivent y jouer. Exposé d'ensemble, ce texte ne prétend pas apporter de réponses définitives sur tous les aspects du travail militant en milieu étudiant. Il vise bien plutôt à lancer le débat et à fournir suffisamment d'arguments pour que des lecteurs même peu familiés avec la situation qui prévaut dans le milieu étudiant soient en mesure de s'inscrire dans la discussion.

Le texte se divise en quatre parties. Après cette présentation on pourra lire Pour une organisation politique de masse en milieu étudiant *qui est une version revisée d'un texte d'orientation produit pour le COPE à l'UQAM et qui établit la nécessité de développer en milieu étudiant des organisations de masse sur la base d'une plateforme anti-capitaliste et pro-ouvrière. Une deuxième partie du texte expose la situation actuelle du milieu étudiant, universitaire en particulier, et les orientations politiques qui s'opposent à cet objectif de développement d'un mouvement étudiant anti-capitaliste, orientations qui sont la manifestation en milieu étudiant de courants sociaux très bien identifiables. Dans cette partie on parlera également de la nécessité et des difficultés du travail de masse. Finalement on y abordera l'importante question du rôle des ml. dans le mouvement étudiant. La troisième partie du dossier présente le bilan d'une organisation étudiante, le COPE à l'UQAM. Ainsi le lecteur pourra se faire une idée plus précise de la réalité du mouvement étudiant et d'une organisation qui s'est développée dans le prespective politique d'un mouvement étudiant anti-capitaliste. Enfin la dernière partie du texte expose les activités présentes de cette même organisation après un été de bilan et d'autocritique.*

Les auteurs de ce texte sont des militants qui ont été ou sont encore actifs dans le mouvement étudiant et qui se sont regroupés par ailleurs en tant que militants marxistes-léninistes qui s'inscrivent dans la tâche de l'heure de liaison avec la classe ouvrière par un travail d'organisation et de diffusion de l'idéologie prolétarienne dans la perspective de contribuer à l'édification du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

1. Pour une organisation politique de masses en milieu étudiant (OPM)

1.1 LA CONJONCTURE ACTUELLE AU Québec.

Il ne s'agit pas ici de faire une analyse détaillée du rapport des classes et de la conjoncture actuelle au Québec mais bien d'en tracer les grandes lignes pour nous permettre de situer correctement le rôle du mouvement étudiant afin d'en dégager les tâches concrètes.

Si on considère les grands conflits et les diverses mesures étatiques des dernières années, on doit constater un élargissement des antagonismes entre d'une part l'état capitaliste et la bourgeoisie monopoliste qui le contrôle de plus en plus directement par le parti libéral et d'autre part la classe ouvrière mais aussi de nouvelles fractions de classes qui subissent la répression gouvernementale et l'exploitation capitaliste. On assiste ainsi à la réajustement des alliances de classes et singulièrement de classes et fractions de classes qui se partagent le pouvoir politique. Abandonnant les idéologies traditionnelles, l'état et ses appareils se réfèrent de plus en plus explicitement à la rationalisation capitaliste, au "développement" économique par les grands monopoles, à la recherche des capitaux, pour justifier et consolider idéologiquement ses politiques anti-populaires.

Cette situation du Québec ne peut se comprendre que par rapport à une conjoncture internationale d'affrontements inter-impérialistes et de crises économiques. Les pays impérialistes font payer les frais de leur course à l'hégémonie par les masses laborieuses. Au Québec la domination de l'impérialisme américain est, on le sait, très poussée. Le Québec est le réservoir à profits des monopoles américains depuis fort longtemps. Aussi ces contradictions internationales ont des conséquences directes sur l'attitude des compagnies multinationales et du gouvernement Bourassa vis-à-vis des masses laborieuses. Pour accroitre cette exploitation et cette oppression, l'état et le patronat doivent à la fois encadrer et réprimer tout mouvement qui rejette et attaque le fondement des politiques de classe de la bourgeoisie.

Ainsi au niveau de la lutte économique, le rôle de l'état devient déterminant, non seulement en ce qui a trait aux lois anti-ouvrières (code du travail et les très nombreuses lois d'exception visant à casser les grèves les plus importantes) mais aussi au niveau de la négociation proprement dite, l'état étant le plus gros employeur du Québec et le plus important stratégiquement, d'où son attitude rigide dans la négociation avec les travailleurs de la fonction publique (cf. le front commun de mai '72).

Au niveau du système d'éducation, l'état exerce également son mouvement de rationalisation capitaliste. Cette rationalisation s'exerce d'une part au niveau économique par une réduction des budgets de fonctionnement ou par une diminution de leur taux d'augmentation: salaires de professeurs et d'employées, nombre de professeurs, d'employées et d'étudiants, budgets de recherche, d'immobilisation (réduction de 68 millions pour les CEGEPs seulement), etc.

D'autre part, l'état développe une politique de sélection accrue visant à réduire le nombre total d'étudiants (relatif à une couche d'âge donnée) au Cégep et à l'université et surtout à orienter distinctement les étudiants d'origine sociale différente vers différentes filières de l'école (option enrichie, allégée, enfance inadaptée; professionnel court, professionnel long; secteur professionnel, secteur général et université, etc.)

Enfin la rationalisation capitaliste de l'état bourgeois se manifeste par une main-mise de plus en plus directe de l'état sur le système scolaire. On assiste à une concentration du pouvoir dans l'école au main de l'appareil politique centralisé du ministère de l'éducation et à la multiplication sur une échelle élargie de mesures autoritaires et discrétionnaires.

Ces diverses mesures de l'état ne vont pas sans heurts, au contraire. La combativité des travailleurs s'accroît de plus en plus et leurs luttes sont de plus en plus nombreuses et résolues.

Plusieurs de ces affrontements opposent les grands capitalistes subventionnés par l'état àdes organisations ouvrières plus vigilantes qui sollicitent un appui de masse à leur grève, qui la popularisent auprès des autres grévistes, des travailleurs et des étudiants, qui attaquent enfin non seulement le patron local mais le patronat, en l'occurence les compagnies multinationales et le soutien que leur donne l'état sous plusieurs formes (injonctions, police, etc.). Le développement des luttes économiques et en particulier des luttes syndicales s'accompagne donc d'une radicalisation idéologique du mouvement ouvrier tandis que se pose maintenant avec plus d'acuité la question du passage des luttes ouvrières dans le champ politique.

D'autre part la diffusion de l'idéologie marxiste parmi certaines couches d'étudiants et d'ensignants de même que le développement d'organisations ouvrières marxistes-léninistes, encore jeunes mais de plus en plus présentes, commencent à s'imposer comme un des éléments majeurs de cette radicalisation du mouvement ouvrier particulièrement mais aussi de tout le mouvement populaire. Des évenements aussi importants que la grève de la Presse, la grève du front commun, les conflits de Firestone, CTCUM, et combien d'autres, et ce qui nous touche de plus près, les conflits dans les universités, la main mise direct de l'état dans l'orientation de l'enseignement ont constitué un puissant ressort au développemeht d'un sentiment anti-capitaliste généralisé.

L'offensive de l'état dans l'éducation vise non seulement l'augmentation de la sélection et la détériorisation des conditions de travail des enseignants et des employés mais encore une répression accrue contre des idéologies et des organisations qui se posent en rupture avec l'idéologie dominante. C'est ce qui explique

des mesures comme le réglement no. 7 et le dossier scolaire cumulatif au secondaire, les renvois de profs accusés d'avoir politisé l'enseignement, le contrôle accru de l'enseignement au Cégep, la suspension du programme des sciences juridiques, Etc. Pour l'état, il s'agit d'éviter que l'école ne devienne un lieu d'organisation et de développement d'un mouvement étudiant résolument anti-capitaliste.

1.2 L'ECOLE CAPITALISTE AU QUEBEC

L'état est l'instrument privilégié de la bourgeoisie monopoliste tant au niveau de la planification économique qu'au niveau de la protection de la propriété privée et de la reproduction des rapports sociaux tels qu'ils sont établis actuellement, et les partis politiques qui se disputent sa direction à l'heure actuelle ne représentent somme toute que les seules fractions de la bourgeoisie, la classe ouvrière et les coucles populaires en général ne pouvant exercer la gérance d'un système qui repose sur leur exploitation collective.

Mais la bourgeoisie doit pouvoir compter non seulement sur ses appareils répressifs comme l'armée, la police, les lois, mais aussi sur des appareils dont la fonction principale est de diffuser massivement son idéologie sous ses diverses formes et au travers de tous les canaux possibles: église, école, média d'information, syndicat (a-politisme, réformisme, bureaucratie, etc...) organisations de jeunesse (scouts, loisirs, sports, etc...), chambres de commerce (est-il besoin de préciser la nature de ce dernier "canal"), organismes culturels (Famous Players et le cinéma hollywoodien, les bonzes du théâtre bourgeois, etc...) et, plus précisément, la pléiade de sociologues, d'historiens, d'écrivains et de politiciens qui se chargent de raffiner pour tous les publics une idéologie de soumission à la toute-puissance du capitalisme et de technologie.

On voit donc comment cette domination de l'état bourgeois a des répercussions évidentes et brutales dans l'appareil scolaire au complet mais aussi dans les autres appareils idéologiques d'état comme en témoignent la censure exercée à l'ONF contre les films de Arcand et de Groulx, la mainmise grandissant de l'Etat sur les médias d'information (oct. '70, rôle de la police en cas de conflit social aigu conçu comme un rôle de censure, de répression et de propagandiste de bases idéologiques du système, etc...), la loi 51, le projet de loi 89 qui veut aussi contrôler l'exercice de la démocratie dans les syndicats, etc...



Caricature tiré d'un journal d'étudiants du secondaire

L'école contribue à reproduire en quelque sorte la division fondamentale qui existe dans la société capitaliste québécoise entre classe ouvrière et classe bourgeoise en sélectionnant parmi la masse des enfants et même parmi ceux qui se rendent à l'université ceux qui auront la "chance" de servir les intérêts du capital de toutes les manières de ceux qui iront travailler dans les usines et les bureaux avant même, pour la plupart, d'entrer au Cégep. Car comme par hazard, ceux qui sont éliminés en cours de route proviennent massivement des classes populaires (ouvriers, cultivateurs, petits employés) tandis que ceux qui terminent le circuit scolaire au complet proviennent en grande majorité de la classe bourgeoise et petite-bourgeoise. Mais l'Ecole a aussi pour fonction de transmettre l'idéologie dominante et cette fonction prend une toute nouvelle importance quand le système capitaliste ne peut ni régler ses crises économiques ni arrêter la continuelle détérioration des conditions de vie des travailleurs en général.

La bourgeoisie, et plus directement son Etat et ses représentants au niveau politique se voit continuellement dans l'obligation de rajuster le tir et de modifier partiellement certains des principaux mécanismes qui font de l'Ecole ce qu'elle est réellement, i.e. un organe de sélection, de division et de répression. Ainsi, l'Etat s'attaque tantôt à ceux qui reproduisent et diffusent l'idéologie bourgeoise, les professeurs, tantôt aux mécanismes d'exercice du pouvoir, les conseils d'administration et les modes d'élection et de consultation quand ils existent, tantôt aux mécanismes de sélection comme tels, examens du ministère, Nouvelle (?) Réforme Pédagogique, frais de scolarité et tantôt aux contenus des cours eux-mêmes, d'où les expulsions massives de profs (1969: McGill, Maisonneuve, profs de socio, de maths; 1971: Edouard Montpetit, profs de français; 1972: Rosemont, profs de science politique; 1973: Maisonneuve, prof de philo, etc... etc...) sans parler des étudiants renvoyés, sans parler de la tentative de faire avorter le projet de sciences juridiques, l'intervention à l'Institut de Technologie Superieure la Reforme Despres a l'UQAM, etc.

Il arrive que ces attaques ne sont pas isolées et qu'elles vont toujours dans le sens d'une réduction très nette des acquis de la classe ouvrière et des autres couches populaires et dans le sens d'un renforcement brutal de la domination bourgeoise à tous les niveaux.

Or, depuis la Réforme scolaire et dans le cadre de la radicalisation des appareils syndicaux et de la formation des groupes populaires revendicatifs de toutes sortes, le mouvement étudiant commence à se développer comme partie intégrante du vaste mouvement de résistance à la répression et à l'exploitation capitaliste au Québec.

Maintenant entendons-nous: le mouvement étudiant ce n'est pas la somme de tous les étudiants inscrits dans la somme de toutes les institutions scolaires au Québec! Pas plus qu'il ne représente les seuls "militants" regroupés dans les organisations politiques.

Le mouvement étudiant c'est à la fois les *organisations* qu'il se donne dépendamment des différents niveaux de développement des *luttes* auxquels on a affaire et compte tenu de tous les lieux d'intervention possibles (syndicats, CAPs, Coop, comités de soutien aux luttes ouvrières, Assemblée Générale, groupes révolutionnaires, journaux, revues, comités de soutien aux luttes anti-impérialistes, etc...) et les luttes qu'il mène, principalement les luttes qui mettent en branle la masse ou de larges fractions de la masse des étudiants.

On voit que c'est un mouvement particulièrement large et complexe: toutes ces organisations ne vont pas dans la même direction, elles s'affrontent même souvent, et les luttes qui sont menés ne le sont pas toujours en fonction des mêmes objectifs, cela va de soi.

De plus, le mouvement étudiant est aussi complexe de par les réalités sociales qu'il recouvre, puisqu'une de ses caractéristiques essentielles, à cause de sa base de classe hétérogène, est justement de refléter toutes les tendances politiques que l'on peut trouver dans la société et ce, de façon très condensée; il ressort de ceci que le mouvement étudiant est à la fois très dynamique et très instable. On y trouve aussi bien des militants des groupes populaires, de syndicats d'enseignants, et des intellectuels progressistes, que des représentants de tous les partis politiques qui se disputent le pouvoir, donc de toutes les fractions de la bourgeoisie de même que des représentants de la social-démocratie et de bien des idéologies à la mode.

Il faut donc, à notre avis, combattre ce pluralisme et les fausses solutions politiques que la bourgeoisie propose aux étudiants en rupture avec l'ordre socail (telles que réformisme, corporatisme, spontanéisme, apolitisme, contr-culture, et autres variantes) et insuffler au dynamisme, que l'on doit quand même reconnaître au mouvement étudiant, une orientation conséquente avec la ligne politique que nous mettons de l'avant.

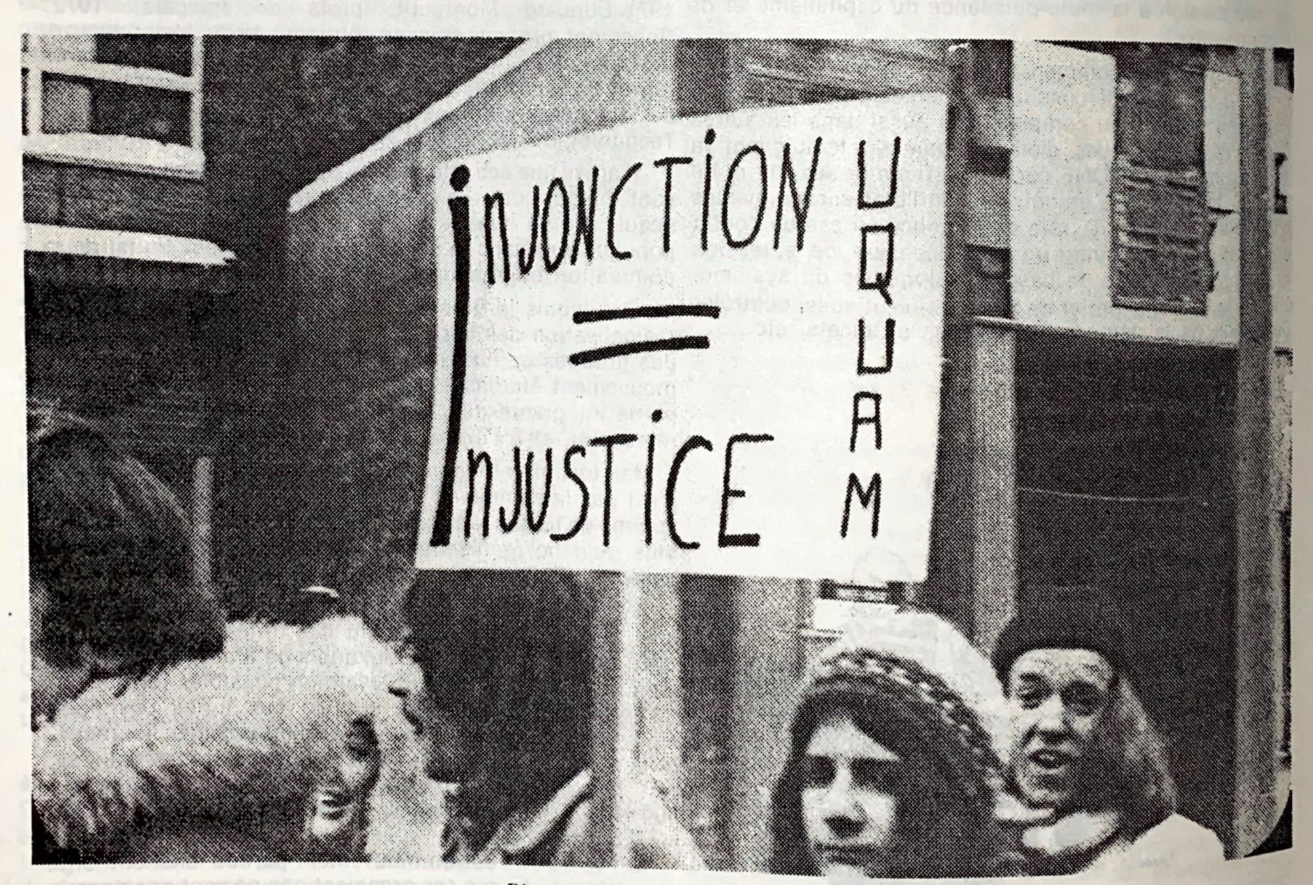
La ligne politique, ça veut dire concrètement: dans la conjoncture actuelle, compte tenu des oppositions de classes irréductibles dans la société et compte tenu des répercussions de ces luttes jusque et dans l'appareil scolaire pourtant représenté comme neutre, quelles sont les tâches concrètes des étudiants, vers quelles classes doivent-ils orienter leur action, quels choix cela implique-t-il au niveau de la propagande que nous développerons, au niveau de l'organisation que nous mettrons sur pieds, et, surtout, en ce qui nous concerne ici plus particulièrement: quel sera le rôle du mouvement étudiant par rapports aux conflits sociaux qui divisent irrémédiablement la société en deux camps opposés.

En effet, il nous apparaît urgent, à l'heure actuelle d'insister sur les conséquences extrêmement graves qu'impliquerait pour le mouvement étudiant un retrait vers sa seule situation, autout de ses seuls problèmes et dans ses seules perspectives stratégiques et politiques. C'est là insister sur le fait que c'est l'antagonisme irréductible entre deux camps opposés dans notre société qui produit en quelque sorte les contradictions auxquelles nous sommes confrontés dans le système d'enseignement.

Qu'entendons-nous par "division entre deux camps"? Nous entondons,

1) d'une part, la bourgeoisie monopoliste, qui concentre de plus en plus de pouvoir entre ses mains, et ses alliés conjoncturels, qui sont en fait d'autres couches de la bourgeoisie mais qui n'exercent pas un contrôle monopoliste sur la production, petits propriétaires, cadres supérieurs, et ainsi de suite, bref, les "serviteurs du capital", et,

2) d'autre part, la classe ouvrière qui produit globalement les richesses de la société mais qui voit la bourgeoisie en tirer seule le profit puisqu'elle seule possède les moyens de production, et le capital, alors que les travailleurs ne possèdent que leur seule force de travail qu'ils doivent vendre en échange d'un salaire qui, pour la majorité d'entre eux, suffit à peine à leurs besoins quotidiens. De plus, nous pouvons dire que les petits cultivateurs, les enseignants, certaines couches de fonctionnaires de d'employées du secteur public et para-public, de même que d'autres catégories d'intellectuels, de techniciens et de scientifiques on intérêt objectivement à se ranger sous la direction de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire.



Piquetage à l'université du Québec

Une telle affirmation trouve son fondement dans le fait suivant: à l'époque actuelle, dans le système capitaliste, la classe ouvrière est vraiment au coeur de la production sociale, c'est vraiment elle qui constitue le moteur du développement social et économique, tandis que la bourgeoisie se contente de s'aggriper par tous les moyens à une pouvoir de plus en plus répressive et rétrograde. Watergate ne constitue que le point le plus avancé de cet enlisement coûteux.

Qu'est-ce à dire? Que nous allons tous abandonner le milieu étudiant pour aller jouer au missionnaire dans les rangs de la classe ouvrière? Pour laisser à la bourgeoisie toute la latitude au monde afin qu'elle puisse vraiment faire de l'Ecole son instrument privilégié?

Ce serait trop beau. La seule façon d'être conséquent avec ce qui est dit plus haut c'est de continuer à lutter contre l'Ecole de la bourgeoisie, en ayant toujours comme buts de développer les contradictions de l'appareil scolaire et de dénoncer l'hégémonie de la bourgeoisie à ce niveau.

Ainsi compte tenu de ce qui vient d'être dit sur le rôle politique du mouvement étudiant actuellement au Québec, on doit apporter une première conclusion concernant le type d'organisation que doit se donner le mouvement étudiant. Une telle organisation qui vise explicitement à développer les luttes dans le sens d'une prise de conscience anti-capitaliste de la part de masses de plus en plus importantes d'étudiants ne peut-être qu'une organisation *politique* des étudiants. Ce caractère se justifie à plusieurs titres. D'abord, l'école est un appareil d'état, i.e. une institution controlée par le pouvoir politique et qui en constitue un des rouages essentiels. De plus, les luttes dans l'école, de par le caractère de plus en plus centralisateur du ministère de l'éducation. amènent rapidement des affrontements direct contre l'état. Certes ceci n'est pas unique aux étudiants: les travailleurs du secteur public affrontent également directement l'état dans leurs revendications économiques. Cependant ce n'est pas sur ce terrain économique—négociation de meilleurs conditions de salaire et de travail—que les étudiants affrontent l'état et ses administrations locales mais bien plutôt de façon principale, sur les rapports de domination de l'état capitaliste dans l'école, domination qui s'éxerce par un contrôle réactionnaire sur l'enseignement, par la répression politique et par des critères de sélection bourgeois.. Il en résulte que le mouvement étudiant débouche rapidement sur des affrontements politiques même si les étudiants ne constituent pas une force—une couche sociale—susceptible de revendiquer en propre le pouvoir politique. A cet égard, si l'illusion du pouvoir étudiant n'a pas tardé à éclater, l'appropriation par le mouvement étudiant des formes d'organisation du mouvement ouvrier dans sa lutte économique—les syndicats—est une tandance persistante. L'organisation syndicale en milieu étudiant se pose comme organe de défense des intérêts de tous les étudiants. Cependant dans la mesure où le milieu étudiant est essentiellement hétérogène et qu'on y trouve les mêmes groupes et donc les mêmes intérêts antagonistes que dans la société toute entière, dans la mesure donc où les intérêts des étudiants ne constituent pas une réalité objectivement identifiable, on doit s'interroger sur le contenu politique réel d'une organisation qui se définit pourtant comme apolitque en ce qu'elle regroupe en bloc tous les étudiants dont elle veut défendre les intérêts. Le syndicalisme étudiant qui se pose en défenseur des intérêts des étudiants en tant qu'étudiants i.e. des étudiants en tant qu'ils sont définis par l'appareil scolaire, peut difficilement être autre chose qu'un défenseur de l'appareil scolaire lui-même, de son développement et de sa précaire marge de manoeuvre vis-à-vis du pouvoir politique. Défendre l'école, vouloir démocratiser le système scolaire et y consolider le "Pouvoir étudiant" ce sont bien là des positions politiques mais ces positions ne vont aucunement dans le sens des intérêts politiques de la classe ouvrière puisqu'elles ne remettent pas en question l'école elle-même en tant qu'institution de la bourgeoisie.

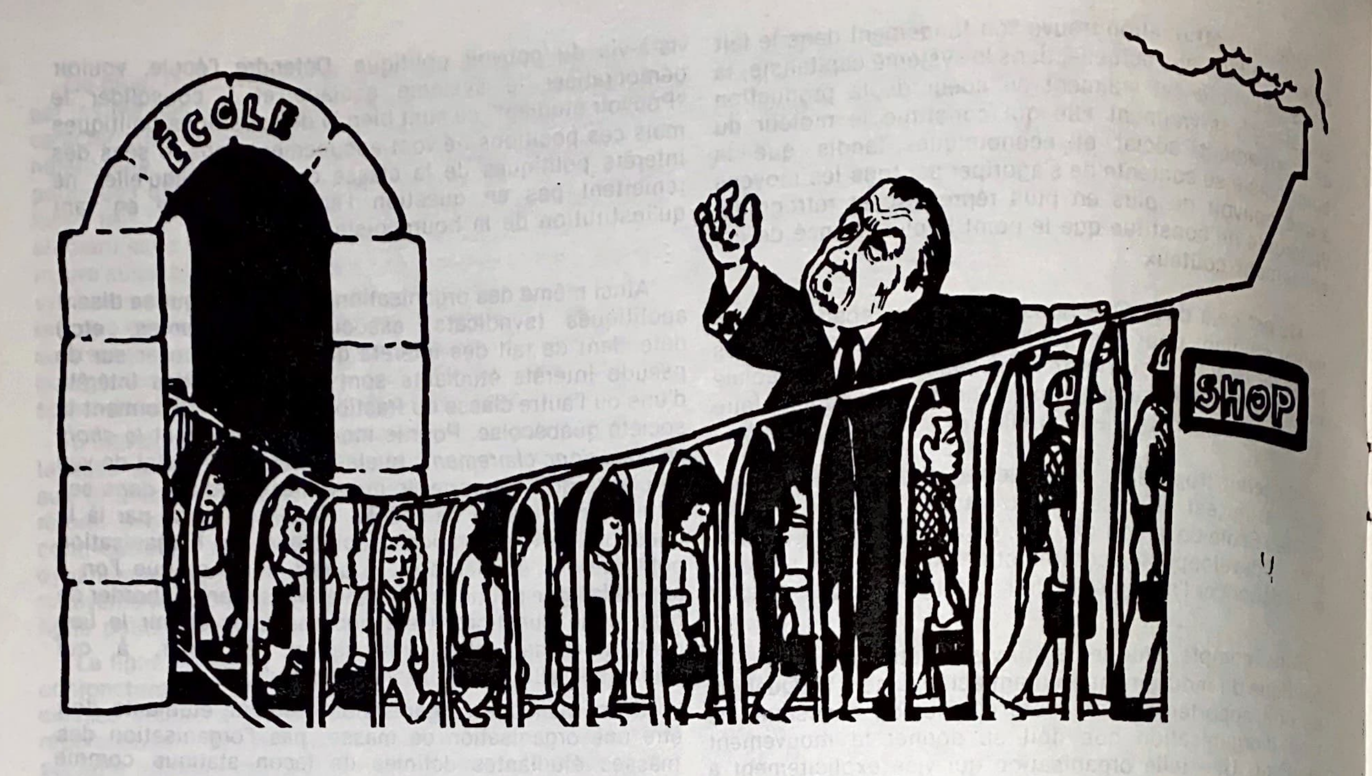
Ainsi même des organisations étudiantes qui se disent apolitiques (syndicats, associations étudiantes, etc.) défendent de fait des intérêts qui loin de reposer sur de pseudo intérêts étudiants sont bien plutôt des intérêts d'une ou l'autre classe ou fraction de classe qui forment la société québécoise. Pour le mouvement étudiant *le choix se pose donc clairement:* quels intérêts, quel point de vue de classe doit supporter le mouvement étudiant dans ses luttes sur le terrain de l'école. Nous soulevons par là la question de l'orientation idéologique de l'organisation politique des étudiants ou la question de ce que l'on a appelé la ligne politique minimale. Mais avant d'aborder de front cette question, il est nécessaire de définir le lieu d'insertion de cette organisation. En clair, à qui s'adresse-t-elle, qui veut-on organiser?

Il est clair que l'organisation politique étudiante doit être une organisation de masse, pas l'organisation des masses étudiantes définies de façon statique comme l'ensemble des "inscrits" dans une école, mais l'organisation des masses en lutte qui affirment,à l'intérieur d'une démarcation fondamentale dans le milieu, une position progressiste et un processus de radicalisation idéologique. L'organisation étudiante est une organisation de masse parce qu'elle développe un travail de masse qui vise non seulement à rejoindre idéologiquement les étudiants (propagande) mais aussi à les encadrer organisationnallement à tous les niveaux (A.G., comités de luttes, comités de pavillons, de modules, etc.), le tout dans une perspective de lutte.

LA LIGNE POLITIQUE DE L'ORGANISATION DE MASSE: JUSTIFICATION DE SON CARACTERE ANTI-CAPITALISTE ET PRO-OUVRIER

Dans la mesure où l'on a dégagé le caractère politique de l'organisation étudiante, dans la mesure également où l'on parle de radicalisation idéologique des étudiants, on doit dégager le *point de vue* duquel on se place pour parler de politique et de radicalisation. Ce n'est pas là un problème abstrait mais au contraire une nécessité concrète lorsque l'on doit établir nos revendications, déterminer nos moyens de lutte, et organiser notre propagande.

On a souvent référé à l'idée de plateforme politique minimale pour désigner l'orientation de l'organisation de masse. Cette désignation n'est pas sans ambiguité dans la mesure où certains ont pu en associer le contenu à une somme de principes généraux négotiés entre groupes politiques aux lignes antagonistes. La survalorisation de la présence de ces groupes politiques dans certaines organisations étudiantes (cf. bilan du COPE) a pu confirmer cette ambiguïté en associant Organisation Politique de Masse (OPM) et front commun de groupes politiques. Une telle conception est certes foncièrement erronée. Une ligne politique quelle qu'elle soit agit tant au niveau des principes que de la stratégie et de la tactique et doit se poser comme guide concret dans le travail pratique. D'ailleurs la plateforme politique minimale s'est définie dans la pratique et sur la base de l'expérience du mouvement étudiant des dernières années. Cependant, si on veut développer le mouvement étudiant et lui faire dépasser ses actions spontanées, nous devons systématiser la ligne politique de l'organisation de masse afin d'établir une cohérence accrue dans le travail, de



raffermir parmi les masses étudiantes la brisure d'avec l'action corporatiste et d'impulser par une diffusion large de cette plateforme un mouvement étudiant d'ensemble capable de riposter avec force à l'offensive de l'état. L'importance de définir plus précisement le contenu de la ligne politique est d'autant plus grande que plus nos luttes se développeront et plus le contenu politique de ces luttes et l'explication que nous en donneront deviendra un facteur déterminant.

Ainsi la designation du caractère minimal de la plateforme politique de l'organisation étudiante, loin de désigner son caractère éthéré, abstrait et foncièrement la ligne politique de l'organisation de masse, cette ligne politique désignant les tâches de l'heure pour les masses, et la ligne politique des groupes d'avant-garde—nommément des groupes marxistes-léninistes—qui se situent celle-là par rapport aux objectifs à long terme de renversement du pouvoir capitaliste, de socialisme et de la dictature du prolétariat. Certes, les tâches de l'heure pour les masses, même dans une conjoncture qui n'est pas révolutionnaire (i.e. la révolution n'est pas à l'ordre du jour), ne peuvent être pensées indépendamment des tâches à long terme d'où l'importance d'une intervention correcte et identifié des marxistes-léninistes dans les organisations de masse.

Définir la ligne politique minimale, ou plus justement définir la ligne politique de l'organisation politique de masse (OPM), c'est déterminer par rapport à l'état actuel des forces qu Québec, par rapport à une analyse objective de la conjoncture québécoise le point de démarcation fondamental qui puisse polariser le milieu étudiant de façon à isoler les éléments réactionnaires qui favorisent la consolidation du pouvoir bourgeois et engendrer des luttes de masse qui puissent objectivement concourir qu développement du rapport de force en faveur de la classe ouvrière. Le noeud de la question est donc de savoir quelle classe va objectivement tirer parti des luttes du mouvement étudiant. Cette question fondamentale est la seule qui puisse réellement déterminer le caractère réformiste ou progrèssiste de nos luttes et couper court autant à la mythologie ouvriériste (idéaliser les tâches d'appui à la classe ouvrière en ignorant l'apport spécifique du mouvement étudiant au combat de la classe ouvrière) qu'à la satisfaction béate devant des revendications purement estudiantines basées sur les pseudo-intérêts des étudiants (corporatisme).

Nous avons déjà parlé, en situant les principaux traits de la conjoncture actuelle au Québec, du développement d'un sentiment anti-capitaliste autant parmi les masses étudiantes que dans le mouvement ouvrier et le mouvement populaire en général. Ce sentiment qui se développe sur la base objective de l'exacerbation des contradictions du capitalisme au Québec pose la question—sans pouvoir la résoudre—de l'émergence du mouvement ouvrier dans la lutte politique proprement dite.

A cet égard il faut constater que l'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire au Québec inscrit le mouvement étudiant progressiste dans des limites certaines et indique comme une des tâches importantes des militants étudiants les plus avancés un travail de liaison effectif avec la classe ouvrière. Il n'en reste pas moins que le rôle politique du mouvement étudiant actuellement, et donc l'élément majeur de sa ligne politique, est de développer par les luttes, de plus en plus systématiquement et en rupture explicite avec l'état et les classes capitalistes, une prise de position *anti-capitaliste* et *pro-ouvrière* partagée par des masses de plus en plus grandes d'étudiants. L'objectif stratégique du mouvement étudiant est donc de développer les antagonismes de classe à l'école—et par extension dans toute la société—et de développer parmi les masses une conscience plus claire de ce caractère antagoniste. Pour parler plus concrètement, il ne s'agit pas, par exemple, d'expliquer la lutte contre les expulsions pour raison financière, par le fait que les administrateurs sont plus "chiens" qu'ailleurs, que si on avait un meilleur ministre ça irait mieux et que ce que nous visons c'est seulement de démocratiser l'accès à l'école sans la remettre vraiment en question. Il ne s'agit pas de prêcher le bon-ententisme et d'isoler chaque problème en évitant les remises en question trop radicales, de peur de diviser les étudiants ou d'apeurer nos idéologues bourgeois. Au contraire, nous devons montrer que les problèmes ne sont pas isolés mais proviennent d'une même politique d'ensemble, que cette politique imposée par l'état est une politique capitaliste (cf. à propos des dictats directs du capital au gouvernement, le rapport Fantus et le conseil du

patronnat) et que la répression est l'arme ultime pour imposer ces politique anti-populaires. Ce qu'il faut montrer c'est qu'il ne suffit pas de "sortir cinq semaines parce que c'est écoeurant" (ce qui est déja beaucoup) mais qu'il faut aussi poursuivre la lutte de façon continue. Ce qu'il faut démontrer, c'est la nécessité d'identifier toujours plus clairement nos ennemis et le caractère foncièrement antagoniste de l'opposition entre les travailleurs et les classes au pouvoir. Ce qu'il faut montrer c'est que les étudiants doivent se situer du côté de la classe ouvrière, se lier aux luttes du peuple, et qu'*il n'y a pas de troisième voie*.

C'est en développant par nos luttes le sentiment anti-capitaliste et pro-ouvrier des étudiants et en transformant ce sentiment en une prise de position de plus en plus consciente que le mouvement étudiant pourra réellement constituer un danger pour l'état capitaliste et un appui aux forces ouvrières.

Le développement d'un tel mouvement étudiant s'inscrit lui-même dans la perspective plus large de l'émergence d'un courant politique organisé parmi la classe ouvrière et les masses populaires en général, courant de remise en question du système capitaliste et de la domination impérialiste au Québec et dans le monde. A cet égard, la participation des étudiants au comité de soutien aux luttes ouvrières (CSLO) permet de traduire dans une perspective politique concrète la nécessité de se lier aux luttes ouvrières. Même si le CSLO est une organisation encore toute nouvelle, la perspective de son développement ultérieur comme mouvement politique de masse impulsé par des luttes ouvrières toujours plus résolues permet d'inscrire le mouvement étudiant dans un mouvement plus vaste qui lui donne son sens véritable.

2. La situation du milieu universitaire: les obstacles au développement de l'OPM

CONJONCTURE

Examiner l'état du milieu étudiant présentement, c'est constater qu'en dépit d'un réel mouvement de luttes qui le traverse, le rapport de forces lui est relativement défavorable. D'une part parce que ce mouvement de lutte n'est pas unifié idéologiquement ni organisé autour d'objectifs et de tâches communs dans ses propres rangs et entretient de liens encore trop faibles avec le mouvement ouvrier et populaiare lui-même en voie d'unification et, d'autre part, parce que l'offensive de l'Etat, elle, est à la fois puissante, unifiée et centralisée dans tous les secteurs de l'appareil scolaire.

On connaît les grandes lignes de cette offensive, dont le but est à la fois de rationaliser et de rentabiliser l'appareil scolaire afin de dégager les sommes ainsi épargnées vers des secteurs plus rentables pour les capitalistes, et d'asseoir le contrôle réactionnaire de l'Etat bourgeois sur tout ce qui touche à l'aspect idéologique proprement dit de l'école: la sélection et l'endoctrinement, l'encadrement politique des étudiants à la polyvalent, au collège et à l'université, et le contrôle général de l'enseignement. Ce contrôle cherche maintenant à s'étendre sur tous les secteurs de l'appareil scolaire, mais ses manifestations les plus évidentes ont lieu au sein de l'université, où il faut assurer la reproduction des futurs cadres et idéologues du régime.

Ce qu'on connait moins, par contre, c'est le fait que les étudiants luttent dans leur milieu respectif contre les effets de chacune de ces mesures et que bien souvent, le contenu objectif de ces luttes met en cause la gestion capitaliste de l'école en tant que telle et véhicule une opposition certaine à l'idéologie bourgeoise, bien que cette opposition ne soit pas encore consciente et bien articulée.

Malheureusement, la plupart de ces luttes, dont certaines ont mobilisé de larges couches d'étudiants, n'ont pu développer un réel mouvement étudiant unifié autour d'une perspective commune, d'une organisation commune, ni d'une direction commune. Du temps de l'UGEQ, cette unification reposait sur la base d'une organisation bureaucratique à l'échelle nationale et d'une plateforme politique corporatiste et nationaliste qui servait bien les intérêts de la petite bourgeoisie montante au Québec. A l'étape actuelle, il faut tirer les leçons de l'échec du syndicalisme étudiant et surtout formuler une alternative politique, idéologique et organisationnelle qui tienne compte des acquis des luttes étudiante au Québec et dans le monde et s'oriente nettement du côté des intérêts du peuple et de la classe ouvrière.

Or la division idéologique du mouvement apparaît comme un frein principal à la pénétration même de l'idée d'organisation politique de masse (OPM) dans le milieu. Autrement dit, l'éparpillement extrême des expériences militantes à travers le Québec, a ajouté à la confusion idéologique qui sévit actuellement dans le milieu contribuent puissamment à restreindre la diffusion et le débat politique autour des principaux problèmes qui assaillent le mouvement étudiant.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit, rappelons que la grève de 5 semaines des étudiants de l'UQAM et celle des étudiants de l'U de M en 1973 a donné naissance à des organisations de type nouveau, le COPE et l'OPEUM, et que les acquis de cette lutte n'ont pas été diffusés auprès des autres étudiants universitaires ni auprès des étudiants de Cégeps et du secondaire; les groupes militants travaillant actuellement dans le cloisonnement le plus strict les uns par rapport aux autres, ce résultat n'étonnera personne.

Malgré tout, bon nombre d'étudiants et de groupes de militants aspirent à la mise en commun des acquis et des énergies en milieu étudiant afin de mieux coordonner leur travail et surtout afin d'élever leur conscience politique dans la lutte des classes au Québec. A preuve, les multiples rencontres régionales et nationales qui ont eu lieu à des moments différents depuis 1970 particulièrement à Montréal et à Québec. Ces réunions ont accouché de diverses organisations, dont des journaux soi-disant nationaux tel le *Deux-Mai* de Québec, des réseaux d'information comme *REZO*, et des tentativesde regroupement de CAPs et d'AGE comme le FEQ. Inutile de dire que ces organisations sont mortes aujourd'hui. L'an dernier, une rencontre d'une soixantaine de militants provenant d'une quinzaine de groupes différents donna naissance au *Regroupement Etudiant*, qui jeta les bases d'un journal des étudiants du secondaire, *A l'Unissons*.

A Trois-Rivières, pendant ce temps, un conrès "parallele" des Cégeps développa l'idée qu'il fallait bâtir des OPM dans leurs milieux respectifs. Malheureusement, ces diverses initiatives n'ont pu servir de catalyseur assez puissants pour développer l'unité idéologique, politique, et organisationnelle des étudiants, pour diverses raisons qu'il serait trop long d'expliquer içi. Certaines de ces expériences se poursuivent encore.

L'obstacle principal à l'unité du mouvement demeure le fouillis idéologique qui prévaut dans le milieu. D'une part, ce fouillis est savamment entretenu par la bourgeoisie qui répand diverses théories à la mode sur "l'extinction de la lutte des classes", la libération individuelle", "la société de consommation et de loisirs" et autres balivernes du genre qui encouragent systématiquement l'apolitisme parmi la jeunesse.

Nous ne sommes pas naïfs: la lutte des tendances va demeurer encore très longtemps un facteur dominant de l'évolution du mouvement étudiant parce qu'elle est le reflet plus ou moins biaisé, plus ou moins fidèle, de la lutte entre les classes et leurs idéologies antagonistes qui marque toute la société. Le milieu étudiant ne saurait échapper à cette réalité. Ce que nous voulons, cependant, c'est identifier la nature et le caractère de classes des diverses orientations proposées au mouvement étudiant, afin de mieux identifier nos amis et nos ennemis, i.e., ceux avec qui il faut réaliser l'unité et ceux contre qui il faut se battre. Cette démarcation n'est possible qu'en vertu de ce qui précède dans le texte, i.e., en vertu des thèses politiques qui fondent la justesse du mot d'ordre de créer des OPM anti-capitalistes et pro-ouvrières. C'est par rapport à ces thèses et à ce mot d'ordre que nous pourrons juger de la pratique des différents groupes de militants en milieu étudiant, et proposer par la suite un certain nombre de tâches à réaliser.

2.2 DIVERSES ORIENTATIONS AU SEIN DU MVMT.

L'expérience du COPE à l'UQAM va nous servir de toile de fond en quelque sorte pour étayer notre critique des différentes tendances qui s'affrontent au sein du mouvement, mais nous ne nous limiterons pas à cette expérience. A l'UQAM cet affrontement a justement causé la mort du COPE, i.e., la mort d'une organisation style "front commun de groupes" remplacant le ligne politique de l'OPM par un compromis batârd entre ces tendances opposées et même antagonistes, ce qui ne saurait constituer la base valable d'une organisation de masse.

On voit alors jusqu'à quel point la division et le sectarisme constituent un obstacle majeur au développement d'un mouvement étudiant politisé au Québec. Notre conception de ce mouvement étudiant s'oppose à deux types d'orientations fournies actuellement par les différents groupes militants du milieu:

1) le premier type regroupe différentes tendances petites-bourgeoises qui tentent avec un succès inégal et mitigé de se servir de la combativité étudiante afin de l'orienter vers des issues qui n'ont rien à voir avec la lutte de la classe ouvrière et du peuple contre le capitalisme, l'impérialisme et l'oppression nationale. C'est pourquoi nous nous opposons radicalement aux thèses qu'ils véhiculent, tant sur le mouvement étudiant que sur le mouvement ouvrier d'ailleurs. Ces différentes "orientations" constituent en fait la reproduction à l'échelle québécoise et canadienne des différentes déviations qu'a connu le mouvement ouvrier international: ce sont la social-démocratie, le trotskysme et l'anarchisme.

2) le second type ne regroupe pas à proprement parler des lignes politiques bien définies, mais plutôt des orientations erronées données aux luttes et au travail d'organisation étudiant. En fait ces orientations prennent tantôt l'allure d'un "localisme" maladif, qui n'est pas sans rappeler un économisme répandu dans le mouvement ouvrier, tantôt l'allure d'un "ouvriérisme" à la mode en mouvement étudiant depuis que le récent regain de combativité ouvrière marque la conjoncture politique québécoise.

L'analyse de ces courants ne peut être exhaustive ici. D'ailleurs, c'est une tâche qui revient aux groupes d'avant-garde, marxistes-léninistes, du mouvement ouvrier, en l'abscence du Parti ouvrier révolutionnaire (POR). Par ailleurs, une compréhension minimale de ce qu'ils recouvrent actuellement devrait nous aider à bien identifier ceux avec qui il faut discuter et ceux qu'il faut combattre en milieu étudiant.

LA TENDANCE SOCIAL-DEMOCRATE

On retrouve cette tendance au sein du NPD, des centrales syndicales et du PQ, ainsi que dans des organismes populaires, ACEFs, COOPs et comptoirs alimentaires par exemple. Prônant la création d'un "grand parti de masse des travailleurs" à l'aide des centrales syndicales, elle véhicule une conception essentiellement technocratique du socialisme qui ne peut mener qu'à un réajustement du capitalisme en crise. Que ce soit en Suède, en Israel avec Golda Meir, en R.F.A. avec Willy Brandt, en G.B. avec le parti travailliste de Wilson ou ici même avec les expériences de 20 ans de gouvernement CCF en Saskatchewan ou de quelques années du régime Barrett à Vancouver, il n'y a aucun doute que les sociaux-démocrates constituent aujourd'hui une alternative bourgeoise à la faillite de limpérialisme dans le monde.

La base de classe de la social-démocratie c'est *l'aristocratie ouvrière* comme l'a indiqué Lénine à propos des travaillistes anglais et des révisionistes allemands Kautsky et Bernstein (1) c.a.c. une mince couche privilégiée et plus ou moins corrompue de la classe ouvrière. Cette base de classe d'étend aux couches de la nouvelle petite bourgeoisie, profs, techniciens.

L'activité social-démocrate au Québec se caractérise par une récupération constante du caractère politique des luttes de classes au profit soit du réformisme parlementaire, soit du nationalisme bourgeois. Leur but: regrouper les masses dans un parti, bien sûr, mais surement pas dans un parti de type marxiste-léniniste. Le processus révolutionnaire pour

eux est essentiellement pacifique, les masses parvenant petit à petit, au cours de leurs luttes économiques et politiques pour des réformes à faire reculer la bourgeoisie qui finira bien par céder le pouvoir au cours d'une élection où le parti social-démocrate aura obtenu la majorité. En milieu étudiant, ils prôneront la formation des syndicats étudiants ou d'organisations bureaucratiques qui encadreront les étudiants sous prétexte qu'il faut s'organiser "à tout prix". Les sociaux-démocrates prétendent ainsi développer chez les étudiants la conscience de "leurs" intérêts, un peu comme si les étudiants formaient une classe sociale; et comme ces "intérêts les mènent à s'opposer à l'Etat, comme les ouvriers, la jonction des intérêts communs se fera automatiquement, sans que la ligne politique de l'organisation étudiante soit précisée et sans que le caractère politique des différentes luttes ne soit développé par la propagande de l'organisation. Voilà pour les sociaux-démocrates subtils; passons à ceux du PQ.

Les sociaux-démocrates oeuvrant au sein du PQ comprennent qu'à l'heure actuelle, leur parti ne peut prétendre au pouvoir sans étendre sa pénétration parmi les masses populaires, donc sans soutenir un certain nombre de luttes que mènent les masses. En milieu étudiant, ils s'appuyeront également sur les syndicats étudiants sans jamais poser la question politique, sans jamais identifier la position des étudiants dans la lutte des classes au Québec et surtout sans jamais poser les liens nécessaires entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Ils en viennent ainsi à défendre la réforme scolaire pour elle-même, louant la "démocratisation de l'école" (voir le programme du PQ et les articles récentes du Jour) et priant qu'elle s'effectue un peu plus vite afin de leur permettre de participer et d'occuper des postes dans l'administration. Tout ceci, dans le cadre de l'étapisme bien connu du PQ: l'indépendance ça presse, on règlera (comment?) les problèmes économiques et sociaux après...

On se retrouve alors en face de 2 stratégies différentes des sociaux-démocrates en milieu étudiant, selon qu'ils viennent du PQ ou d'ailleurs, mais toutes deux mènent au réformisme. Les premiers, oeuvrant au sein du PQ, ne cherchent pas à organiser systèmatiquement le milieu étudiant, de peur que les étudiants ne soient trop radicaux par rapport à la direction et au programme péquiste. Ils vont tout au plus essayer de bâtir des comités de diffusion du "Jour" ou recueillir des énergies à bon marché pour les périodes électorales ou pour une campagne nationaliste quelconque (comme avec le bill22 présentement). Les seconds, au contraire, s'emploient à susciter le développement d'un mouvement étudiant, mais sous le prétexte méprisant que "les masses ne sont pas prêtes" et qu'il ne faut pas "leur faire peur" en parlant de politique, ils limiteront ce mouvement à la lutte pour des revendications immédiates, à la lutte pour des réformes. Dans un cas comme dans l'autre, ils s'opposent à la création d'OPM résolument anti-capitalistes et pro-ouvrières. (1)

Le trotskysme

Pour les trotskystes, le parti ouvrier va venir de l'initiative des syndicats, parce que les syndicats sont les seules organisations de la classe ouvrière présentement. Pour certains, il faut bâtir un parti social-démocrate dans une première étape, afin de regrouper la masse des travailleurs, parti dans lequel les trotskystes pourront se regrouper sur leurs propres bases et travailler à soi-disant "gauchir" le parti dans le but d'instaurer un "gouvernement des travailleurs".

Pour d'autres, en l'abscence du parti, leur tâche consiste à "gauchir" ou à "déborder" les organisations économiques de la classe ouvrière, les syndicats. Ils reproduisent ainsi un vieux schéma anarcho-syndicaliste de prise du pouvoir: les ouvriers vont faire des grèves dures qui vont les conduire à l'autogestion de l'usine, autogestion qu'il faudra défendre par des milices ouvrières armées, usine par usine. Progressivement, le nombre d'usines contrôlé par les ouvriers dépassera celui contrôlé par la bourgeoisie; la classe ouvrière aura alors à souffler sur le pouvoir bourgeois pour qu'il s'écroule de lui-même, et elle pourra appliquer un "programme de transition" que Trotsky a écrit pour la classe ouvrière et qui n'a pas changé depuis. Quel est le rôle du Parti dans le processus révolutionnaire? Quel est le rapport entre l'avant-garde et les masses? Quelle est la conception léniniste du parti du type nouveau? Les trotskystes n'en disent mot, évidemment, mais ils font tout en leur possible pour dénigrer les victoires du prolétariat qui ont fourni des réponses concrètes à ces questions: dans l'URSS de Lénine et de Staline, en Albanie, au Vietnam et en Corée, et en Chine populaire dont ils disent qu'elle est dirigée par une crapule ou par un bureaucrate, Mao Tsé-Toung!

En milieu étudiant, glorifiant le spontanéisme, certains groupes développent une pratique gauchiste et aventuriste, mettent de l'avant des actions de commandos, etc... Refusant le fait que les OPM soient permanentes, de la même façon qu'ils ont refusé que le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières devienne permanent après la grève des ouvriers de Firestone; ils comptent ainsi être les seuls à récupérer les acquis des luttes des masses. En fait, ces groupes s'opposent à l'unité au sein du mouvement étudiant comme au sein du mouvement ouvrier.

L'ANARCHISME

Le caractère petit bourgeois du milieu étudiant favorise l'éclosion de multiples groupements qui y développent une pratique gauchiste et activiste dont l'anarchisme est le représentant le plus résolu. L'anarchisme comme courant politique est disqualifié depuis fort longtemps, i.e., depuis les luttes conséquentes de Marx et de Lénine contre Bakounine et les différentes sectes de terroristes russes. En l'abscence du Parti ouvrier révolutionnaire, leur tâche est de s'opposer aux conditions de son édification, notamment l'unité des m-l et le développement des OPM tant dans la classe ouvrière qu'en mouvement étudiant. Contre toute forme d'organisation, ils sont aussi contre toute forme de direction. En milieu étudiant comme dans la classe ouvrière, ils glorifient le spontanéisme, l'action radicale en elle-même sans stratégie d'ensemble et sans lendemain; ils s'opposent au développement des organisations qui vont canaliser la combativité réelle des masses, sous prétexte que l'organisation va brimer la spntanéité. Leur combativité réelle en certaines occasions se transforme en un frein lorsqu'elle mène à l'aventurisme

RELENTS DU LOCALISME

Ceci n'est pas une ligne politique à proprement parler, mais plutôt la manifestation d'une ligne économiste qui se dévoloppe dans la classe ouvrière dont l'application en mouvement étudiant heurte de front l'idée d'une politique d'ensemble ralliant le mouvement étudiant. Ceci est l'attitude de quelques groupes qui, au hasard d'une lutte ou d'un affrontement avec l'administration locale, limitent volontairement leur travail militant au strict niveau local et refusent l'élargissement d'un mouvement étudiant. Sans perspective d'ensemble du mouvement étudiant dans la

refusent l'élargissement d'un mouvement étudiant. Sans prespective d'ensemble du mouvement étudiant dans la lutte des classes au Québec, ils se replient dans un module, un département ou une faculté afin, disent-ils, de s'y implanter solidement, délaissant les tâches d'organisation d'agitation et de propagande à l'échelle du collège, de l'université ou du mouvement étudiant dans son ensemble. Parfois, sous prétexte que l'origine de classe des étudiants est majoritairement petite bourgeoise ou bourgeoise, ils refuseront toute perspective d'un travail de masse parmi ces étudiants de peur d'être contaminé par le réformisme

inhérent, disent-ils, aux masses étudiantes, En cela, ils refusent très clairement l'enquête et la propagande parmi une faction importante du mouvement de la jeunesse dont les luttes et les prises de position peuvent être résolument anti-capitalistes anti-impérialistes et contre l'opression nationale pour peu qu'une direction idéologique et politique conséquente soit insufflée à ce mouvement. Mais bien sûr, cela implique un travail long, suivi et élargi, et cela implique surtout qu'on possède cette perspective politique. En résumé, le localisme, par les effets qu'il entraîne, est un style de travail qui recouvre une ligne politique erronée. Ses effets sont la groupuscularisation des militants et le corporatisme de leur pratique qui' dans bien des cas, se limite à la lutte pour des réformes de structures ou de programmes de cours, etc... Ce qui ne veut pas dire que nous sommes contre, en principe, le fait de travailler au niveau local le plus près des masses, au contraire: nous sommes contre le fait d'élargir l'isolement en théorie.

OUVRIERISME

Avec la faillite de la "révolution tranquille", qui correspondait pour le Québec au commencement de la crise mondiale de l'impérialisme, la classe ouvrière et les masses populaires ont développé une combativité accrue contre les attaques de la bourgeoisie, si bien que la question du POR est maintenant à l'ordre du jour du mouvement ouvrier, c'est-à-dire qu'elle s'inscrit dorénavant comme une perspective véritable aux luttes de la classe ouvrière et non plus comme une question abstraite et lointaine. Les différents fronts communs à la base, comme à Jolliette ou à Rimouski dans le cas des grèves de Firestone, Gypsum et Québec Téléphone, attestent du profond désire d'unité qui anime présentement les couches combatives du prolétariat. Il n'est pas faux de dire que nous sommes maintenant à l'étape de l'édification du parti de la classe ouvrière.

Par ailleurs, cette combativité et cette élévation de la conscience de classe du prolétariat et des masses populaires marquent toute la société et par conséquent le mouvement étudiant, dont une petite partie commence à identifier le prolétariat comme le guide et le moteur de la révolution sociale. Ce qui amène de nombreux groupes d'étudiants à développer le travail pratique de soutien aux luttes ouvrières, de diffusion des acquis de ces luttes en milieu étudiant, et ainsi de suite. Ce travail est essentiel et bien peu de choses ont été faites jusqu'à maintenant pour atteindre de larges couches d'étudiants. Mais certains groupes, surestimant le rôle politique du soutien aux luttes ouvrières en viennent à nier les tâches spécifiques du travail politique et idéologique en milieu étudiant. Le soutien devenant ainsi la seule base de lutte contre l'école capitaliste. Il est alors conséquent pour eux d'abandonner les luttes et l'organisation en milieu étudiant, d'abandonner le travail de propagande et d'agitation large auprès des étudiants et de nier le rôle politique du mouvement étudiant dans la lutte des classes au Québec actuellement, sous prétexte que les étudiants sont réformistes et petits-bourgeois par "nature".

Cette surestimation des tâches de soutien procède d'une impossibilité d'analyser la conjoncture politique actuelle à notre avis. Pour eux, puisque la classe ouvrière est la classe révolutionnaire, pas question de travailler avec la masse des petits bourgeois si ce n'est pour en faire passer quelques-uns "sur les positions de la classe ouvrière", disent-ils, et surtout pas question de bâtir un mouvement de masse, de développer les luttes étudiantes sur des bases anti-capitalistes, anti-impérialistes et contre l'oppression nationale, mouvement qui pourrait constituer une force d'appoint non-négligeable à la classe ouvrière dans sa lutte. Voilà où conduit cette "logique". A l'étape actuelle de lutte pour l'unité en vue d'édifier le parti, ces militants ne comprennent pas que nous ne sommes pas à la veille de la révolution socialiste au Québec et ils ne voient pas que le mouvement étudiant peut très bien accomplir des tâches démocratiques essentielles au développement qualitatif du mouvement de masse, pour peu qu'une direction marxiste-léniniste soit donnée à ce mouvement.

Toutes ces orientations erronnées constituent à des degrés divers autant de freins à la pénétration même d'une réelle perspective d'un travail de masse conséquent en milieu étudiant. Voilà pourquoi nous avons consacré une partie de ce texte à les analyser, parfois de façon bien sommaire et bien schématique, nous en convenons; sur cette base, nous pouvons maintenant développer plus à fond nos remarques sur les difficultés du travail de masse, avant d'en arriver aux tâches des marxistes-léninistes qui se démarquent nécessairement par rapport à ces orientations erronées.

DIFFICULTES DU TRAVAIL DE MASSE

Nous disons qu'il existe présentement un lien contradictoire entre l'unité des militants et l'accomplissement des tâches qu'implique le travail de masse, parce que l'unité est à la fois un objectif et une condition de réalisation de ce travail. Nous ne prétendons pas être en mesure de fixer un programme complet d'intervention dans le milieu étudiant; nous voulons plutôt indiquer l'orientation générale que devrait prendre ce travail, sur la base de ce qui a été dit précedemment et à la lumière du bilan pratique du COPE qui suit.

Il va de soi que ces tâches comprennent aussi bien le débat et la lutte idéologique et la clarification des tendances liquidatrices et récupératrices du mouvement étudiant que la mise en oeuvre d'un réel travail de liaison effective aux masses étudiantes. Le débat doit avoir lieu au cours du travail pratique et non dans le cadre de rencontres entre les divers groupes. Mais ce débat doit permettre également d'offrir à court ou à moyen terme une alternative organisationnelle qui saura regrouper les étudiants progressistes du milieu et impulser un travail d'enquête, de propagande et d'agitation sur les problèmes qui confrontent le milieu actuellement.

Ceci implique que les militants soient prêts à organiser ce travail de masse et qu'ils aient une perspective claire de l'insertion de ce travail dans la lutte des classes au Québec.

Jusqu'à présent, diverses expériences ont donné de bons résultats, mais pour un temps seulement. La division idéologique, mais aussi l'incapacité de traduire les aspirations des étudiants en lutte dans les organisations permettant le débat et la large mobilisation des masses ont empêché les OPM de se développer. La voie que nous proposons n'est pas simple, au contraire, elle implique la réalisation de nombreuses tâches absolument essentielles si on veut que les OPM se développent. Ces tâches seront généralement les suivantes:

1-un travail d'enquête large dans le milieu (cf. texte sur l'enquête au COPE qui suit.);

2-un travail constant de propagande large, par des assemblées, débats-midis, films, journal et tracts;

3-une activité pratique de support des luttes étudiantes sur tout le campus et une coordination de l'agitation dans le milieu;

4-une participation active aux tâches de soutien aux luttes ouvrières, ce qui implique un réel travail de propagande dans le milieu et une liaison avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières;

5-une liaison entre les différentes OPM étudiantes.

Ce travail est essentiel et il concourt lui-même à la résolution des contradictions entre les diverses tendances, dans la mesure où la pratique permet de vérifier concrètement la validité d'une ligne politique (stratégie, tactiques

qui incarnent cette ligne). Car il faut bien se rendre à l'évidence: si les militants sont divisés entre eux, l'ensemble des militants est relativement coupé de la réalité des masses étudiantes. Quelles sont les contradictions précises de ce milieu? Quel est le degré de conscience des diverses couches d'étudiants? Quels sont les effets pratiques, les marques concrètes de la lutte des classes en milieu étudiant? On ne peut prétendre réaliser l'objectif à moyen terme de l'OPM si on ne peut répondre à ces questions, et la seule façon de se donner le moyen d'y répondre, c'est encore de commencer le travail concret parmi les masses étudiantes.

2.4. RÔLE DES MARXISTES—LENINISTES EN MILIEU ETUDIANT

> "Ces quatre dernières années ('68 à '72, NDLR), la lutte politique des étudiants dans les métropoles impérialistes a ébranlé le pouvoir du capital. (...)
>
> Un important aspect de la lutte de la jeune génération est la lutte politique contre l'agression impérialiste et révisionniste, qui se traduit par la solidarité internationaliste avec la lutte des peuples d'Indochine(...) et avec la lutte des étudiants des divers pays du monde pour la liberté, le progrès et les droits démocratiques.(...)
>
> Ces faits témoignent du sentiment de protestation et d'opposition générale au système capitaliste existant, sentiment qui s'est emparé de la jeune génération, au point que les idéologues bourgeois eux-mêmes ont été obligés de la qualifier de "génération révoltée" ".
>
> (Arquile SEMINI, *"La génération révoltée"*, in Albanie Aujourd'hui, no. 2, 1972, reproduit dans Mobilisation, vol. 2 no. 4. pp. 10-14)

L'histoire des luttes étudiantes est absolument indissociable de l'histoire des luttes de classes au Québec. C'est ainsi que l'essor du mouvement étudiant durant la révolution tranquille s'inscrit bel et bien dans le processus de lutte de la petite bourgeoisie qui cherche alors à s'assurer une place au soleil grâce à la réforme scolaire et à la transformation de l'appareil d'Etat. Les luttes de l'UGEQ pour assurer que la réforme scolaire se mène jusqu'au bout indiquent bien les attentes de cette fraction de la petite bourgeoisie. Par ailleurs, l'impulsion d'une activité de soutien à certaines luttes de la classe ouvrière, (Ayers, Lagrenade, Seven-Up, Lord) et aux luttes anti-impérialistes dans le monde, particulièrement en 1967 lors de la visite des représentants du F.N.L. vietnamien à Montréal, alors que l'UGEQ organisa une grande manifestation qui se terminera par un violent affrontement avec la police devant le consulat américain, marque déjà la volonté d'une minorité radicale et progressiste de rallier le camp de la classe ouvrière et du peuple devant la montée de la répression politique et l'aggravation de la crise économique mondiale et ses effets au Québec (chômage, inflation).

Ces actions ont constitué les premiers jalons d'une prise de conscience politique d'un nombre grandissant d'étudiants à l'effet qu'il ne fallait plus réclamer un réaménagement de l'école et de l'Etat, mais bien plutôt lutter pour une transformation radicale, révolutionnaire de la société, l'abolition du capitalisme, l'écrasement du pouvoir bourgeois. Cette prise de conscience amenait les étudiants progressistes à quitter le mouvement étudiant pour aller militer dans les groupes populaires, les comités d'action politique et parfois les syndicats ouvriers. Périodiquement depuis 1966-68, on voit des générations de militants se succéder dans le milieu qui entament ce mêmeprocessus: luttes étudiantes suivies d'une prise de conscience et d'un abandon de ces luttes pour les luttes ouvrières et populaires.



Le grand mouvement de masse contre le bill 63, automne 1969

Ce processus comporte deux aspects contradictoires. D'une part, il est important que les intellectuels révolutionnaires en général rejoignent les rangs de la classe ouvrière afin d'accélérer ce que Lénine appelait la fusion du socialisme avec le prolétariat, et ainsi jeter les conditions de création du POR. A l'étape actuelle, c'est la tâche essentielle des marxistes-léninistes. D'autre part, il ne faut pas se couper brutalement d'un milieu qui, malgré une prédominance constante de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, peut quand même mener de dures luttes contre l'Etat bourgeois, et produire bon nombred'intellectuels progressistes, sinon révolutionnaires. L'essor du capitalisme des monopoles fournit une conjoncture particulièrement favorable en ce sens, puisque la croissance extrêment rapide de l'Etat et de l'appareil scolaire ces dernières années ne peut faire autrement que d'aviver les contradictions inhérentes à l'école capitaliste. Mais pour que ceci se réalise effectivement, il faut que les marxistes-léninistes développent leur travail sur front secondaire, secondaire par rapport à leur priorité dans la classe ouvrière, et qu'ils contribuent à fournir une orientation juste à ces luttes. Rappelons la citation de Mao:

> "(...) En Chine, c'est d'abord parmi les intellectuels et les jeunes étudiants que les idées du m-l ont reçu une grande diffusion et trouvé une large audience. On ne peut réussir à organiser les forces révolutionnaires et à accomplir le travail révolutionnaire sans la participation des intellectuels révolutionnaires."

Parce qu'ils font partie du mouvement de la jeunesse et qu'ils sont une composante des intellectuels, et parce qu'ils vivent dans les écoles traversées par les contradictions du capitalisme, les étudiants peuvent se mobiliser massivement, rapidement, et parfois radicalement dans des conflits avec l'Etat bourgeois, avec le pouvoir bourgeois. Le tout est de savoir quelle orientation va-t-on donner à ces conflits, quels intérêts va-t-on défendre au profit de qui, de quelle classe va-t-on lutter et quel est le rôle des m-l dans ce processus?

LA TACHE PRINCIPALE DES M-L

La tâche essentielle de marxistes-léninistes au Québc demeure la jonction du marxisme-léninisme, de l'idéologie prolétarienne, avec les couches les plus combatives, les plus avancées du prolétariat. Sans cette jonction, le mouvement ouvrier sera récupéré par une forme ou l'autre de l'idéologie bourgeoise: social-démocratie, nationalisme, révisionnisme. Il ne faut pas se le cacher, la prespective d'un mouvement ouvrier dominé par une quelconque forme de parti social-démocrate, nationaliste ou rivisionniste devrait inciter les marxistes-léninistes à conjuguer leurs efforts, donc à poursuivre la lutte pour l'unité, dans le but de faire pénétrer davantage le marxisme, le léninisme, et la pensée de Mao Tsé-toung dans la classe ouvrière. Sans cette lutte idéologique, comment peut-on organiser les ouvriers combatifs sur une base réellement révolutionnaire, marxiste-léniniste? Par ailleurs, les marxistes-léninistes doivent également développer le travail organisationnel dans la classe ouvrière afin de concrétiser les effets de cette lutte idéologique et de fournir une alternative révolutionnaire aux ouvriers en lutte. L'objectif stratégique de ce travail: l'édification du POR. "Travailler à l'édification du Parti est en effet la tâche essentielle de toute organisation marxiste-léniniste, cela constitue sa raison d'être." (E.D.J. EN LUTTE!, Cahier no 10, *"EN LUTTE! Après une première année de travail"*, 1974, p. 7) Ceci implique également que la pénétration des marxistes-léninistes dans la classe ouvrière et les couches du peuple opprimées devra se renforçer qualitativement; l'essor des organisations de masse ouvrières, tels les comités de base dans les usines, le CSLO, les fronts communs et les comités de solidarité régionaux fournissent aux marxistes-léninistes l'occasion de se lier aux masses en lutte et d'entreprendre un réel travail d'agitation et de propagande large, bref, permet le développement et l'affermissement de la ligne de masse indispensable aux marxistes-léninistes.

LES TACHES DES M-L DANS LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

C'est en rapport avec cette priorité qu'il est possible d'identifer les tâches des marxistes-léninistes dans le mouvement de la jeunesse, mieux, c'est en fonction de l'objectif stratégique de l'édification du POR qu'il est possible d'envisager la nature et l'ampleur du travail à réaliser non seulement dans le mouvement de la jeunesse, mais également parmi les chômeurs, les assistés sociaux, les femmes, les enseignants, et ainsi de suite.

A l'étape actuelle de consolidation de l'emprise de la bourgeoisie monopolitste sur tous les secteurs de la vie du peuple, et à l'heure de la crise mondiale de l'impérialisme causée en grande partie par la montée des luttes ouvrières et des luttes du prolétariat et des peuples du Tiers-Monde, le mouvement de la jeunesse et en particulier le mouvement étudiant est une composante du peuple qu'il ne faut psa négliger. Dans un discours au VIe Congrès du Parti du Travail de l'Albanie, le dirigeant du Parti, Enver Hoxha a dit:

> "Une autre particularité de la lutte des classes contre le système exploitateur capitaliste et la politique impérialiste est le déclenchement généralisé du mouvement de la jeunesse et étudiant, qui se transforme en une puissante force révolutionnaire de notre époque... Elle est maintenant à la recherche de la vérité et la vérité conduit et la conduira à coup sûr vers l'union avec la classe ouvrière, vers la révolution." (tiré de l'article de Arquile SEMINI)

Il est du devoir des marxistes-léninistes de canaliser et de contribuer à l'organisation du mouvement de lutte des étudiants contre l'école et l'Etat dans une perspective résolument anti-capitaliste et pro-ouvrière, et ce, dans la mesure des énergies disponibles à l'heure actuelle. Ceci veut dire que les militants doivent participer à ces luttes et surtout contribuer à l'élargissement des perspectives de luttes étudiantes vers les revendications de tout le peuple contre la répression, la main-mise impérialiste de notre économie, la gestion capitaliste de la société, le chômage, l'inflation, la corruption et l'oppression nationale. Ceci, va sans dire, implique un réel travail parmi les masses étudiantes. Quelle est la nature de ce travail?

> "Le travail à l'intérieur des masses estudiantines consiste essentiellement en une *activité de clarification idéologique et politique* d'une part et, d'autre part, en une *participation à l'organisation de ce mouvement* afin qu'il puisse utiliser au mieux ses forces (très limitées par rapport à celles du prolétariat) et transformer en actes ses potentialités." (in "perspectives tunisiennes" no. 8, du Groupe d'étude et d'action socialiste tunisien, p. 26. Souligné par nous.)

Entendons-nous bien: les étudiants ne forment ni une classe sociale ni a fortiori une couche du prolétariat? Il est impenssable que le milieu étudiant se range *en bloc* vers une orientation révolutionnaire, prolétarienne. Il faut bien davantage pousser le mouvement étudiant à accomplir ses tâches démocratiques jusqu'au bout, tout en ralliant au prolétariat certaines fractions davantage combatives de ce mouvement. C'est là le sens, à notre avis, de ce que Lénine entendait par *"Les tâches de la jeunesse révolutionnaire"* (texte publié en 1903 dans le journal "Stoudent" no. 2-3, Tiré de "textes sur la jeunesse", ed. du Progrès, pp. 104-123) dont voici un court extrait significatif:

"Ne va-t-il sans dire qu'on ne peut parler de la radicalisation des étudiants que d'un point de vue bien arrêté sur son contenu et son caractère? Pour un social-démocrate (un communiste, NDLR) par exemple, cela signifie: premièrement, *diffusion des idées social-démocrates* (communistes, NDLR) parmi les étudiants et *lutte contre les opinions qui*, bien qu'elles portent le nom de "socialistes-révolutionnaires", *n'ont rien en commun avec le socialisme révolutionnaire;* deuxièmement, *volonté d'élargir, de rendre plus conscient et plus résolu tout mouvement démocratique*, y compris le mouvement académiste (note: lutte pour des réformes dans la qualité de l'enseignement, etc...) parmi les étudiants." (souligné par nous)

Nous reviendrons sur la première tâche que fixe Lénine aux communistes travaillant en milieu étudiant et regroupés dans des cercles communistes. Le sens de la seconde partie de cette citation se comprend à la lumière des thèses léninistes sur la liaison entre les communistes et les masses, entre l'avant-garde et le couches opprimées du peuple. Pour Lénine, il fallait que les communistes utilisent *toutes* les manifestations d'opposition et de mécontentement de *toutes* les fractions du peuple contre l'autocratie tsariste afin de faire de la propagande et de l'agitation politiques parmi les larges masses, afin de montrer que seuls les communistes sont conséquents, que seule la classe ouvrière est prête à aller jusqu'au bout des revendications. Sur le mouvement étudiant, Lénine indiquait aux étudiants communistes qu'ils ne devaient pas s'opposer aux luttes académistes des étudiants mais, au contraire, qu'ils devaient *soutenir, utiliser* et *élargir* ce mouvement afin

"... d'influencer *sur le plan de l'idéologie et de l'organisation* les plus larges couches éveillées par le conflit en question, qui constitue souvent leur première expérience de conflits politiques." (in "le mouvement étudiant et la situation politique actuelle" publié dans la revue "Prolétari" no. 36, oct. 1908, tiré des textes sur la jeunesse p.134)

Cependant Lénine mettait les communistes en garde: il ne s'agit pas pour autant de prendnre sur soi la responsabilité d'un mouvement *bourgeois*, mais bien de l'élargir, d'y intervenir.

Il faut tirer les leçons de ceci pour notre situation. Lire Lénine, Hoxha, Mao en fonction d'une application vivante du marxisme-léninisme dans notre conjoncture propre. Nous croyons que les marxistes-léninistes rempliraient leurs tâches en milieu étudiant en travaillant concrètement à bâtir des OPM et à les orienter vers une perspective résolument anti-capitaliste et pro-ouvrière.

LES TACHES DES M-L AUPRES DES ETUDIANTS RADICAUX

Les luttes de masse menées par les étudiants conduisent parfois à de durs affrontements avec l'Etat ou la police, et de ces luttes émergent inévitablement des militants et des dirigeants plus ou moins conscients, plus ou moins politisés, mais certainement combatifs et révoltés. Les marxistes-léninistes doivent repérer cette minorité et la mettre au service de la lutte ouvrière et populaire. C'est là que la présence des marxistes-léninistes à l'école est déterminante: ces éléments ne viendront pas au marxisme-léninisme spontanément, mais bien parce que les marxistes-léninistes auront mené une lutte idéologique suivie contre les courants et les tendances que nous avons identifées plus haut, et qu'ils fourniront aux éléments avançés du milieu étudiant une alternative politique valable; cette alternative, ils ne pourront la présenter que s'ils militent activement dans les OPM et s'ils sont en liaison effective avec les luttes de la classe ouvrière, avec le mouvement marxiste-léniniste naissant.

Le débat et la clarification idéoligiques auprès de ces éléments n'auront d'ailleurs de sens, finalement, que si cette activité est combinée et liée au travail de jonction des marxistes-léninistes avec la classe ouvrière. A l'étape actuelle, les énergies des marxistes-léninistes doivent être orientées vers l'accomplissement de cette tâche fondamentale dans laquelle le POR ne verra jamais le jour. Regrouper les étudiants acquis au marxisme-léninisme au cours des luttes est dès lors une tâche pratique essentielle du mouvement dans son ensemble. Il faut la remplir en rapport avec la priorité stratégique, et en fonction des énergies disponibles. Pour les éléments radicaux, la perspective d'une liaison effective avec la classe ouvrière est primordiale si on veut que les intellectuels progressistes transforment leur vision du monde et s'imprègnent du point de vue du prolétariat.

3. Une expérience concrète: bilan d'une année d'activité du COPE à l' UQAM

UNE EXPERIENCE CONCRETE: BILAN D'UNE ANNEE D'ACTIVITE DU COPE A L'UQAM

Le bilan qui suit a été produit par un comité du travail d'été au Comité d'Organisation Provisoire des Etudiants de l'UQAM (COPE). Il couvre la période allant de la fin de la grève d'hiver '73 à la fin de l'année scolaire dernière [mai '74]. Bilan interne à l'organisation, ce texte n'explique pas les éléments factuels auxquel il fait référence. Aussi complèterons nous ce bilan par les notes explicatives nécessaires en marge du texte.

3.1. INTRODUCTION: POURQUOI AVOIR DONNE LA PRIORITE AU JOURNAL LA LUTTE CONTINUE

Au départ le journal *La lutte continue* se voulait l'*instrument d'une organisation*, instrument de diffusion de la ligne politique minimale mais surtout instrument du travail de masse. L'importance *prioritaire* du journal cette année tenait à notre avis à l'importance de la *propagande* de masse pour faire passer à l'ensemble des étudiants les *acquis* d'une année de lutte et pour que soient soulevés les problèmes et débats qui ont cours dans les masses étudiantes. Une propagande bien faite, "élargie" (i.e.

touchant toute question pertinante) et reliée à un réel travail de *liaison* avec les étudiants nous semblait être la tâche prioritaire étant donné que la perspective de *mobilisation* à court terme avait due être abandonnée.

L'activité principale des militants du COPE, surtout à la deuxième session, a consisté à publier le journal de masse LA LUTTE CONTINUE. *C'est pourquoi le bilan commence par la présentation des objectifs de ce journal pour ensuite le situer dans l'histoire du COPE.*

3.2. LE COPE DE L'APRES GREVE AU DEBUT DU JOURNAL

Avant de procéder au bilan du journal il est important de situer l'argument précédent à l'intérieur de l'histoire du COPE depuis la grève. Notre intention ici n'est pas de faire une chronologie mais de faire l'analyse des contradictions internes et de leur évolution.

Le COPE a été formé à l'occasion du conflit des frais de scolarité alors que l'administration a décrété des mesures drastiques de perception des frais de scolarité et d'expulsion des étudiants endettés. Le conflit a culminé dans une grève générale des étudiants qui a duré 5 semaines et qui s'est terminée par une défaite revendicative suite à l'intervention conjuguée de l'appareil politique (Cloutier et Bourassa en personnes), judiciaire (la première injonction contre des étudiants au Québec), policier (matraquage des étudiants sur les lignes de piquetage, interventions successives de l'anti-émeute), idéologique (média d'information) et administratif (proposition d'annulation de la session cours par cours). Placé devant un rapport de force clairement défavorable et avec peu de moyens d'élargir la lutte—faiblesse du mouvement étudiant dans les Cégeps, contexte créé par l'imprisonnement des militants syndicaux et présidents de centrales, manque de préparation des étudiants face à un conflit dont personne n'avait prévu l'ampleur—, le COPE a proposé la rentrée avec une perspective de lutte à l'intérieur de l'université. Cependant, pour une série de raisons—division créé par la décision de mettre fin à la grève, répression de l'administration et surcharge académique après la rentrée, lassitude des masses et des militants suite à une lutte poursuivie sans relâche depuis le début de l'année, imprécision de la stratégie de luttes à l'intérieur, etc.—la lutte à l'intérieur n'a pas connu les résutats escomptés.

Remarques générales:

1) le noyau de militants qui s'était formé pendant la grève était à la rentrée (celle de février comme celle de septembre) relativement coupé de la masse des étudiants qui pour une bonne part ne connaissait de la grève que ce que les journaux voulaient bien en dire.

2) ce noyau qui avait tiré sa cohérence de l'action et de la confrontation avec l'administration et le gouvernement se divise stratégiquement et tactiquement vers la fin de la grève.

Ceci nous amène à formuler une problématique qui nous semble explicative de la confusion organisationnelle du COPE depuis la fin de la grève. En ce qui concerne le mouvement de masse à l'intérieur de l'université, la question principale est bien celle du rapport de force entre les étudiants en lutte d'une part et l'état et ses administrations locales d'autre part. Il convient de noter cependant que dans ce rapport de force l'affrontement direct ne constitue qu'un aspect, l'aspect "crise", mais qu'en tout moment du travail militant la question du rapport de force (et donc celle du pouvoir en tant qu'il s'agit de restreindre la marge de manoeuvre de la bourgeoisie) demeure de façon directe ou indirecte la question fondamentale.

Au seul point de vue interne (i.e. le mouvement étudiant vu de l'intérieur par opposition au mouvement étudiant comme composante du mouvement social), la force (ou la faiblesse) du mouvement étudiant repose sur deux ou même trois aspects: a) le degré de conscience et de mobilisation des masses étudiants. La tâche principale à ce niveau est le "travail de masse" dans ses aspects lutte, propagande, agitation et organisation.

b) l'unité d'action des militants, c'est-à-dire des éléments les plus actifs du mouvement. La tâche principale à ce niveau est de développer la cohérence idéologique des militants en éclairant les objectifs et moyens d'action et en développant la capacité tactique des militants.

c) la justesse de la direction politique: vision claire des objectifs à long terme et des perspectives stratégiques, méthodes correctes de direction.

D'autres aspects entrent en ligne de compte comme par exemple l'élargissement du mouvement, c'est-à-dire l'établissement d'un mouvement étudiant homogène dans divers campus, etc. Une telle perspective d'élargissement ne fait cependant que reposer à un autre niveau les 3 principaux aspects déjà dégagés.

Ainsi, depuis la grève, un certain nombre de tâches ressortent mais de façon confuse:

-recréer le lien entre les militants et les masses

-développer un travail prolongé parmi les étudiants en vue d'assoir les prochaines mobilisations sur des bases plus solides

-développer un mouvement étudiant élargi pour rétablir le rapport de force contre le gouvernement.

L'accomplissement de ces diverses tâches passe cependant par la résolution d'une contradiction qui marque sans cesse le travail au COPE depuis la fin de la grève. D'une part la nécessité de développer un "travail de masse" est apparue pour les militants associés au COCO comme une tâche urgente quoique assez floue...

[*Le COCO désigne le comité de coordination formé en partie d'éléments m-l qui ont eu un rôle de direction pendant la grève.*]

D'autre part le développement d'un réel travail de liaison avec les étudiants supposait une unité des militants sur les tâches à accomplir mais aussi, on s'en est vite aperçu, sur les objectifs du mouvement étudiant et sur ses perspectives stratégiques. C'est pourquoi la question de l'unité des militants et donc la lutte idéologique entre des tendances opposées a monopolisé les activités du COPE allant jusqu'à le réduire en un lieu de batailles sectaires.

Avant d'analyser les tentatives pour résoudre le *contradiction travail de masse—unité des militants*, il convient de dresser un tableau des diverses tendances qui oeuvraient au sein du COPE.

On ne s'étonnera pas de trouver dans cette description des groupes politique formellement constitués parmi d'autres tendances plus "informelles". Le COPE première version [i.e. jan. '73 à jan. '74] apparait pour une bonne part—sauf pendant la grève—comme organisation reposant fortement sur la présence des groupes politiques.

FRAP. C'est le FRAP qui est à l'origine du COPE conçu au début comme organisation représentative devant servir de tremplin à la mise sur pied d'un syndicat étudiant à direction trotskyste. Le FRAP a constitué l'opposition officielle au COPE depuis sa transformation en organisation de lutte large. L'opposition au FRAP a constitué la base d'entente principale entre des groupes comme le GMR, le MREQ [illegible] la tendance m-l du COPE)associé à l'ex-journal ECOLE). Le FRAP qui n'avait pas eu de rôle politique important pendant le grève a tenté dès la rentrée de "pousser" son syndicat étudiant en évitant toutefois de dévoiler au grand jour ses objectifs. Ainsi dès la rentrée, la discussion sur la lutte à l'intérieur a pris la tournure d'un débat sur les structures de l'organisation. Pendant le travail d'été et à l'inscription du mois d'août '73 le FRAP pronera ouvertement le syndicalisme étudiant.

Précisons que le FRAP dont il s'agit ici est celui d'après le départ des caps ST-Jacques, Maisonneuve et Côtes des Neiges. L'objectif du FRAP en milieu étudiant était de développer une organisation étudiante représentative, avec des délégués élus, un exécutif, etc. et oeuvrant au sein des structures de participation de l'université. Le FRAP justifiait cette conception de l'organisation étudiant par la nécessité de défendre les intérêts étudiants lesquels,parce qu'ils s'opposaient aux visées de l'état, placeraient le mouvement étudiant sur les positions de la classe ouvrière dispansant ainsi l'organisation étudiante de se construire sur la base d'une ligne politique laquelle selon eux ferait peur aux étudiants et seraient un élément de division.

LA LIGNE DURE. Il s'agit là d'une tendance anarchiste organisée de façon informelle mais très efficace. La ligne dure se caractérise par son jusqu'au-boutisme, et son mépris vis-à-vis de toute direction politique. En particulier à l'UQAM, les anarchistes se caractérisent par un apolitisme marqué érigeant l'action en principe absolu. Dès la décision prise de mettre fin à la grève, la ligne dure a entamé un travail systématiquement de sape avec pour objectif de faire disparaître l'organisation étudiante.

LE MREQ

Le MREQ joua un rôle important au départ au COPE et pendant le boycottage de l'inscription de jan. '73 pour contrer les hésitations des militants du FRAP à engager une lutte de masse contre l'administration. Cependant le MREQ, après avoir eu un rôle plus effacé pendant la grève entame une critique gauchiste (la direction n'a pas été assez radicale, etc) et mettra de l'avant des positions tactiques jusqu'au-boutisme qui se confondront avec celles de la LIGNE DURE. Le MREQ va finalement quitter le COPE pour faire un travail de groupe et pour fonder le comité de soutien aux luttes ouvrières.

Le GMR. Le GMR développe dans un premier temps un travail de coulisse et assume un certain travail de direction en prenant des tâches d'organisation et de propagande. Le GMR fera du "lobbying" auprès du COCO et en particlier auprès de certains de ses membres. Après la grève, le GMR fait de plus en plus un travail de groupe en tâchant de faire alliance de façon opportuniste avec les groupes susceptibles de favoriser sa direction au sein du COPE. Lors du travail d'été et au mois d'août, le GMR mettra de l'avant sa plateforme trotskyste (seuls les militants sont organisables, flux et re flux, fronts conjoncturels, seuls les groupes politiques assurent la continuité, conception groupusculaire du mouvement étudiant, etc.).

LA tendance ML du COPE. Assurant les tâches de direction au COCO depuis le boycott de l'inscription, la tendance ml ne constitue pas un groupe mais bien un ensemble d'individus ayant eu un certain nombre d'expériences politiques communes. Rejetant l'action des groupuscules le COCO a pourtant joué le jeu des discussions sectaires. En l'abscence d'une ligne politique ml claire et d'un lieu pour en discuter, la direction des ml s'avère très faible dès la fin de la grève et est ballotée par les rapports de force entre les groupes. La confusion entre les niveaux d'organisation (organisation de masse, organisation d'avant-garde) amène une certaine confusion dans les tâches à accomplir de même que l'abscence d'analyse des contradictions au sein du COPE et l'abscence d'intervention concertée amène une direction par essais et erreurs. La tendance ml parle de travail de masse mais n'est pas en mesure de solutionner les contradictions internes entravent sa réalisation, d'où sa propension au volontarisme et à un certain gauchisme.

Pendant la grève la question de l'unité des militants du COPE trouvait sa solution dans les discussions tactiques dans lesquelles tous les militants étaient impliqués de façon directe. Suite à l'injonction les divergences commencent à se manifester surtout avec la ligne dure et sa position jusqu'au-boutiste. Après la grève se manifestant les premières hésitations quant au travail à faire. Les formes de la lutte é l'intérieur apparaissent très floues d'autant plus que les propositions d'action style commando du GMR ("rechauffement") accentuant le contraste vis-à-vis d'un autre type d'action d'aspect propagandiste et dont l'objectif serait de diffuser les acquis de la lutte à l'ensemble des étudiants. Le texte "bilan" produit par la tendance ml (pourquoi et comment poursuivre la lutte à l'intérieur) est boycotté surtout par la ligne dure (aussi le MREQ). Ainsi apparaissent les premières hésitations entre travail de masse et actions à court terme. Le COCO est balloté entre les divers groupuscules qui par ailleurs avancent l'idée d'une direction style "front commun des tendances" (représentation égale de toute les tendances au sein du COPE). Après quelques actions relativement réussies mais isolées (Prêts-bourses, occupation du 7ième, manif, 1er mai), le COPE diminue ses activités à cause de la période de rattrapage scolaire et ne peut développer un travail élargi à l'intérieur des masses étudiantes.

La période de l'été se voulait avant tout une période de clarification politique sur les objectifs stratégiques du mouvement étudiant. Sur la conception de l'organisation étudiante, les oppositions s'élargissent. La discussion autour du texte Pour une organisation politique de masse, ne peut être menée jusqu'à son niveau le plus concret (i.e. tâches et fonctionnement de l'organisation). Aussi, partant de visées stratégiques souvent opposées, les tendances au sein du COPE en arrivent à l'affrontement sur les tactiques à adopter pour la rentrée du mois d'août.

Une des tentatives de solutionner la question de l'unité à l'intérieur du COPE a été de recréer la "sainte alliance" anti-FRAP (tendance majoritaire anti-corporatiste). Cette tentative échoue parce qu'elle ne reposait pas sur un accord réel entre les groupes sur les objectifs et la conception même du mouvement étudiant. Ces divergences vont se manifester au niveau tactique concernant le boycott de l'inscription.

La question du boycottage de l'inscription d'août '73 se pose dans le contexte suivant. Un premier boycottage de l'inscription en jan. '73 avait amorcé le rapport de force visant à obliger l'administration à renoncer à sa politique d'expulsion des étudiants qui ne payaient pas comptant arrérages et frais de scolarité courants. L'effet de ce boycottage a été de retarder les expulsions à une nouvelle date d'échéance. C'est pour obliger l'administration à retirer cette date et negocier de nouvelles modalités de perception des frais de scolarité que la grève étudiante fut déclenchée. Elle se termina bien au delà de cette date d'échéance de telle sorte que l'expulsion des étudiants demeurait encore en suspend. C'est à ce moment là que l'administration annonce la tenue des prochaines inscriptions pour le mois d'août '73. Une assemblée générale suivie d'une occupation et d'une intervention retentissante de l'escouade anti-émeute avait pour but de dissuader l'administration de son projet d'inscription au mois d'août, convaincus que nous étions que ce serait là l'occasion d'exlpulser les étudiants et d'écraser le mouvement de protestation. Peine perdue et une assemblée générale adopte le principe du boycottage de l'inscription du mois d'août. Rendu au mois d'août, c'est la souricière. L'administration annonce à la toute dernière minute une stratégie parfaitement planifiée visant à expulser tout étudiant qui ne se plierait pas totalement et complètement à ses normes drastiques de perception des frais de scolarité. C'est donc dans ce contexte très difficile que s'entamera le débat sur la tactique à adopter alors même que la masse étudiante n'a pas encore réintégré l'université.

MREQ, Ligne Dure: rejettent le débat sur le passage des acquis de la lutte parmi la masse étudiante, ligne jusqu'au-boutiste, on rentre pas quoiqu'il arrive.

GMR: est contre mais ne propose rien

FRAP: on rentre, on fait des griefs, une conférence de presse, on négotie, on fait la grève... contre le boycott au nom du "droit à l'inscription"

COCO: il faut développer un travail de masse mais on a pas le choix, il faut boycotter pour ne pas rentrer à plat ventre, proposition d'inscription pédagogique.

La rentrée est un échec, tant au niveau revendicatif (les expulsion ont lieu) qu'au niveau de l'organisation étudiante qui se discredite. Puis c'est la tentative de solutionner au sommet la contradiction avec le FRAP par l'élection d'un nouveau COCO plus homogène. La perspective de mobilisation à court terme est cependant toujours présente. La reconnaissance des tâches de propagande n'aboutit pas dans les faits à un réel travail de masse.

Le débat se poursuit au sein du COPE, entre d'une part le GMR, un peu le MREQ, et le COCO qui *parle* d'un travail de masse et bon nombre d'individus qui veulent surtout s'éclaircir les idées. Ainsi, si pour la tendance ml et ses individues progressistes au sein du COPE la question du travail de masse et ses conséquences pratiques devient la question principale, en même temps qu'est abandonnée la perspective activiste, le GMR n'en continue pas moins à ramener le débat sur la question des "points chauds" et ne considère en fait le COPE que comme un lieu de recrutement pour le GMR.

La contradiction travail de masse—unité des militants n'est pas solutionnée mais éclate. Le GMR et le MREQ accentuent leur travail de groupe et développent eux-mêmes leurs comités larges sur des bases sectorielles. Le FRAP disparait (du moins comme organisation), la Ligne Dure se précipite à Vol 56 pour s'y faire finalement expulser par le GMR et le MREQ, un certain nombre d'étudiants retournent "à la base" dans leur module dans la mesure où le COPE ne constitue ni un lieu de coordination du travail de masse ni un lieu de clarification idéologique. La tendance ml du COPE se concentre sur la propagande par le journal, consciente des limites d'une propagande qui n'est pas appuyée sur un travail d'organisation mais jugeant que le journal est d'une absolue nécessité pour développer une liaison avec les étudiants notamment avec ceux des pavillons faibles de même que pour unifier les luttes locales dans un mouvement politique plus large remettant en question les politiques d'ensemble de l'état. La rupture entre les diverses tendances du COPE s'est finalement consommée avec la méfiance des groupes modulaires et le boycottage du GMR (comité Chili) et MREQ (comité de soutien) vis-à-vis du réseau commun de distribution, instrument d'enquête et d'organisation plus systématique parmi les étudiants.

Ainsi pourrait-on schématiser la polition des différentes organisations étudiantes à l'intérieur de l'UQAM (N.B. il s'agit pas d'un bilan des activités de chacune de ces organisations mais d'une présentation de leur orientation politique).

-le comité Chili. Formé au départ comme un niveau d'intervention de ce qui devait être une organisation étudiante unifiée et permanente, (COPE), le comité Chili s'est vite transformé en organisation sectorielle (i.e. travaillant sur un point précis et sans lien avec les autres niveaux de mouvement étudiant), limitant son travail d'organisation à ses seuls militants et délaissant tout travail d'organisation parmi les masses étudiantes. Le comité Chili a surtout développé un travail de propagande restreinte visant entre autres à ramasser des fonds. Le gros des énergies semble cependant avoir été consacré à un travail interne: formation, liens avec les autres comités Chili et actions directes (occupations, etc). Dominé dès le départ par le GMR, le comité Chili semble avoir été l'expression à bien des égards des positions trotskystes de ce groupe: opposition au COPE entretenue par le GMR sur la base de sa conception du mouvement étudiant (recrutement de "révolutionnaires", organisation des seuls militants regroupés autour de "points chauds", action minoritaire de style commando offrant un certain caractère prococateur, etc.), positions vis-à-vis du mouvement ouvrier (volonté de gauchir les syndicats en utilisant le mouvement étudiant), utilisation par le GMR de la question du Chili pour s'implanter dans defférents milieux et développer les orientations et formes d'orgaisation mises de l'avant par le GMR, etc.

-le comité de soutien aux luttes ouvrières. Le MREQ ayant développé des contacts avec les ouvriers de Firestone pendant l'été organisa parallèlement dans les deux universités et presqu'en cachette un comité de soutien luttes ouvrières. Cette initiative comme le groupe aimait bien l'appeler est arrivée dans qu'aucun débat à ce sujet n'ait lieu parmi les militants sur les deux campus. Ainsi parachuté ce comité de soutien se voulait, selon la conception du MREQ complètement indépendant du COPE qui lui n'avait pour tâche que de développer les luttes estudiantines. Comme le comité Chili, le comité de soutien était lui-aussi l'expression d'une certain conception du mouvement étudiant propre à un groupe politique qui ayant oeuvré à l'intérieur du COPE pendant la grève décide maintenant de travailler sur ses propres bases et faire cavalier seul. Ainsi non seulement le comité de soutien refusait de travailler au développement d'une organisation politique de masse en milieu étudiant mais considérait le soutien au mouvement ouvrier comme une tâche spécialisée n'impliquant pas le mouvement étudiant dans son ensemble.

En fait le comité de soutien ramenait la tâche d'appui au mouvement ouvrier à un travail concret de soutien (surtout participation aux lignes de piquetage et aux manifs) de la part des "intellectuels progressistes". Bien que que diffusant largement sa propagande le comité de soutien de par ses mots d'ordre et le caractère maximal de son argumentation ne pouvait concerner que les étudiants très politisés du campus. Le comité de soutien abandonnait donc lui aussi la perspective d'un réel travail de masse tant au niveau de la propagnade qu'au niveau des objectifs d'organisation.

-les groupes modulaires. La présence de groupes modulaires sur le campus cette année provient de plusieurs sources: d'abord la tradition de luttes modulaires à l'UQAM avec les caps: philo, sc. po., économie, plus une certaine pratique d'assemblées générales de module dans certains endroits (ex. animation culturelle); ensuite le changement de stratégie de l'administration qui' pour éviter des affrontements majeurs, applique ses politiques de rentabilisation capitaliste de manière spécifique, module après module en camoufflant autant que paossible les politiques d'ensemble qui guident ces mesures particulières; finalement l'incapacité du COPE de fournir une vision d'ensemble des tâches à accomplir à l'intérieur de l'université, divisé qu'il était autour de débat stériles entre groupes politique opposés.

Il faut également ajouter que le COPE désigne, par mot d'ordre de lutte à l'intérieur, la lutte modulaire comme un des pôles de la lutte contre les politiques réactionnaires de l'administration et de l'état.

Ces groupes modulaires ont pu développer un travail de masse auprès des étudiants de leur module. Cependant de par son caractère isolé et fermé ce travail n'a pu servir de support pour le développement de l'organisation politique de masse à l'université. D'une part le travail modulaire n'a pu être étendu à plus que quelques modules soit par manque de contacts (si on travaille uniquement dans son module, on peut difficilement développer un travail au Lafontaine, à Emile Gérard, etc.) ou parce que les conditions idéologiques sont plus difficiles (les groupes modulaires se développent surtout là où les contradictions dans la matière enseignée sont les plus fortes: philo, économie, sc. po., sc. juridiques..). De plus dans la mesure où les luttes modulaires ne sont pas liées à une perspective d'ensemble identifiant clairement l'ennemi au niveau de l'université et de l'école en général, l'enjeu politique qu'elles comportent n'apparaît pas toujours clairement et peut prêter plan au corporatisme et au réformisme ("avoir de meilleurs cours", "mettre l'université au service des ouvriers en ayant plus de cours marxistes"). Finalement le rapport de force qui s'établit au sein d'un module isolé est souvent très faible et très récupérable (conseils de module, commission des études, cocmités conjoints, etc.). Cependant ce travail modulaire a certainement été cette année une école de formation pour un grand nombre de nouveaux étudiants. Le participation souvent remarquable aux assemblées de module est significative du potentiel de mobilisation que recèlent les luttes modulaires.

Par ailleurs on doit constater que les faiblesses des luttes modulaires cette année (abscence d'orientation politique et de coordination centrale) ne font que réfléchir les faiblesses du COPE et devraient confirmer la nécessité d'un travail militant articulé entre les bases modulaires et universitaires.

BILAN DU JOURNAL *LA LUTTE CONTINUE*

On peut présenter de façon simplifiée les différentes préoccupations des militants du journal de la façon suivante:

—*Permanence*. Après l'échec de la rentrée de septembre et la division qui s'en suivit au COPE, il apparaissait essentiel d'assurer une continuité du travail et de démontrer une permanence du combat contre l'administration de l'UQAM et le Ministère de l'éducation. Il fallait donc soutenir un travail continu et régulier de propagande et maintenir une permanence combative dans le milieu.

—*Travail de masse*. Le journal se voulait l'outil d'une liaison minimale mais élargie avec la masse des étudiants. Minimale en ce sens que le journal avec son réseau de distribution pouvait permettre d'enquêter même superficiellement sur les conditions spécifiques à chaque milieu et sur la réception des étudiants vis-à-vis du journal; élargie dans le sens que cette liaison serait généralisée à toute l'université et non repliée uniquement sur le Read, (Pavillon des lettres et sciences humaines) élargie également dans ce sens qu'elle devait établir un réseau de distribution et une participation au journal ramifiée dans tous les pavillons.

—*Propagande*. Le troisième objectif des militants du journal était de prouver qu'il était possible de développer un journal de combat autofinancé et susceptible d'avoir de l'influence auprès des étudiants. Le milieu étudiant a connu toute sorte de journaux mais très peu ont pu développer un point de vue politique cohérent, résolument progressiste et capable de polariser le milieu en s'appuyant sur la sympathie d'une grande partie des étudiants. Rompant avec le journal corporatiste traditionnel, avec le journal freak ou le journal de clique, *La Lutte Continue* avait pour objectif de développer une propagande élargie unifiant sous un même point de vue (ligne politique minimale) les différents aspects d'une prise de conscience politique conséquente (luttes étudiantes, modulaires, universitaires, et à différents niveaux de l'école, luttes ouvrières, populaires et anti-impérialistes, front de la culture, actualité politique...).

On peut distinguer 3 étapes dans la courte histoire de *La Lutte Continue*.

D'abord le premier numéro fortement teinté du gauchisme qui a caractérisé la rentrée du mois d'août. De plus ce numéro n'a pas été produit par l'équipe de *La Lutte Continue* mais par des éléments de la «sainte alliance anti-Frap» (GMR, MREQ, tendance ML). C'est dans ce numéro qu'apparaît le «catalogue» des luttes à mener. Ce qui est significatif c'est que nous n'avons pas de bilan de ce journal (sa réception auprès des étudiants) si ce n'est que la première page était "ben drôle".

La deuxième période s'étend d'oct. '73 à janv. '74. Cette période correspond un peu à une période de rôdage. L'équipe du journal est formée mais est assez restreinte. Le journal est techniquement assez mauvais. Le réseau de distribution est boycotté par les groupuscules et n'a pas encore une fonction politique très claire.

La troisième période débute en février et provient d'une autocritique de la période précédente. On s'aperçoit que les articles ne «passent» pas. Le journal n'est pas beaucoup lu, à cause de son aspect technique bien sûr, mais aussi à cause de son caratère abstrait ou dénonciateur «à vide». Le journal se réorganise. L'équipe s'élargit mais pas encore suffisamment et se regroupe autour de chroniques régulières (thèmes de propagande: luttes ouvrières et populaires, front culturel, luttes étudiantes, analyse de l'école, etc.) qui doivent développer une stratégie de propagande. Un effort est fait pour diversifier les points de vue s'exprimant dans le journal («polémique constructive»), on accentue le caractère concret des textes. On essaie de développer l'enquête vivante, d'assoir les dénonciations sur des analyses concrètes autant que sur des constats politiques d'ensemble. La page éditoriale ne se contente plus de dénoncer l'administration mais tend à prend position sur les luttes modulaires, les tâches de soutien à la classe ouvrière, etc. Cependant l'imprécision de la ligne politique donne un caractère très général à ces prises de position. En somme, les militants du journal apprennent à faire une propagande correcte. Il ne suffit pas de parler d'une chose parce qu'elle est important, il faut s'assurer que notre propagande tienne réellement compte du niveau où en sont les étudiants en évitant toutefois de diluer le contenu politique; c'est au contraire en l'élevant et en le concrétisant que le journal peut s'assurer une certaine influence. Ainsi on s'est aperçu que notre propagande sur la classe ouvrière ne «passait» pas même auprès d'étudiants combatifs (on peut imaginer l'influence que pouvait avoir les tracts du comité de soutien aux luttes ouvrières...). Les militants du journal n'ont pas conclu qu'il fallait ne pas parler des luttes ouvrières parce que cela ne préoccupait pas les étudiants et qu'il fallait en revenir à leurs intérêts corporatistes mais qu'au contraire on devait en parler plus mais sur une base plus concrète et plus politique.

Ainsi les militants du journal se rendent compte dans la pratique des exigences énormes du travail de propagande. On doit dépasser le stade des généralités et des dénonciations abstraites et pousser les analyses concrètes, les enquêtes vivantes et documentées, la polémique contre les idées réactionnaires, etc. Ceci implique une mise en commun des ressources militantes et des liaisons plus

étroites avec les différents groupes étudiants, ouvriers et populaires. Ainsi *La Lutte Continue*, le *Ferment* (de l'université de Montréal) et pour le dernier journal *Trait d'union* (d'un CEGEP de Montréal) ont commencé à collaborer comme par exemple au niveau de la chronique sur la lutte ouvrière, sur les luttes étudiantes, sur le front culturel, etc... Une telle façon de procéder permet d'intégrer plus facilement de nouveaux militants, d'améliorer la propagande tout en unifiant différents groupes et permet également de mieux intégrer le journal dans des pratiques spécifiques. Donc, au niveau de la propagande proprement dite, malgré des insuffisances certaines, on peut dégager un bilan positif du journal au niveau de ses réalisations mais surtout des nouvelles perspectives ouvertes par la réorganisation du journal à la deuxième session.

Cependant, comme instrument de travail de masse et d'organisation, l'expérience du journal s'avère beaucoup moins heureuse. Il est clair que le travail de propagande n'est pas auto-suffisant et qu'un journal ne peut être réellement efficace que s'il sert les luttes et le travail d'organisation. Or *La Lutte Continue* devait être l'instrument d'une organisation alors que dans les faits le COPE avait cessé de fonctionner. Après les débats stériles au COPE et finalement son éclatement. La tendance ml du COPE qui prônait le développement d'organisation politique de masse en milieu étudiant se concentre sur un travail de propagande comptant sur le projet de réseau de distribution pour développer des bases organisationnelles dans le milieu.

Cependant, le réseau de distribution n'apporta pas les résultats escomptés. Boycotté dès le départ par les Comités Québec-Chili et de soutien, le projet de réseau de distribution ne pouvait remplir la fonction politique qui lui était assignée (pôle d'enquête d'abord, d'organisation ensuite) que dans un cadre politique d'ensemble qui lui était abscent; tactique pour développer le travail de masse, la stratégie qui devait la supporter n'a jamais été clairement dégagée. C'est pourquoi le réseau de distribution a surtout eu un rôle technique, d'ailleurs assez mal rempli. Les militants susceptibles de lui donner un peu plus de vie étaient accaparés par l'entreprise épique de publier 11 numéros d'un journal dans des conditions techniques et politiques très difficiles.

Il faut savoir que, depuis la grève, l'administration de l'UQAM était déterminé à «rayer le COPE de la carte»: refus de locaux pour le COPE et l'Assemblée Générale, refus de toute assistance technique si minime soit-elle, arrachage systématique des affiches du COPE en particulier et de toute affiche politique en général, confiscation (direction poubelle) de tous nos journaux, tracts, etc.

Cette abscence de ligne stratégique entravait non seulement l'établissement du réseau de distribution mais aussi le travail de rédaction. Les militants du journal ont systématiquement évité de parler de la question de l'organisation et du COPE dans le journal tellement la question apparaissait embrouillée. Ainsi en l'abscence de perspectives stratégiques claires, ceux-à mêmes qui faisaient le journal n'étaient pas sans se demander si cela valait vraiment la peine.

Ainsi la ligne politique dite minimale, était, dans ses conséquences concrètes très imprécise: quelle place donner aux luttes modulaires, quelles tâches doivent être assignées au soutien à la classe ouvrière, quelles formes concrètes doit prendre l'organisation, doit-elle être explicite ou sous-jacente, etc.? Ainsi, à l'instar des groupes modulaires, l'absence d'une plateforme politique claire pour le mouvement étudiant a-t-elle constituée une entrave au travail du journal comme instrument pour développer une organisation étudiante. Malgré que l'équipe du journal soit le groupe qui a développé le plus de liaison avec les différents groupes militants à l'UQAM et ailleurs, ces liaisons sont demeurées très insuffisantes. Cette abscence de liaison renvoie elle-même à l'abscence d'une organisation centrale qui aurait inscrit le journal comme instrument particulier d'un mouvement ramifié. Concernant les groupes modulaires, il faudra évaluer si la méfiance réciproque avec le journal tient aux difficultés antérieures du COPE où à une divergence de ligne politique concernant le travail à faire au sein de l'université.

REMARQUES SUR LA BILAN DU JOURNAL *LA LUTTE CONTINUE*

i) Concernant les critiques que nous formulons à la pratique du journal, il semble important de souligner qu'il ne s'agit pas d'une critique à postériori, formulation nouvelle et présente d'erreurs passées. Au contraire ces éléments critiques sont en fait des limites que les militants du journal ont pu dégager au fur et à mesure du développement de leur pratique et vis-à-vis desquelles ils ont réagi tant bien que mal pour en restreindre les effets.

ii) Concernant le caractère abstrait du journal (articles du comité de rédaction mais aussi des collaborateurs (cf. articles de certains groupes modulaires et autres), il convient également d'en saisir la cause à un niveau plus fondamental à savoir la relative coupure entre le journal et les diverses pratiques militantes dans divers milieux. Face à ce problème général en ce qu'il touche la pratique de propagande d'à peu près tous les groupes militants au Québec, on retrouve généralement deux attitudes dont la première a été dominante jusqu'à tout récemment encore (cf. l'affirmation de certains militants d'économie qui conseillaient à la rédaction de *La Lutte Continue* d'abandonner cet inutile travail du journal pour aller «s'implanter à la base» dans nos modules respectifs). Ainsi cette attitude qu'on pourrait qualifier de «capiste», en référence aux caps St-Jacques et Maisonneuve qui l'on défendue pendant longtemps prend prétexte d'un fait réel (propagande abstraite, coupure théorie—pratique) pour proposer une fausse solution qui consiste à atrophier le travail de propagande pour impliquer les individus à l'intérieur d'une «pratique ponctuelle» (i.e. locale dans le temps et dans l'espace). Nous croyons pour notre part que la solution ne réside pas dans «l'implantation à la base» d'individus isolés dans des milieux restreints mais dans un raffermissement organisationnel à l'intérieur duquel un journal, *La Lutte Continue*, ou le *Ferment*, ou le *Trait d'union*, etc. constituerait l'expression locale d'une propagande de masse élargie (dans son contenu et dans les milieux qu'elle vise à rejoindre), elle-même expression d'un vaste mouvement anti-capitaliste en développement au Québec. C'est donc dans une liaison réelle entre organisations locales ou sectorielles (modules, université, écoles, Comité de Solidarité, organisations progressistes, etc.), réelle voulant dire dans la pratique plutôt que de façon formelle (structures) que le caractère "coupé" de la propagande peut être transformé pour servir de support plus efficace au travail de masse.

4. Un nouveau départ

Introduction

En guise de conclusion, il nous semble essentiel de présenter aux lecteurs de *Mobilisation* les activités actuelles d'une des organisations étudiantes qui travaillent à la réalisation de cet objectif de construction d'une organisation politique de masse sur la base d'une plateforme anti-capitaliste et pro-ouvrière. Le bilan qui précède ayant permis au lecteur de se faire une idée plus exacte de l'histoire du COPE à l'UQAM, nous présentons de larges extraits de deux textes produits par cette organisation et qui tentent de formuler un projet concret de travail qui tienne compte des leçons de près de deux ans d'activités. Nous avons éliminé dans ces extraits les détails concernant l'organisation des diverses tâches énumérées.

Sur la nécessité du travail d'enquête à la base

Ce texte a été produit au cours du travail d'été au COPE et visait à établir une argumentation politique pour supporter un projet d'enquête de masse pour la rentrée de sept. '74 (NB En fait il s'agit de deux projets distincts d'enquête, l'un s'adressant aux «militants», et l'autre à de couches plus larges d'étudiants).

«Tous ceux qui font un travail pratique
doivent mener des enquêtes à la base...
Sans enquête, pas de droit à la parole.» (Mao)

On lit à la première page du bilan: «L'importance prioritaire du journal cette année tenait à notre avis à l'importance de la propagande de masse (1) pour faire passer à l'ensemble des étudiants les acquis d'une année de lutte et (2) pour que soient soulevés les problèmes et débats qui ont cours dans les masses étudiantes.» Très peu a été fait en ce qui concerne la dernière tâche; quant à la première, nous pouvons difficilement évaluer son degré d'accomplissement. Devant un tel état de choses, nous devons reconnaître que nos liens avec les masses ne sont pas très étroits.

Le travail que nous avons effectué cet été nous a permis d'analyser les résultats de notre travail de masse, de constater combien d'erreurs nous avons commises et combien de chemin il reste à faire. Rappelons sommairement quelques-unes des critiques que nous avons formulées à l'égard de notre style de travail. On constate en premier lieu que notre travail de masse a été fortement marqué par le volontarisme. Notre décision de boycotter les inscriptions «pour ne pas rentrer à plat ventre», les débats-midi que nous avons tenté d'organiser jusqu'à l'épuisement total des militants, le premier numéro du journal, qui apparaissait comme le «catalogue» des luttes à mener: ces trois exemples suffiront. En résumé, nous avons fonctionné trop souvent selon un schéma d'action pré-établi dans le but de réaliser à tout prix les objectifs que nous nous étions fixés, et cela très souvent sans tenir compte des conditions objectives et subjectives du milieu. Par ailleurs, nous avons souvent tenté de mobiliser les masses sur les problèmes qui nous semblaient importants alors qu'il aurait été plus correct de participer à la résolution des questions concrètes auxquelles les étudiants étaient confrontés. On reconnaît également avoir eu quelquefois l'attitude hautaine, sectaire et paternaliste de ceux qui croient avoir le monopole de la vérité.

Si nous ne voulons pas reproduire indéfiniment ces erreurs, nous devrons nous intégrer davantage aux étudiants, nous confondre avec eux et non nous placer au-dessus d'eux. Avec les autres étudiants qui participent au «travail d'été», nous essayons de comprendre nos erreurs, mais surtout de les corriger.

Pourquoi insister sur le travail d'enquête à la base?

Nous n'avons jamais nié l'absolue nécessité d'un tel travail; pourtant, lui avons-nous reconnu toute l'importance que l'on aurait dû? Certes, il est fondamental d'avoir une ligne politique de plus en plus claire, mais celle-ci ne servira à rien si l'on ne peut la lier à la pratique par manque de connaissance de la situation réelle. C'est l'enquête qui nous permettra de connaître la situation; la connaissant, nous pourrons partir de la réalité objective et non de nos désirs subjectifs, comme nous l'avons fait quelquefois. De plus, nous ne devrons pas oublier que «les conclusions se dégagent au terme de l'enquête et non à son début.»

Connaissant mieux les courants idéologiques qui traversent l'université, nous pourrons nous assurer de façon objective si les masses ont compris telle ou telle idée, si elles sont prêtes à passer à l'action. Si nous prenons au sérieux le travail d'enquête, nous éviterons de nous précipiter sur la moindre étincelle afin de «partir une grosse lutte» qui ne correspondrait pas au niveau de conscience des masses. Connaissant mieux les conflits de tout ordre qui éclatent dans le milieu, nous pourrons mieux intervenir dans les conflits qui sont, à l'université, le reflet de la lutte des classes. Connaissent mieux la situation réelle, nous pourrons améliorer la qualité de notre propagande et en récupérer plus facilement les effets, ce qui permettra de l'ajuster constamment et de lui faire servir davantage les luttes et le travail d'organisation. Par ailleurs, le travail d'enquête devrait nous donner l'occasion de développer l'initiative et la force créatrice des étudiants. Subjectivement, nous avons toujours voulu impulser le développement d'une organisation large et ouverte où chacun pourrait prendre part au travail, mais objectivement, nous n'avons pas souvent (sauf pendant la grève) été capables de faire connaître aux étudiants ni ce qui était à faire, ni comment le faire. Enfin, quand les étudiants s'apercevront qu'*en pratique* nous sommes avec eux et non au-dessus d'eux, nous aurons plus de crédibilité auprès d'eux et nous pourrons connaître davantage les formes concrètes (même embryonnaires) de ce sentiment anti-capitaliste que nous voulons amener au niveau de la conscience et traduire en actions de plus en plus conséquentes.

Grâce au travail d'enquête, nous recouvrerons notre droit à la parole et nous pourrons élargir le débat sur la nécessité d'une organisation politique de masse avant une ligne politique minimale qui puisse se traduire en actes précis et jouer pratiquement un rôle de plus en plus clair dans le vaste mouvement de libération populaire qui se développe au Québec et ailleurs.

Perspectives du travail politique et tâches du COPE

Ce texte a été produit par le comité enquête du COPE en sept. '74 et sert de base d'entente pour le travail actuel.

Le comité d'organisation politique des étudiants tient à réitérer son orientation politique fondamentale, à savoir:

— Démontrer et dénoncer par un travail d'enquête, d'analyse, de recherche et de propagande le fait que l'école, en général, et l'université, en ce qui nous concerne particulièrement n'est pas au service de la classe ouvrière et des couches populaires mais aux mains des intérêts de la classe capitaliste.

— Affaiblir et contrer les intérêts, les politiques et les idéologies de cette classe au sein de l'université par un travail d'agitation et de lutte autour de revendications concrètes, conjointement avec les diverses organisations progressistes existant à l'univesité.

— S'attaquer aux fondements de cette domination en développant un soutien de plus en plus large aux luttes ouvrières et populaires. Faire connaître et soutenir les luttes des peuples du monde contre le capitalisme, l'oppression nationale sous toutes ses formes et l'impérialisme.

De même que ses objectifs politiques
— Travailler à l'unification des organisations de masses et des étudiants progressistes en vue de construire une organisation de masse large à l'échelle de l'université.
— Contribuer à développer le mouvement étudiant tout entier comme force composante de la lutte de libération ouvrière et populaire au Québec.

Cette orientation et ces objectifs n'impliquent pas que le COPE prétend chapeauter toutes les luttes ni fournir à lui seul les éléments d'orientation politique et stratégique du travail de masse à l'université. Autrement dit, le COPE se veut une organisation de masse parmi les autres, avec cette particularité qu'il n'entend pas oeuvrer de façon sectorielle ou restreinte (i.e. Par exemple, s'occuper *exclusivement* des lutes modulaires, ou à l'opposé du soutien aux luttes ouvrières) mais, au contraire, prendre position et intervenir partout où ce sera possible et nécessaire, en appuyant les luttes et en permettant aux étudiants de développer une unité d'action et une unité idéologique qui ne jailliront pas de débats sectaires ou "intellectuels universitaires", mais de pratiques communes et d'un retour critique sur celles-ci.

Nous voulions maintenant indiquer les perspectives concrètes de travail que le COPE s'est donné à date pour les mois qui viennent. Loin d'être élaborées de façon définitive, elles n'en constituent pas moins un projet de base autour duquel pourront s'atteler les étudiants conscients de son importance. Seule sa mise en pratique pourra nous permettre de l'élaborer davantage.

Comme il a été mentionné plus haut, le travail d'enquête que nous comptons faire très bientôt nous donnera une connaissance réelle du milieu et permettra un premier niveau de débat politique large. Progressivement, au cours même de l'enquête, se dégageront les luttes les plus significatives qui se mènent au sein de l'UQAM. Nous serons alors de plus en plus en mesure d'identifier quelle lutte susciter ou soutenir prioritairement et comment contribuer (mot d'ordre, revendication, forme organisationnelle, etc.) à lui impulser une portée anti-capitaliste. Il est certain donc, que le COPE ne compte pas attendre la fin du processus d'enquête pour intervenir et se manifester dans le milieu sur des questions plus important comme, par exemple la réforme Despres, les démarches des Services

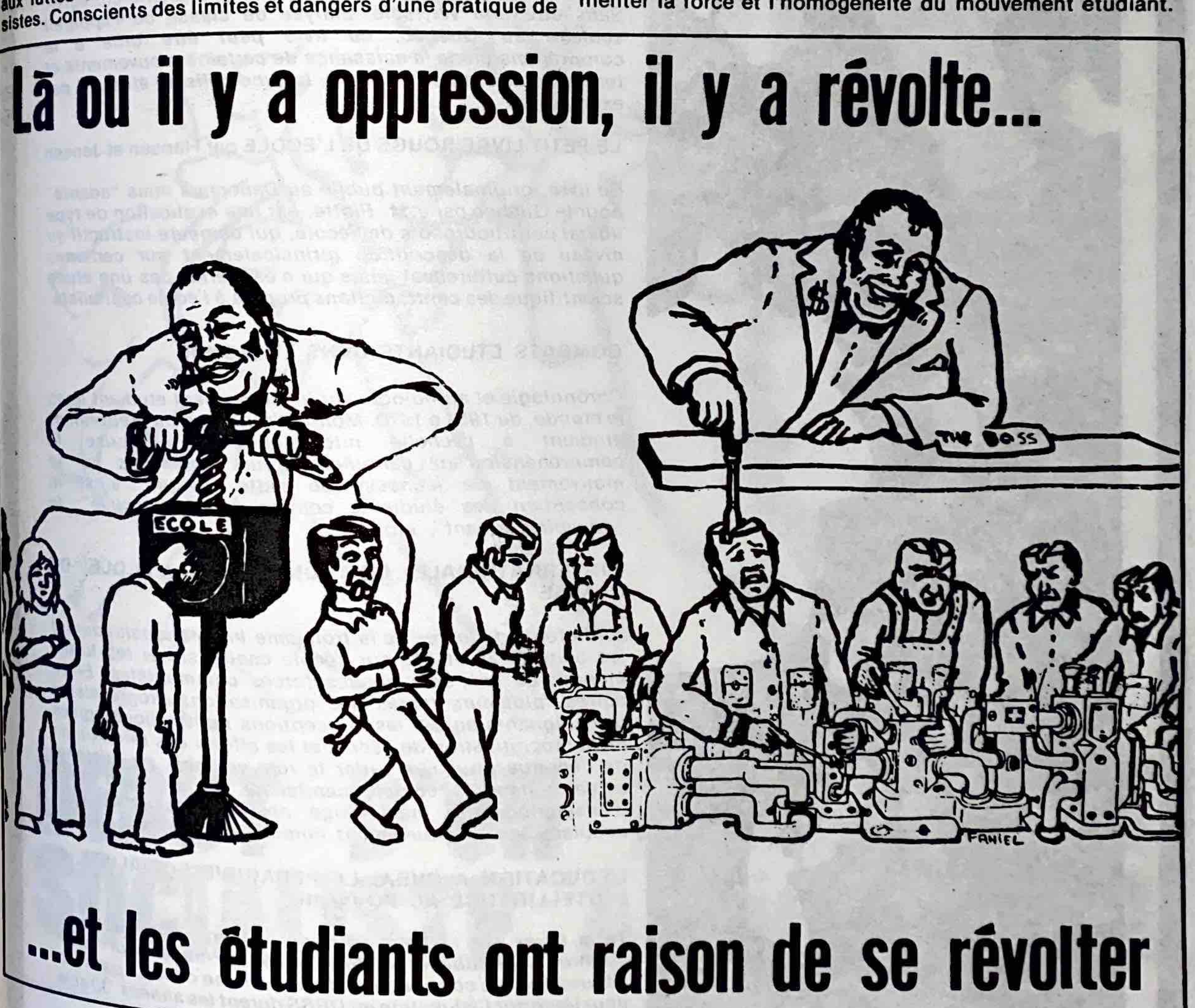


collectifs pour l'obtention des distributrices à l'UQAM ou l'offensive ouvrière de l'automne pour l'indexation et contre les injonctions.

D'autre part, sur la question du journal, l'enquête va permettre de nous révéler ce que les étudiants pensent de la *Lutte Continue* et si les militants, comme les étudiants voient la nécessité d'en reprendre la publication et conséquemment quelle forme et contenu on pourrait lui donner. Par ailleurs, le processus d'enquête devrait nous permettre d'élargir nos effectifs et de rassembler du matériel (dossiers, contacts, etc.) de sorte que le COPE puisse se donner un outil de propagande capable de dépasser "le stade des généralités et des dénonciations abstraites" et de pousser les analyses concrètes afin de mieux "servir les luttes et le travail d'organisation".

Une autre perspective de travail et non la moindre, est la participation du COPE au comité de soutien aux luttes ouvrières à l'UQAM. Nous croyons que le comité de soutien doit être une véritable organisation de masse et qu'il doit mettre de l'avant des activités permettant d'élargir le soutien aux luttes ouvrières à l'ensemble des étudiants progressistes. Conscients des limites et dangers d'une pratique de soutien "sectorielle" (appeler les étudiants à soutenir les luttes ouvrières sans indiquer la pertinence de ce soutien de par la réalité de l'université) ou *élitiste* (viser à rejoindre la seule minorité d'étudiants déjà très politisés sur cette question) les étudiants qui travaillent au COPE croient qu'il est possible de collaborer au sein du comité de soutien pour organiser diverses activités susceptibles de rejoindre un grand nombre d'étudiants progressistes et de les amener à faire le lien entre leurs luttes et celles du mouvement ouvrier et populaire et, conséquemment, à comprendre la nécessité d'apporter notre soutien à ces luttes.

Finalement, le COPE a noué des liens avec d'autres organisations de masse dans différentes maisons d'enseignement du niveau secondaire, collégial et universitaire. Nous croyons qu'il est important de développer des liens de plus en plus étroits avec ces organisations: d'une part, parce que nous faisons face au même ennemi et d'autre part, parce que nous pourrons ainsi tirer le maximum de nos diverses expériences sans que chacun ait à répéter les mêmes erreurs. Enfin, à plus ou moins long terme, on peut entrevoir des pratiques communes qui permettront d'augmenter la force et l'homogénéité du mouvement étudiant.



BIBLIOGRAPHIE



L'ECOLE CAPITALISTE EN FRANCE De Baudelot-Establet.

Ce texte, probablement le plus complet sur l'école de classe, étudie les aspects principaux de l'école en France, en tant qu'appareil idéologique d'Etat au service de la bourgeoisie, dont le but est la reproduction de la division des classes sociales et la prepuétation du mode d'exploitation capitaliste.

LES CLASSES SOCIALES AU CEGEP, par Escande, c.

Intéressante étude de la division sociale au niveau des étudiants de Cégep, du processus de division et de reproduction des classis effectué par le système collégial. Sans être une véritable analyse de classe de l'appareil scolaire au Québec, ce livre peut être utile à la compréhension de la naissance de certains mouvements et tendances en milieu étudiant, le syndicalisme étudiant par exemple.

LE PETIT LIVRE ROUGE DE L'ECOLE par Hansen et Jensen

Ce livre, originalement publié au Danemark mais "adapté" pour le Québec par J.M. Piotte, est une explication de type libéral petit-bourgeois de l'école, qui demeure instructif au niveau de la description [principalement sur certaines questions culturelles], mais qui n'est certes pas une étude scientifique des contradictions propres à l'école capitaliste.

COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE

Chronologie et anthologie sur le mouvement étudiant dans le monde, de 1954 à 1970. Montre l'évolution du mouvement étudiant à l'échelle internaionale et favorise la compréhension de certaines erreurs commises par le mouvement de jeunesse de cette époque, ainsi la conception des étudiants comme "classe sociale", le "pouvoir étudiant", etc...

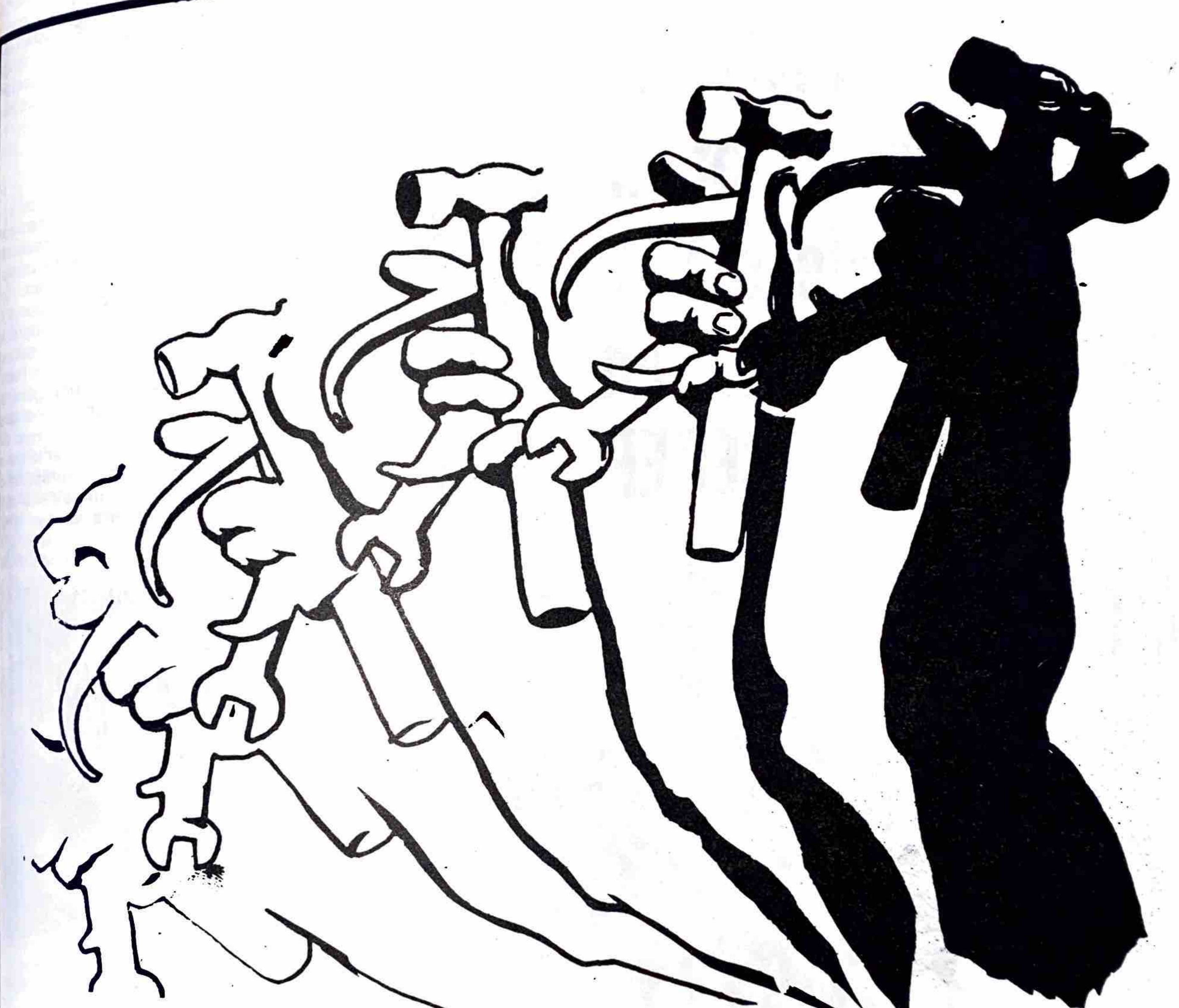
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET L'ECOLE DE CLASSE

Anthologie de textes de la troisième Internationale [durant les années '20 et 'ï&] sur l'école capitaliste et les luttes menées en son sein par les forces communistes. Entre autres, plusieurs textes des organisations progressistes d'enseignants contre les conceptions petites bourgeoises de démocratisation de l'école et les efforts des réformistes de l'époque pour camoufler le rôle véritable du système scolaire dans la société capitaliste. Ce livre est riche d'enseignements, mais exige des connaissances déjà acquises sur le mouvement communiste de l'époque.

L'EDUCATION A CUBA, LA PEDAGIGIE SOCIALISTE et **L'INTELLIGENCE AU POUVOIR**

Trois livres sur l'éducation dans les pays socialistes, le premier sur Cuba et la lutte qu'on y mène pour relier l'éducation à la construction du socialisme dans ce pays; le deuxième sur l'éducation en URSS durant les années '30 et le dernier sur la Chine socialiste actuelle.

NOUVELLE EDITION REVUE ET AUGMENTEE



DEBUT D'UN MOUVEMENT SOCIALISTE A MONTREAL

La lutte et l'organisation des professeurs dans un CEGEP

QUELQUES DONNES SUR LES PROFESSEURS

Les Cégep de la région de Montréal sont de grosses institutions. Dans le cas que nous traitons il y a plus de 300 professeurs. La plupart sont jeunes (moyenne d'âge de 27 ans), leur salaire moyen: environ $11,000 (avec des écarts de salaires très grands). Cette situation s'explique par la jeunesse du système collégial au Québec: la plupart des profs ayant moins de deux ans d'ancienneté, et par conséquent n'ont pas leur permanence (qui est accordée après trois ans), ce qui est à l'origine évidemment de bien des luttes.

CONDITIONS DE TRAVAIL

La quantité de travail (ou tâche) que doivent fournir les profs a deux composantes: le nombre d'heures de cours, et le nombre d'étudiants par classe. A cause de la fameuse norme 1-15, cette tâche n'a cessé d'augmenter aux cours des dernières années. Cette norme ne tient aucunement compte des besoins de chaque branche d'enseignement. Les étudiants au professionnel ont en général plus d'heures de cours par semaine et recoivent souvent leurs cours en groupes restreints par exemple. La croissance du secteur professionnel a donc conduit à une surcharge de travail absorbée par l'ensemble des profs (augmentation générale des heures de travail et du nombre d'étudiants par cours). Maintenant, il n'est pas rare de trouver des profs avec des classes de 40 étudiants, ce qui en plus d'augmenter le travail , limite gravement la qualité de l'enseignement (préparation des cours et amélioration des contenus). Pour pallier à cette crise, certains Cégeps ont alors recours à des profs



supplémentaires, non permanents et non syndiqués. En bref, on évalue le nombre d'heures de travail en moyenne à 48 heures par semaines, en plus des heures consacrées à l'étude ou à la formation.

LES SALAIRES

Le salaire est déterminé par la scolarité du prof et ses années d'expérience (chaque année de scolarité représentant $1000 et chaque année d'expérience, $300). Ainsi, deux profs qui effectuent le même travail peuvent se retrouver avec des salaires qui diffèrent de plusieurs milliers de dollars. Les écarts de salaires sont aussi marqués entre profs du professionnel (qui ont de l'expérience sur le marché du travail) et ceux du général (qui ont plus d'années d'école). Conséquence du front commun de '72: les salaires des profs sont indexés au coût de la vie.

SECURITE D'EMPLOI

C'est là le point chaud dans l'enseignement. Se préparant pour une baisse future du nombre d'étudiants, le gouvernement se refuse obstinément à accorder la sécurité d'emploi, tout au plus accorde-il la priorité d'embauche à ceux qui ont le plus d'ancienneté. Dans ses conditions, la permanence qui protège contre l'arbitraire de l'administration locale (un prof ne peut être congédié sans justification) n'est pas une garantie d'emploi. Dans un département où il faut licencier, les profs sont mis à pied en commençant par celui avec le moins d'ancienneté, permanence ou pas.

LES CONDITIONS SUBJECTIVES

L'individualisme est très fort. Chaque prof a l'impression de préparer "sa" matière pour "son" cours. Il a l'illusion de la liberté de sa travail même s'il ne contrôle rien sur le programme d'enseignement et les politiques d'éducation établis par le ministère. C'est ce qui explique que très peu de profs sont conscients du rôle de l'école dans la société capitaliste (reproduction des classes sociales) et voient plutôt l'école comme une lieu où l'on prépare de individus à la "vie" et être capables d'exercer un "jugement critique" sur le "monde qui les entoure". Cette conception de la liberté de l'école entre en contradiction avec les critères de rentabilité et efficacité du gouvernement: normes plus strictes, cloisonnement des programmes, etc... Le conflit apparait alors comme une lutte opposant d'un côté les profs et les étudiants, et de l'autre côté les technocrates du ministère de l'éducation. Cette vision des choses masque efficacement la nature de classe de l'école, ce que réalisent les idéologues capitalistes en la diffusant au maximum.

DIVISION ENTRE THEORIE ET PRATIQUE

Chaque prof tend à reproduire les connaissances acquises la plupart du temps à l'extérieur de ce même système scolaire, la majorité des profs n'étant jamais sortis de l'école de leur vie. Bref, on ne sait pas à quoi refère concrètement ce qu'on enseigne en théorie. Cette division découle logiquement du système scolaire capitaliste. Une minorité des profs progressistes (surtout en sciences humaines et lettres) tentent de donner un contenu différent à leurs cours, visant à développer une conscience sociale et des méthodes d'analyse marxistes chez les étudiants. A ce moment, le marxisme jouit d'une certaine popularité, à tort ou à travers chez plusieurs profs qui s'en réclament.

Face aux étudiants, les profs se sentent les "experts", les détenteurs du savoir. Peu de profs pensent vraiment que les étudiants ont leur mot à dire quant au contenu ou à la forme des cours.

FACE AU SYNDICAT ET A LA POLITIQUE

Surtout depuis les dernières luttes, la grande majorité des profs réalisent l'importance du syndicat, et même qu'il s'implique dans tous les aspects de la vie du collège (questions pédagogiques et autres...) qui sont toutes inter-reliées. Quant à l'implication du syndicat dans la lutte politique, cela reste l'apanage d'une minorité. A droite, dans les techniques administratives, l'esprit corporatiste demeure fort.

La majorité des profs sont péquistes (de droite ou de gauche). Une infime minorité de droite est anti-PQ, alors qu'une minorité de gauche amorce une critique du PQ comme un parti bourgeois. Parmi cette minorité, certains voient la nécessité de créer un parti de travailleurs.

LE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE

Le conseil d'administration d'un Cégep doit formellement être composé d'un directeur général, d'un directeur des services pédagogiques, de 4 représentants des profs, de représentants d'étudiants et des parents, et de membres co-optés. Cette réalité découle de la notion de "participation" qui a donné naissance aux Cégeps. En fait, ce c.a. n'a pas de pouvoir réel. Les directeurs manipulent à leur guise les profs, étudiants et parents délégués. L'administration du collège maitrise seule le fonctionnement complexe et technique de la baraque. Souvent, l'appui des parents et des membres co-optés fait en sorte que toutes les propositions de l'administration passent aisément.

En bas de l'administration sont situés les cours et la répartition des tâches. Ils sont l'instance décisionnelle et conservent une marge d'autonomie assez grande. Les départements sont dirigés par un prof élu par ses confrères (il reste syndiqué). Chaque département remet les programmes de cours à l'administration qui vérifie s'ils sont conformes aux normes du ministère. En général, tous les profs donnant un même cours forment une équipe de travail et produisent un plan de cours commun. Cette uniformisation est probablement plus poussée dans les secteurs techniques et science où la matière à enseigner est plus définie.

L'autonomie n'est donc qu'apparente. On est autonome tant qu'on entre pas en contradiction avec les normes du ministère. La majorité des profs ont donc l'impression qu'ils peuvent déterminer librement le contenu et la pédagogie des cours, à tel point que les actions de l'administration à ce niveau sont perçues comme des "ingérences". Cette illusion masque le contrôle de l'Etat sur l'appareil scolaire, qui détermine les programmes, les critères de sélection, bref le fonctionnement de l'ensemble du système. Quand les profs seront plus conscients de cette situation et tenteront de la changer, l' "ingérence" dans les départements sera plus grande. Mais tant qu'ils ne remettront pas en question collectivement et de manière organisée les politiques de l'Etat en éducation, la nature de classe des contradictions à l'intérieur de l'école ne pourra apparaître clairement.

LA COMMISSION PEDAGOGIQUE

Cette instance de consultation réunit profs, administrateurs et étudiants (quand ceux-ci la boycottent pas). Une des revendications importantes des profs a été de rendre cette structure décisionnelle, ce qui revient à demander le contrôle de la pédagogie par les profs et les étudiants. Encore là est présenté l'illusion que la lutte se situe entre technocrates d'un bord et profs et étudiants de l'autre bord.

C'est dans ce contexte général que des militants tentent d'intervenir dans ce collège, pour lier les luttes syndicales et l'explication de la nécessité d'engager un combat politique contre l'Etat capitaliste.

LE SYNDICAT LES LUTTES

L'histoire du syndicat commence en 1968, où dès le début les profs sont confrontés à la grande révolte étudiante

de l'automne. A ce moment, les profs de même que le syndicat naissant se divisent sur la question. les affrontements se centrent sur des questions assez idéologiques (pour ou contre la contestation). Après les évenements de l'automne. l'administration commence à frapper dur pour casser le mouvement. Pour les profs. cela signifie non-renouvellement de contrats pour les plus radicaux. ceux identifiés comme "pro-étudiants". Mais étudiants et profs réagissent: nouvelle grève générale. dont l'issue laisse le syndicat presque complètement détruit. C'est une défait complète: de plus la division s'est accentuée au sein des profs. Durant l'été, la FNEQ-CSN signe la convention dans laquelle sont impliqués les profs du Cégep. Cette convention reflète l'état de désorganisation du syndicalisme enseignant: c'est un recul.

L'ANNEE 69-70

Le syndicat reste affaibli après la tempête de 1968-69. Seul un groupe initié de profs participent au syndicat, et malgré quelques luttes sur les tâches, l'ensemble des profs reste marqué par l'esprit de "professionnels". Le syndicat demeure un organisme de "marchandage" de la force de travail des profs. Ni les profs qui y participent, ni la grande masse de la "majorité silencieuse" ne le concoivent comme un instrument de lutte capable de défendre les intérêts collectifs des profs.

L'ANNEE 70-71

De nouveaux effectifs entrent au collège, plus jeunes et plus combatifs. Le syndicat commence à exister véritablement. Les structures se solidifient, se démocratisent. De plus, les profs doivent se battre pour faire reconnaitre le syndicat comme le représentant des profs, à tous les niveaux, alors que l'administration lutte pour faire en sorte que ce ne soient pas de élus syndicaux qui participent aux diverses instances du collège. Derrière cette question se cache toute la nature des profs et de leur transformation de "professionnels" en "travailleurs salariés". Ainsi la conception traditionnelle du syndicalisme enseignant faisait de celui-ci la force de négociation pour les salaires, les conditions matérielles; alors que les profs, les professionnels devaient se charger avec les "autorités" de déterminer la pédagogie, etc... Cette lutte reflète la transformation réelle des profs, qui se manifeste au niveau de leurs idées sur le syndicat et l'école.

Face à la réalité. les profs sont forcés d'admettre qu'ils sont en train de devenir des exécutants dont les normes et les conditions de travail sont fixées par des patrons, par l'Etat. Ainsi, lors de la lutte contre la classification menée au printemps '71 par les profs de l'élémentaire et du secondaire à la CECM de Montréal, les profs du collège se sentent impliqués. On se rend compte qu'il existe bien une lutte entre deux forces. Les profs du collège organisent une journée d'étude sur la question.
Ce changement de mentalité se concrétise au syndicat avec la création d'un conseil syndical, d'un CAP, la participation au conseil central de la CSN à Montréal. Le syndicat des profs devient un organisme vivant. dynamique au sein des profs, ce n'est plus une "corporation".

Mais l'administration ne restait pas passive face à cette transformation. Ainsi. face à la journée d'étude sur la classification, elle force les profs à allonger la session, sans rénumération supplémentaire. Les profs refusent en bloc et l'administration recule.

Le bilan de cette année: une transformation importante a lieu au niveau des profs et de leur syndical. Ceux-ci se rendent compte de leur force collective. Toutefois. l'identification de l'ennemi est difficile. L'administration. souvent composée d'ex-profs. utilise les tactiques de collaboration. On a souvent l'impression que l'ennemi. ce sont les technocrates de Québec. Cette confusion mine une véritable solidarité effective parmi les profs. incapables de situer dans quel camp ils sont. ni qui sont leurs ennemis. Quant aux victoires syndicales (sur les tâches. la journée d'étude). elles sont minimes. Les idées que ces victoires colportent sont plus importantes: unis. on est capables de gagner contre l'administration et le ministère.

1971—72

Ce fut l'année du front commun. Dès le départ revient en question le type de syndicalisme: le syndicalisme de type corporatiste versus se lier aux autres travailleurs de la fonction publique. Pour bien des profs. on avait encore de la misère à accepter le fait qu'on est des employés de l'Etat comme les autres. qu'on doit faire la grève comme les autres. etc... En plus. se disaient-ils. pourquoi se battre avec des gens qui n'ont rien en commun avec nous si ce n'est d'avoir le même employeur. "On va être noyés dans la masse". Finalement. la voie de se lier avec les autres l'emporta (plus de 70% des profs votant pour la grève avec le front commun). Ce débat. lié à la revendication majeure des enseignants. la sécurité d'emploi. marquait un tournant dans le syndicalisme enseignant.

Même quand le gouvernement vota la loi 19. plus des deux tiers des profs votèrent pour la désobéissance civile. Plusieurs débrayages spontanées avaient déjà eu lieu.

D'autre part. un autre élément allait entrer en jeu: les étudiants. Les profs. non seulement obligés de se placer avec le "Monde ordinaire" du front commun, se virent dans la situation de négocier l'appui des étudiants. Les étudiants organisés dans une sorte de syndicat informel voulaient s'imposer comme partie prenante dans le conflit, à partir d'une peur de perdre la session, mais aussi avec le désir de participer à cette lutte qui prenait des allures politiques. C'est pourquoi les revendications étudiantes portaient non seulement sur des questions habituelles, mais touchaient aussi des domaines jusque là "réservés" aux profs: abolition de l'examen final, acrréditation des socio-culturels et des activités syndicales étudiantes, etc...

Là encore, la lutte entre les deux lignes apparait au sein des profs: va-t-on remettre en question le rôle du prof-maître d'école en négociant avec les étudiants? Aussi, pour les profs progressistes, était-il difficile de maintenir l'unité des profs, tout en ne concédant pas sur les principes avec le droite, et d'entreprendre une action commune avec les étudiants, tout en luttant contre les tendances corporatistes qui apparaissaient même chez les étudiants. La négociation avec les étudiants fut ardue. Ainsi, même si le principe d'une assemblée départementale paritaire profs-étudiants fut accepté, le mettre en pratique fut d'un autre ordre de problèmes. Cependant, malgré l'échec partiel de la réalisation de la collaboration profs-étudiants, désormais un principe était admis: les profs doivent considérer les étudiants comme interlocuteurs valables, comme partie prenante de la lutte. C'était aussi une étape dans la transformation de l'attitude des profs.

Après la période des grèves, l'administration comme dans le passé voulait allonger la session sans compensation pour les profs. Une nouvelle bataille fut engagée là-dessus, mais cette fois à l'avantage des profs. Toutefois le rapport de forces globale restait défavorable: sans conventions, dans l'attante d'un décret, les profs avaient perdu le terrain de la lutte au main de la "justice".

L'ANNEE 1972—73

Après l'année chaude qu'on venait de passer, le monde s'attendait à une année tranquille. Ce qui fut le cas... pour la première session. Au début de l'année, ce fut calme, le syndicat se renforcissait. Maintenant, dans toutes les instances où participaient des profs, ceux-ci étaient élus par l'assemblée syndicale.

Vint décembre et le décret. Le ministère voulut jouer la ligne dure, imposant à une bonne proportion de profs une

déclassification dans les faits, c'est-à-dire une baisse de salaires. La réaction tarda à venir mais se mit en branle lentement. On jouait sur les contradictions entre les administrations locales et le ministère. Ainsi, on réussit à faire en sorte que certaines administrations continuent de payer les profs selon leur ancienne classification: le ministère réplique, gèle les fonds du Cégep. Les profs s'organisent, et font à leur tour le "gel des cours: au lieu d'enseigner la matière, on explique la lutte aux étudiants. Mais la lutte à travers la province était très décentralisée, spontanée. En même temps que cela favorisait l'initiative de la base, cela éparpillait et affaiblissait le mouvement. Dans notre Cégep, dans le but de trouver une tactique qui ne toucherait pas les étudiants on s'entendit pour continuer les cours, mais en dehors du contrôle du collège, privant ainsi l'administration de ce qui compte le plus, le *contrôle de l'enseignement*, qui devenait du jour au lendemain autogéré.

Mais la fin de la session approchait. Le mouvement s'essouflait. On vota donc la rentrée, mais avec comme condition la reconnaissance totale des cours donnés à l" 'extérieur du collège avec en plus le plein salaire... Cependant, l'administration bloque net, particulièrement sur la première condition. Pour les profs et les étudiants, cette attitude est particlièrement révoltante puisque le travail fait à l'extérieur du cadre de l'école avait été plus sérieux que celui fait dans la situation normale (les profs ayant voulu démontrer qu'ils pouvaient se passer de l'administration). Ce qui ressortait de cela, c'était vraiment la conscience que notre travail ne vaut rien s'il n'est pas reconnu par les patrons. Le prof se trouvait, ô horreur, dans la même situation qu'un ouvrier à qui on retire son produit. Finalement, l'administration céda dans les faits en acceptant de reconnaitre suffisante pour le diplôme la première moitié de la session (donnée à l'intérieur du collège) alors que tous savaient que ce geste n'était que purement formel puisqu'on acceptait dans les faits la valeur des cours "sauvages". Fort de cette première victoire, les profs alliés aux étudiants décident de poursuivre leur offensive, par une poursuite judiciaire, qui se termina un peu en queue de poisson à cause du départ des étudiants en juin. L'administration remportait finalement la victoire d'un point de vue formel (non reconnaissance de la session "sauvage" et non paiement des cours), mais ce sont les profs qui avaient imposé la reconnaissance de facto des cours "autogérés".

LA DERNIERE ANNEE

Des négociations eurent lieu durant l'été. L'administration pour refroidir le climat décida de payer les salaires perdus tout en continuant de refuser la reconnaissance des cours de gel. De même, un peu avant les élections comme par hasard, le ministère céda sur plusieurs clauses concernant la classification et une entente fut signée. Même si la victoire n'était pas totale, ce qui compte, c'est qu'on avait démontré que la lutte paie. Le syndicat en sortit renforcì, avec la confiance et la participation des profs. Une structure de délégués dans les divers départements fut mise en place et des comités de travail sur diverses tâches impliquèrent un grand nombre de profs. Lorsque l'administration fit mine de vouloir de licencier quelques profs pour l'année suivante, le syndicat organisa une journée d'étude qui résulta en un accord partiel.

Finalement, si on regarde le cheminement, on réalise que la réalité du syndicat et de l'ensemble des profs est en général positive. Marqués à la fois par des transformations de leurs conditions objectives et subjectives, les profs ses sont donnés un instrument de lutte syndicale, un esprit et un cadre de travail collectif. Ce progrès est sans doute limité , principalement à cause de l'absence d'un travail politique organisé, mais pose les conditions parmi l'ensemble des profs pour que se développent les embryons d'une solidarité effective avec les couches de travailleurs salariés de la petite bourgeoisie en voie de prolétarisation, et les masses de la classe ouvrière et du peuple.

LE COMITE D'ACTION POLITIQUE

Une des initiatives intéressantes des profs du Cégep fut la mise sur pied d'un CAP en septembre '73. Au début, ce furent des militants syndicaux qui initièrent ce travail dans le but d'élargir le cadre de l'action et de l'explication syndicale. En fait, le CAP était vu un peu comme la structure politique du sundicat. Cette initiative venait à la suite de la conscience des limites des victoires syndicales de l'année du front commun. Ainsi, si la combativité des profs en avait supris plusieurs, peu avait été fait pour élever leur conscience politique, ce qui rendait fragile la base d'entente dans le syndicat.

Malgré le caractère syndical de l'entreprise, le CAP tenta dès le début de définir ses priorités en fonction d'une analyse marxiste de l'école et de lier cette analyse à la transformation des conditions dans le milieu. Contrairement à d'autres groupes militants enseignants qui voyaient leur priorité comme étant de se lier à la classe ouvrière, le CAP se voulait un instrument politique actif dans le milieu des profs. A cause de ce cheminement, les contradictions ne ressortirent pas avec le syndicat, même si dans les faits le syndicat restait à l'écart du travail du CAP tout en le cautionnant moralement et financièrement.

L'emphase mise sur l'analyse de la réalité conduisait le CAP à tomber quelque peu dans le théoricisme (d'abord étudier, ensuite agir). Plutôt que de fixer des tâches d'analyse plus restreintes et reliées à des interventions, pour ensuite approfondir à partir des résultats de notre pratique, nous voulions tout analyser avant d'entreprendre quoique ce soit. Ces erreurs conduisirent le groupe à s'essoufler et à s'éparpiller.

Même si l'emphase était mise sur l'étude en vase clos, quelques interventions furent développées, dont le *Chili*. A cause de la nature intellectuelle et humaniste le milieu enseignant était ouvert et intéressé par l'expérience chilienne et révolté par le coup d'Etat. Le CAP intervint sur la question par une explication de la situation au Chili et par un appel à prélever $5 de chaque professeur pour la résistance. Face à cela, l'exécutif syndical exprima ses réserves: on va faire peur au monde, etc... Ce qui fait que l'intervention du CAP fut limitée (on se contenta de demander une contribution volontaire).

Ces évenements amenèrent les membres du CAP à réfléchir sur la nature de leur instrument et de sa relation avec le syndicat. Alors qu'auparavant ils voyaient le CAP et le syndicat comme complémentaires, ils en arrivaient à remettre en question ce type de relations.

Les contradictions ressortirent encore lorsque le syndicat présenta aux profs un projet d'entente sur le fonctionnement des départements, sur la gestion pédagogique. En fait, la proposition syndicale était le résultat d'une analyse humaniste et corporatiste de l'école, combinée à des propositions concrètes visant à miner le contrôle de l'administration sur la pédagogie et établir le principe que la pédagogie devait être négociée tout comme les conditions de travail et le reste. Cette proposition avait aussi pour but de saper le décret provincial en imposant de facto des ententes locales.

En fait, l'analyse humaniste donnait au document syndical une allure "auto-gestionnaire". Acceptant au départ l'idéologie bourgeoise sur l'école (l'école démocratique, l'école formatrice de citoyens libres et critiques...). le texte présentait l'école comme un lieu où différents groupes, le gouvernement, les administrations locales, les profs, les étudiants, travaillaient ensemble pour atteindre ce but. Et pour remplir ce but, il fallait que chacun remplisse sa fonction'; les administrateurs administrent,

les profs enseignent, les étudiants étudient, les employés de soutien soutiennent, etc... La pédagogie tout naturellement était donc du ressort des profs. Les problèmes de l'école; selon cette analyse, résultaient des empiètements des technocrates sur les pédagogues.

De plus, le projet comportait de graves dangers, comme le fait de remettre aux départements l'évaluation, donc l'embauche et le renvoi des profs par d'autres profs! En somme, onvisait à légaliser par une entente les pouvoirs qu'on avait déjà sur la pédagogie dans la pratique tout en les étendant un plus si possible.

Le CAP se lançat dans une critique de l'orientation humaniste des propositions syndicales, en s'attaquant à l'approche corporatiste de l'enseignement dont s'inspirait le projet, en démontrant que le type d'organisation proposé relevait d'une approche patronale (le "new look" scientifique de la sociologie des organisations), etc... Face à cela, le syndicat refusa le débat, en traitant les membres du CAP de gauchistes, etc... Face à l'opposition des profs sur certaines clauses, le projet fut tout simplement envoyé aux oubliettes.

A la fin de l'année, sur la question des licenciements annoncés par l'administration, le syndicat réussit à s'entendre à l' "amiable" avec l'administration. Les militants du CAP voulaient se servir de l'occasion pour remobiliser le profs, mais ils n'en eurent pas le temps.

Ce qui en ressort finalement. c'est l'ambiguité jamais surmontée d'un groupe de militants voulant faire une analyse de l'école tout en intervenant dans le milieu. Jamais les tâches ne furent clairement analysées et mises en relation les unes avec les autres. Se jettant à tour de rôle dans "l'analyse marxiste", puis dans l'activisme sur des questions comme le Chili, le CAP ne réussit pas à s'implanter au niveau de la masse des profs comme un instrument spécifique de lutte. Pour le syndicat, le CAP devint un peu une sorte d'opposition de gauche interne. Pour les masses, il restait l' "appareil politique" du syndicat. Dans les faits, le CAP était incapable de dégager son champ d'action spécifique, autant par rapport au syndicat que par rapport aux masses des profs et aux luttes.

PERSPECTIVES DE TRAVAIL: VERS LA CREATION DU PARTI OUVRIER

En tant que militants marxistes, nous voyons la nécessité de la création du parti ouvrier. Cependant, les conditions de mise en place du parti demeurent à clarifier pour nous. Ainsi, nous n'avons que très peu débattu les diverses options mises de l'avant par les tendances dans le mouvement socialiste.

Alors que nous amorçons un travail politique dans notre milieu afin de radicaliser les luttes et leur donner une perspective politique, notre priorité est à l'implantation. Mais il est aussi clair que pour donner une perspective juste à nos moyens à prendre pour les concrétiser sont fondamentaux; on ne peut de développer isolément. Les questions doivent se clarifier dans la mesure où les pratiques se développent.

SUR L'ORIENTATION DE NOTRE TRAVAIL

Une des tendances parmi les militants dans l'école vise le lien avec la classe ouvrière comme priorité. Cette tendance veut "amener les profs sur les positions de la classe ouvrière". Cette tendance en vient à placer au second rang les contradictions entre profs-étudiants et l'école capitaliste. Reconnaissant que ces contradictions mènent à des luttes qui opposent ces couches de la société au capitalisme, elle vise à leur faire acquérir une conscience politique révolutionnaire. Malheureusement, la transition entre une lutte spontanée contre un aspect de l'école capitaliste et une conscience politique ne s'effectue pas si facilement. Ce n'est pas en diffusant une analyse marxiste de l'école que les profs seront amenés sur de positions révolutionnaires. Une telle pratique réussit à rejoindre un nombre très limité de profs qui se trouvent peut être "proches de la classe ouvrière" idéologiquement mais tout à fait marginaux et désorganisés dans leur milieu. En somme, nous considérons que la conscience politique ne peut être développée à partir d'un seul travail idéologique. Il faut baser le travail sur l'organisation et l'implication dans les luttes quotidiennes du milieu. Un tel travail doit partir de la réalité (i.e. de la position sociale des profs). Bien que les profs soient en voie de prolétarisation (i.e. qu'ils sont en train de perdre leurs privilèges sociaux pour se voir imposer des conditions de travail de plus en plus semblables à celles des travailleurs), leur fonction à l'intérieur de la production demeure quand même dans son essence différente de celle des ouvriers.

C'est seulement en partant des contradictions propres à notre milieu, en tenant compte de leur niveau de développement, en leur donnant une analyse de classe et en *reliant cette analyse à des objectifs de lutte* rejoignant l'ensemble des profs que pourra se développer une conscience politique et que ceux-ci pourront voir la nécessité de s'allier à la classe ouvrière.

L'autre erreur dans laquelle il est facile de sombrer en faisant un travail politique dans l'école est le réformisme. cette tendance est présentement la plus forte parmi les éléments progressistes au sein de profs, particulièrement à la direction d'un syndicat de gauche ("Syndicalisme de combat") comme la FNEQ. Permettant de mettre de l'avant des revendications progressistes tout en évitant une analyse de classe trop poussée de l'école, il est relativement facile d'y rallier bon nombre de profs. Toute remise en question de l'école capitaliste doit aussi essentiellement mener à une remise en question du statut traditionnel du prof. Les positions réformistes en s'attaquant aux aspects les plus abérrants de l'école capitaliste sans soulever la question fondamentale du rôle de l'école rejoignent l'idéologie humaniste-progressiste dominante chez les profs sans confronter les conceptions individualistes et idéalistes propres à leur milieu intellectuel. Ainsi, les luttes menées par les profs sont le résultat d'une opposition à des modifications à leur statut (prolétarisation) plutôt qu'à une acceptation de cette transformation historique et d'une volonté de se placer sur de nouvelles positions de classe.

PERSPECTIVES DE TRAVAIL

Le fonctionnement d'un CAP vouait les militants à être marginaux. Dissociant la politique des questions quotidiennes dans le milieu, il était impossible de faire des interventions justes et soutenues.

Le syndicat local est un instrument de masse qu'il faut développer si l'on veut être en mesure de mener des luttes et les gagner. Il est donc important de le consolider et le faire avancer en y travaillant et en y avançant nos propres analyses et revendications plutôt que se constituer en groupe nos critiques de l'extérieur.

La politisation des profs passe par l'implications du plus grand nombre aux questions syndicales et en favorisant les débats à l'intérieur du syndicat.

Pour ces raisons, les militants vont participer le plus possible aux instances syndicales, plus particulièrement au comité d'information, qui doit publier un bulletin d'information. Ce travail est commencé et se développe.

L'énergie ayant été mise sur l'aspect technique des tâches, l'analyse critique du travail a été délaissée. Il est clair cependant que cette critique devra être amorcée sous peu sans quoi le travail tombera inévitablement dans le réformisme. Cette tâche revêt d'autant plus d'importance dans le contexte actuel de renouvellement de la convention collective, qui offre un terrain propice à l'intervention militante. Cette nouvelle étape permettra d'aller de l'avant.

lettre...

Sur les Comites de Soutien . . .

Dans son annexe "Les comités de soutien" à un article-bilan sur la lutte chez Rémi Carrier en 1972, la revue Mobilisation [juin 1974] s'est permis une curieuse attaque à l'égard du Mouvement Révolutionnaire des Etudiants du Québec. La critique, comme l'autocritique, est un outil essentiel au bon travail de n'importe quelle organisation. Ainsi, nous ne pensons pas, comme organisation, être au-dessus de la critique, comme si nous ne commettions jamais d'erreurs. Bien au contraire, nous en avons commis dans le passé [par exemple, nous le verrons plus bas, dans notre travail de soutien à la lutte chez Carrier]. Mais ce qui est important, c'est que nous puissions retracer ces erreurs, pour apprendre à ne pas les répéter et à ne pas en commettre d'autres. Aussi, nous avons toujours été prêts à recevoir les critiques qui nous aident à ce dépistage, les critiques constructives. Ce que nous rejetons, par contre, ce sont les allégations mensongères.

D'autre part, nous croyons que l'article sur les comités de soutien, dans son ensemble, ne vise pas tel ou tel groupe, mais bien le soutien étudiant aux luttes de la classe ouvrière en général [comme les deux paragraphes en page 10 du bilan l'annonçaient déjà], et c'est surtout dans cette perspective que nous voulons répondre à l'annexe.

Dressant un bilan [p. 18] des activités du comité de soutien UQAM, Mobilisation attribue le déclin de ce comité à 1] l'essoufflement du travail de popularisation [p. 19] et 2] l'accentuation de la lutte interne dans le comité [p. 20]. Plus précisément, la revue écrit:

> *"Ce sont fondamentalement les deux mêmes positions qui s'affrontent: la première veut élargir la base d'ententes et de pratiques du comité. Malgré le caractère activiste qui demeure, cette position est un peu plus réaliste: on constate le déclin du soutien à Carrier, on est conscients qu'il faut faire le lien entre la lutte ouvrière et la lutte à l'école, mais comment le faire?*
>
> *"Les militants de cette tendance n'ont pas de réponse, et c'est ça le problème. La deuxième tendance, représentée par les groupuscules [principalement des militants du "mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec" [MREQ] et du "parti du travail du Canada" [PTC] [, est de limiter le comité de soutien. Les militants qui défendent cette position sont moins conscients du déclin du comité du soutien, mais surtout [souligné par nous. MREQ] ils craignent que l'élargissement de la base du comité de soutien [d'une organisation basée sur une lutte particulière à une organisation politique étudiante plus globale] ne mette en péril leur propre groupuscule [sic]. Face à l'idéalisme de la première position [il faut s'organiser sur une base plus large, mais sans savoir comment] les militants qui veulent limiter le comité de soutien l'emportent dans les faits: le comité se limite à la lutte chez Carrier et disparaît tranquillement et sans éclats" [p. 20].*

Examinons plus attentivement cette fameuse lutte de "tendances". Ce que Mobilisation a cherché à exprimer, c'est la situation suivante: on se retrouvait devant une première "tendance" qui voulait élargir les objectifs du comité, et d'une deuxième "tendance" qui voulait tenir les objectifs tels qu'ils avaient été définis dès le début. Quels étaient ces objectifs? Bien clairement fournir tout le soutien possible, moral, physique et financier, aux travailleurs de Carrier, par la popularisation de leur lutte, la participation aux lignes de piquetage, la collecte de fonds de secours. Rien de moins, rien de plus. Et cela, les tenants de la "première tendance" l'ont accepté dès le début, même si par ailleurs ils l'ont plutôt mollement appliqué.

D'autre part, il est juste de dire qu'à un moment donné, le travail de popularisation s'est essouflé. Mais à quoi cela tenait-il réellement? En partie d'abord, à la faiblesse des explications politiques sur la lutte chez Carrier et sur l'importance du soutien étudiant, en partie aussi au caractère répétif, comme le dit Mobilisation, des gestes et des prises de parole. Nous y reviendrons.

Face à ces problèmes, qui avaient une existance réelle, qu'est-ce que la "première tendance" proposait? Tout simplement "d'élargir la base d'ententes et de pratiques du comité". C'est-à-dire de transformer un comité établi pour soutenir des travailleurs dans une grève précise, dans une lutte réelle qui elle, sans s' "élargir", restait bien entière, de le transformer en un "comité de lutte" plus vaste qui réponde aussi aux problèmes des étudiants. Ainsi, parce que des problèmes surgissaient, parce que le comité de soutien avait des "effectifs limités" [mais 20, 30, 50 personnes, c'est

quand même pas mal pour une première expérience!], parce qu'elle, précisement, "attirer" plus d'étudiants, cette fameuse "tendance", au lieu de mieux viser sur une cible [le soutien], voulait tout simplement en ajouter une seconde [problèmes plus spécifiquement étudiants]; comme ça, si elle en ratait une, elle pouvait toujours atteindre l'autre. Si le soutien foirait, restaient des problèmes étudiants à régler... En fait, les tenants de cette tendance adoptaient une position opportuniste sur toute la ligne: entrés au comité de soutien pour "faire quelque chose", comme le dit si bien Mobilisation [p. 18], dès que des problèmes surgirent, ils cherchèrent à "faire autre chose" en se servant des cadres même du comité. En définitive, cette position menait à la liquidation du soutien concret à la lutte chez Carrier, en noyant les objectifs du comité de soutien, et forcément le comité lui-même. C'est cette position que nous avons, soutenus par bien d'autres, combattue avec force, non pas parce que nous étions un "groupuscule", mais parce que nous tenions à ce que le comité de soutien continue, et se renforce. Qu'auraient dit les travailleurs de Carrier d'un comité établi spécifiquement pour les soutenir qui se transforme en "organisation politique étudiante plus globale" [p. 20] alors qu'eux-mêmes continuaient à lutter contre leur boss? Curieux soutien! C'est la position de la "première tendance" qui était de loin la plus activiste [ramasser des étudiants à tout prix, quitte à "lutter" à tout prix aussi, et contre n'importe qui sans doute], c'est la position de la "première tendance" qui était de loin la moins réaliste, en s'imaginant pouvoir soutenir une lutte ouvrière [dont nous souhaitions qu'elle soit la plus courte possible, et pour laquelle il fallait une mobilisation la plus rapide possible] avec une "organisation politique étudiante plus globale" qu'il fallait encore mettre sur pieds!

Face à cette position, le MREQ a lutté vigoureusement pour maintenir les bases du comité telles quelles. Mobilisation, tout-de-suite, voit là-dedans une tentative de "limiter" [LIRE: de restreindre de plus en plus] une organisation "large" par une organisation "restreinte": le MREQ, dit la revue, craignait pour sa peau! Et pour défendre les intérêts supérieurs du MREQ, ses militants étaient prêts à limiter la base militante d'un comité qu'ils avaient eux-mêmes contribué à mettre sur pieds qu'ils ont eux aussi popularisé par tous les moyens possibles [participation active aux travaux du comité, mais aussi articles dans "Le Partisan", etc.], pour lequel ils ont travaillé sans relâche! Alors que, d'après Mobilisation elle-même, "tous les départements et tous les bâtiments sont systématiquement et régulièrement bombardés de tracts, d'affiches, de collants, etc..."; alors que ,d'après Mobilisation toujours, "des collectes d'argent sont organisées presque à tous les jours dans les différentes cafétérias"; "que ces activités intenses se déroulent pendant presque tout le mois de janvier sans interruption" [p. 19], le "groupuscule" MREQ cherchait à "limiter le comité de soutien".

Qu'est-ce qui, au fond, peut déterminer le développement ou non d'un comité large comme celui qu'était le comité de soutien UQAM? La réponse de Mobilisation: l'absence ou la présence de "groupuscules". Au lieu d'aborder la question en termes de ligne politique et d'application de cette ligne. Mobilisation saute tout-de-suite sur les "groupuscules ["gauchistes" par définition, tout comme la plupart des étudiants qui soutenaient la lutte... [p. 10]], et élude complètement la question de fond, qui est une question de ligne.

Qu'est-ce qui, dans le cas précis du comité de soutien, a posé des problèmes? A notre avis, ce n'est sûrement pas la présence de "groupuscules", ou plutôt, pour sortir de cette terminologie douteuse, de militants organisés dans des groupes. C'est la façon dont la ligne du comité, qui était fondamentalement juste, et parfaitement "large", était appliquée. Mais il y en a pour qui les questions de ligne ne se posent pas: ce qui se pose, c'est la forme de l'organisation, et surtout ses dimensions. Cette position mène directement à l'opportunisme, et c'est dans l'opportunisme qu'ont sombré, nous l'avons dit plus haut, certains membres du comité.

La ligne du comité du soutien était fondamentalement juste. Elle se basait sur le soutien étudiant aux luttes ouvrières, qui constitue un moyen,pour la masse des étudiants, de prendre conscience de l'existance des classes, et de la lutte des classes, et pour les ouvriers, d'avancer dans leurs combats. Le comité a très bien démarré, et a poursuivi ses activités assez longtemps, jusqu'à la fin des cours [et non, comme le prétend Mobilisation, jusqu'à la fin de février], ce qui constitue, dans une université, une limite normale. Ce qui a peut-être manqué, dans la poursuite des activités du comité, c'est l'explication politique de la lutte, la prise de conscience politique des étudiants de la significations de cette lutte, et cela, notre Mouvement en est, par négligence et par inexpérience, en partie responsable. Mais n'était-ce pas aussi le rôle du CAP que d'aider à ce travail, et à ces braves militants de la "première tendance", comme à ceux de Mobilisation, s'ils étaient vraiment là?

Ce qui a manqué aussi, mais c'est secondaire, et ça découle du reste, c'est l'imagination dans les activités du soutien. Il n'en demeure pas moins que la participation aux lignes de piquetage, qui demandait "beaucoup d'énergie" [p. 19] était une forme essentielle du soutien, de même que la collecte de fonds. Mobilisation l'admet malgré tout, puisqu'elle affirme que "pour les travailleurs de Carrier, l'intervention des militants amena de l'appui physique et financier très ressenti" [p. 20]. Le comité a organisé d'autres activités, comme la projection d'un "film français sur une lutte ouvrière" [p. 19] qui fut loin d'être un "échec partiel" [et pourquoi pas un "succès partiel", plutôt?]. Mais curieusement, Mobilisation voit dans la projection de ce film le noir dessein d' "attirer" du monde [p. 19] alors qu'il était tout naturel "d'élargir la base du comité" pour prévenir son déclin.

A la fin de son bilan, Mobilisation enchaîne sur le présent: "il semble aussi que les erreurs développées durant le soutien étudiant à Carrier se poursuivent encore parmi plusieurs groupes progressistes étudiants: isolement et mépris des masses, incapacité de développer des formes organisationnelles et politiques à long terme, continuation de l'activisme et du spontanéisme, etc.". Nous aurions aimé que Mobilisation précise ses affirmations, qu'elle nous dise d'où elle les tire, en bref, qu'elle mette clairement les cartes sur la table, qu'elle fasse la critique constructive du travail des comités. Quant à nous, nous continuerons à militer dans ces comités qui sont encore, à notre avis, une des formes les plus efficaces qui sont encore, à notre avis, une des formes les plus efficaces de lutte contre l'école capitaliste. La pratique tranchera.

MREQ

N.D.L.R.

Comme nous le suggéraient nos camarades du MREQ dans leur lettre, nous avons tenté dans ce numéro de traiter de la question du soutien étudiant aux luttes ouvrières, en plaçant cette question par rapport au mouvement étudiant dans son ensemble. Nous référons donc les lecteurs aux pages de ce numéro. D'autre part, nous avons cru bon de laisser le MREQ exprimer ses positions sur le sujet, positions dont nous ne partageons cependant pas ni les prémices ni les conclusions. Mais comme ils le disent eux-mêmes, "la pratique tranchera"...

les éditions mobilisation

Apprendre à vaincre - *De coup d'Etat militaire à la résistance populaire au Chili*	*$0.50*
Les comités de travailleurs	*$0.50*
L'impérialisme - *cahier de formation par le CRIQ*	*$0.50*
Le mouvement ouvrier américain	*$0.25*

prochains numéros

-Les interventions idéologiques militantes au Québec
-Sur l'histoire du parti communiste au Canada
-Les travailleurs immigrés: leurs organisations, leurs luttes
-Les luttes dans les services
-Luttes ouvrières aux Etats-Unis
—Lénine et l'organisation
-en plus des bilans sur des expériences d'organisation dans des usines de l'est de Montréal, des groupes populaires, etc...

numéros précédents encore disponibles

vol.2, no. 3
Les fonds de pension—Le quatrième congrès du P.Q.—Panama

Vol.2 no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQAM—La génération révoltée—L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique—Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2 no.5—Spécial sur la propagande
Lénine: A propos d'une profession de foi—De la propagande— La propagande: rôle, tâches et limites —Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire.

Vol.3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal—Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes—L'organisation et la lutte à Firestone—Chili 1973 (1ère partie)

Vol.3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xème congrès du PCC—Chili 1973 (2ème partie)—Le Service Social...instrument d'une classe.

Vol.3 no.4
La lutte et l'organisation dans les garderies populaires—La femme et la lutte des classes—La surveillance policière des militants progressistes —La lutte à LIP en France—le Mouvement ouvrier américain (première partie).

Vol.3 no.5
Enquête avec des militants d'une entreprise de transport public—L'ENQU ETE CONOMIQUE: un coup d'oeil sur Domtar—Quelques notes sur le Centre d'information et de recherche sur le Québec—A propos du film "On a raison de se révolter"—Le mouvement révolutionnaire en Espagne—Le mouvement ouvrier américain: les nouvelles formes de lutte et d'organisation.

Vol.3 no.6
L'histoire du Premier mai—Assemblée d'évaluation de Mobilisation—Bilan du noyau Service Social—Enquête avec des militants de l'ADDS Centre-Sud—Mobiliser et unir les forces pour vaincre l'impérialisme—L'organisation de la révolution

Vol.3 no. 7
Thetford: l'organisation des mineurs—Asbestos 1949: l'histoire d'une grève—Les mines au Québec—Les mineurs en Bolivie—La grève générale de Winnipeg—A propos de la ligne de masse

vol. 3 no. 8
Bilan Rémi Carrier - Sur le travail de formation - Entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières - Trois textes sur la Chine.

vol. 3 no. 9
Deux ans de travail politique dans le quartier St-Michel (bilan du Cap St-Michel) - Bilan d'une lutte de syndicalisation dans une usine de Montréal - Entrevue avec des militants du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA).

vol. 4, no.1
Social democratie et reformisme: perspectives historiques et theoriques; le RCM: reflet de la social dwmocratie a Montreal; le reformisme nord-americain en action: le NPD en Colombie britannique; Le programme commun en France, l'alliance entre la social-democratie et le revisionisme; Nouvelles d'organisation du travail, nouvelles formes d'exploitation.

formule d'abonnement

☐ **$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros**
☐ **$.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]**
☐ **$.......pour les numéros précédents suivants............................**
☐ **$0.50 pour les DOSSIERS suivants....................................**
☐ **$10.00 pour...............abonnements de soutien**
☐ **$10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion**

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.......................................
Adresse...................................
...

